Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 597 775 650 euros.
Siège social : 2, rue de la Mare-Neuve, 91000 Evry.
602 036 444 R.C.S. Evry.

# NOTE D'OPÉRATION

**Mise à la disposition du public à l'occasion de l'émission et de l'admission au Premier Marché d'Euronext Paris S.A. de l'emprunt ACCOR 1,75 % octobre 2003 / janvier 2008 d'un montant nominal de 560 000 021 euros susceptible d'être porté à 616 000 007 euros représenté par des obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes d'une valeur nominale unitaire de 40,25 euros**

La notice légale sera publiée au Bulletin des Annonces légales obligatoires du 20 octobre 2003

Visa de la Commission des opérations de bourse

En application des articles L. 412-1 et L. 621-8 du Code monétaire et financier, la Commission des opérations de bourse a apposé le visa n° 03-902 en date du 16 octobre 2003 sur le présent prospectus, conformément aux dispositions de son règlement n° 98-01. Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

**Avertissement**

La Commission des opérations de bourse attire l'attention du public sur les caractéristiques particulières des instruments financiers décrits dans le présent prospectus. Régis par les articles L. 228-91 et suivants du Code de commerce, ils ne présentent pas certaines des caractéristiques des obligations convertibles et des obligations échangeables. Notamment, en cas de remboursement, normal ou anticipé, les porteurs ne disposeront, pour exercer leur droit à l'attribution d'actions, que du délai courant entre la date de l'avis annonçant le remboursement (lequel doit être publié au plus tard 30 jours calendaires avant la date de remboursement) et le septième jour ouvré précédant la date effective de remboursement.

Ce prospectus est constitué par :

- le Document de Référence déposé auprès de la Commission des opérations de bourse le 25 mars 2003 sous le numéro D. 03-307 ;
- le rectificatif du Document de Référence déposé auprès de la Commission des opérations de bourse le 16 octobre 2003 sous le numéro D. 03-307-R01 ; et
- la présente note d'opération.

Des exemplaires du présent prospectus sont disponibles sans frais auprès des établissements ci-dessous, auprès de la Direction Générale d'ACCOR - Tour Maine Montparnasse, 33 avenue du Maine, 75755 Paris Cedex 15, ainsi que sur les sites Internet de ACCOR (www.accor.com/finance) et de la COB (www.cob.fr).

**BNP PARIBAS** **SG CORPORATE & INVESTMENT BANKING**

**Chefs de file Teneurs de livres Associés**

# ACCOR

## Principales caractéristiques des obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes de l'emprunt ACCOR 1,75 % octobre 2003 / janvier 2008 (les "Obligations")

| | | |
|---|---|---|
| **Nombre d'Obligations émises** | : | Le nombre d'Obligations s'élève à 13 913 044 Obligations représentant un montant nominal total de 560 000 021 euros. En outre, aux fins de couvrir d'éventuelles surallocations, ACCOR (la "Société") a accordé aux Chefs de file Teneurs de livre Associés une option de surallocation représentant 10 % du montant nominal total de l'émission. Cette option de surallocation sera exerçable, en une seule fois, et au plus tard le 22 octobre 2003. Au cas où cette option de surallocation serait exercée en totalité, le montant nominal total de l'émission s'élèverait à 616 000 007 euros représentés par 15 304 348 Obligations. |
| **Valeur nominale unitaire des Obligations** | : | La valeur nominale unitaire des Obligations a été fixée à 40,25 euros, faisant apparaître une prime de 21,21 % par rapport à la moyenne des cours de l'action ACCOR, pondérée par les volumes, constatés depuis l'ouverture de la séance de bourse du 16 octobre 2003 jusqu'au moment de la fixation des conditions définitives de l'émission, soit 33,2066 euros. |
| **Prix d'émission** | : | Le prix d'émission des Obligations est égal au pair, soit 40,25 euros, payable en une seule fois à la date de règlement. |
| **Date de jouissance et de règlement** | : | Le 24 octobre 2003. |
| **Durée de l'emprunt** | : | 4 ans et 69 jours à compter de la date de règlement. |
| **Intérêt annuel** | : | Les Obligations porteront intérêt à un taux de 1,75 % l'an, soit environ 0,70438 euros par Obligation, payable à terme échu le 1er janvier de chaque année (ou le premier jour ouvré suivant si cette date n'est pas un jour ouvré). Par exception, pour la période courant de la date de règlement des Obligations au 31 décembre 2004, il sera mis en paiement le 1er janvier 2005 un montant d'intérêt d'environ 0,83753 euros par Obligation, calculé *pro rata temporis*. |
| **Taux de rendement actuariel brut** | : | 1,75 % à la date de règlement (en l'absence de conversion et/ou d'échange en actions et en l'absence d'amortissement anticipé). |
| **Amortissement normal** | : | Les Obligations seront remboursées en totalité au pair soit 40,25 euros par Obligation le 1er janvier 2008 (ou le premier jour ouvré suivant si cette date n'est pas un jour ouvré). |

| | | |
|---|---|---|
| **Amortissement anticipé au gré de la Société** | : | Possible :<br>▪ sans limitation de prix ni de quantité, pour tout ou partie des Obligations, à tout moment, par rachat en bourse ou hors bourse ou par offres publiques ;<br>▪ pour la totalité des Obligations restant en circulation, à tout moment, à compter du 1er février 2005 jusqu'au 31 décembre 2007 sous réserve d'un préavis d'au moins 30 jours calendaires,<br>  ▪ par remboursement au pair, majoré des intérêts courus depuis la dernière Date de Paiement d'Intérêts précédant la date de remboursement anticipé jusqu'à la date de remboursement effectif ; et<br>  ▪ si le produit (i) du ratio d'attribution d'actions en vigueur et (ii) de la moyenne arithmétique des premiers cours cotés de l'action ACCOR sur le Premier Marché d'Euronext Paris S.A. durant une période de 20 jours de bourse consécutifs au cours desquels l'action est cotée choisis par la Société parmi les 40 jours de bourse consécutifs précédant la date de parution de l'avis annonçant l'amortissement anticipé, excède 110 % de la valeur nominale des Obligations ;<br>▪ pour la totalité des Obligations restant en circulation, à tout moment, par remboursement au pair majoré des intérêts courus depuis la dernière Date de Paiement d'Intérêts précédant la date de remboursement anticipé jusqu'à la date de remboursement effectif, si moins de 10% des Obligations émises restent en circulation. |
| **Exigibilité anticipée en cas de défaut** | : | Les Obligations deviendront exigibles dans les cas prévus au paragraphe 2.3.7.6 ("Exigibilité anticipée des Obligations en cas de défaut"). |
| **Cotation des Obligations** | : | Les Obligations font l'objet d'une demande d'admission au Premier Marché d'Euronext Paris S.A. Leur première cotation est prévue le 24 octobre 2003 sous le code ISIN FR0010026765. |
| **Conversion et/ou échange des Obligations en Actions** | : | A tout moment, à compter du 24 octobre 2003, date de règlement des Obligations, et jusqu'au septième jour ouvré précédant la date de remboursement normal ou anticipé, les titulaires d'Obligations pourront demander la conversion et/ou l'échange des Obligations en actions ACCOR à raison d'une action pour une Obligation sous réserve des ajustements prévus au paragraphe 2.6.7.3 ("Ajustement du ratio d'attribution en cas d'opérations financières").<br>La Société pourra à son gré remettre des actions nouvelles et/ou des actions existantes. |
| **Absence de droit préférentiel de souscription et de délai de priorité** | : | Les actionnaires ont renoncé à leur droit préférentiel de souscription. Il n'est pas prévu de délai de priorité. |
| **Intention des principaux actionnaires** | : | Aucun actionnaire n'a fait part de son intention de souscrire à la présente émission. |
| **Période d'offre de souscription** | : | Le placement des Obligations a été effectué le 16 octobre 2003 auprès des investisseurs institutionnels. La souscription du public sera ouverte du 17 octobre 2003 au 21 octobre 2003 inclus. |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Calendrier indicatif** | : | 16 octobre 2003 (au matin) | : | Diffusion d'un communiqué de presse par la Société annonçant le lancement de l'émission. |
| | | 16 octobre 2003 (au matin) | : | Ouverture du livre d'ordres auprès des investisseurs institutionnels. |
| | | 16 octobre 2003 (au soir) | : | Clôture du livre d'ordres auprès des investisseurs institutionnels.<br>Diffusion d'un communiqué de presse par la Société indiquant la fin du placement auprès des investisseurs institutionnels. |
| | | 16 octobre 2003 | : | Visa de la Commission des opérations de bourse sur le prospectus. |
| | | 17 octobre 2003 | : | Ouverture de la période de souscription des personnes physiques, en France. |
| | | 21 octobre 2003 | : | Fin de la période de souscription des personnes physiques, en France. |
| | | 22 octobre 2003 | : | Date limite d'exercice de l'option de sur-allocation. |
| | | 24 octobre 2003 | : | Règlement/livraison des Obligations. Admission des Obligations aux négociations sur le Premier Marché d'Euronext Paris S.A. |
| **But de l'émission** | : | ACCOR entend tirer avantage des opportunités de marché pour refinancer sa dette existante et accroître sa flexibilité financière en se donnant les moyens de renforcer ses fonds propres à terme. | | |
| **Notation de l'emprunt** | : | Standard & Poor's et Fitch ont confirmé à la Société qu'elles attribueront les notes "BBB" et "BBB+" respectivement à l'emprunt objet de la présente note d'opération. | | |
| **Etablissements chargés du placement** | : | Les ordres de souscription devront être présentés auprès de BNP Paribas ou Société Générale, Chefs de file Teneurs de livre Associés ou Citigroup Global Markets Limited, Crédit Lyonnais, Lehman Brothers International (Europe), Morgan Stanley & Co. International Limited ou Mediobanca - Banca di Credito Finanziario S.p.A., qui assurent le placement. | | |
| **Droit applicable** | : | Droit français. | | |
| **Cotation des actions** | : | Les actions de la Société à remettre à l'occasion de la conversion ou de l'échange seront ou sont cotées au Premier Marché d'Euronext Paris S.A. Le Code ISIN des actions de la Société portant jouissance courante est FR0000120404. | | |
| **Jouissance des actions nouvelles émises à la suite de la conversion** | : | Les actions nouvelles émises à la suite de la conversion des Obligations porteront jouissance au premier jour de l'exercice social au cours duquel les Obligations auront été converties. | | |
| **Jouissance des actions existantes remises à la suite de l'échange** | : | Les actions existantes remises à la suite d'un échange des Obligations porteront jouissance courante. | | |
| **Cours de bourse de l'action** | : | Cours de l'action ACCOR à la clôture le 15 octobre 2003 : 33,81 euros | | |

# CHAPITRE I
# RESPONSABLES DU PROSPECTUS ET DU CONTROLE DES COMPTES

## 1.1. RESPONSABLE DU PROSPECTUS

Jean-Marc Espalioux, Président du Directoire

## 1.2. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU PROSPECTUS

"A notre connaissance, les données du présent prospectus sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives d'ACCOR ainsi que sur les droits attachés aux titres offerts ; elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée."

Jean-Marc Espalioux, Président du Directoire

## 1.3. RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

### 1.3.1 Commissaires aux comptes titulaires

Barbier Frinault & Autres
Ernst & Young
Christian Chochon
41, rue Ybry - 92576 Neuilly-sur-Seine
Renommé pour 6 exercices par l'assemblée générale mixte du 29 mai 2001.
Date de premier mandat : 16 juin 1995.

Deloitte, Touche, Tohmatsu - Audit
Alain Pons
185, avenue Charles de Gaulle B.P. 136 -92200 Neuilly-sur-Seine
Renommé pour 6 exercices par l'assemblée générale mixte du 29 mai 2001.
Date de premier mandat : 16 juin 1995.

### 1.3.2 Commissaires aux comptes suppléants

Christian Chiarasini
41, rue Ybry - 92576 Neuilly-sur-Seine
Renommé pour 6 exercices par l'assemblée générale du 29 mai 2001.
Date de premier mandat : 4 juin 1996.

BEAS
7, Villa Houssaye
92200 Neuilly-sur-Seine
Nommé pour 6 exercices par l'assemblée générale mixte du 29 mai 2001.
Date de premier mandat : 29 mai 2001.

### 1.3.3 Réviseur

Deloitte Touche Tohmatsu
185, avenue Charles-de-Gaulle
B.P. 136
92200 Neuilly-sur-Seine

### 1.3.4 Attestation des Commissaires aux comptes

En nos qualités de Commissaires aux Comptes et/ou de Réviseurs des comptes consolidés de la société ACCOR et en application du règlement COB n° 98-01, nous avons procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes historiques données dans le présent prospectus établi à l'occasion de l'émission d'un emprunt représenté par des obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes.

Ce prospectus a été établi sous la responsabilité du Président du Directoire. Il nous appartient d'émettre un avis sur la sincérité des informations qu'elle contient portant sur la situation financière et les comptes.

Nos diligences ont consisté, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à apprécier la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, à vérifier leur concordance avec les comptes ayant fait l'objet d'un rapport. Elles ont également consisté à lire les autres informations contenues dans le présent prospectus, afin d'identifier le cas échéant les incohérences significatives avec les informations portant sur la situation financière et les comptes, et de signaler les informations manifestement erronées que nous aurions relevées sur la base de notre connaissance générale de la société acquise dans le cadre de notre mission.

S'agissant de données prévisionnelles isolées résultant d'un processus d'élaboration structuré, cette lecture a pris en compte les hypothèses retenues par les dirigeants et leur traduction chiffrée.

Les comptes annuels et les comptes consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2000, 2001 et 2002 arrêtés par le Directoire selon les principes comptables français, ont fait l'objet d'un audit par nos soins, selon les normes professionnelles applicables en France, et ont été certifiés sans réserve ni observation.

Les comptes semestriels consolidés pour les périodes closes le 30 juin 2002 et le 30 juin 2003 arrêtés par le Directoire selon les principes comptables français, ont fait l'objet d'un examen limité par nos soins, selon les normes professionnelles applicables en France, et ont donné lieu à l'émission d'un rapport d'examen limité sans réserve ni observation.

Le prospectus est constitué de la présente note d'opération et du document de référence déposé auprès de la Commission des opérations de bourse le 25 mars 2003 sous le numéro D.03-307 complété par un rectificatif du Document de Référence déposé auprès de la Commission des opérations de bourse le 16 octobre 2003. Le Document de Référence et son rectificatif font l'objet d'attestations de notre part.

Sur la base de ces diligences, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, présentées dans le prospectus établi à l'occasion de l'émission d'un emprunt représenté par des obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes.

Neuilly-sur-Seine, le 16 octobre 2003

| **Les Commissaires aux Comptes** | | **Les Réviseurs** (pour ce qui concerne les comptes consolidés) |
|---|---|---|
| Barbier Frinault & Autres Ernst & Young | Deloitte Touche Tohmatsu -Audit | Deloitte Touche Tohmatsu |
| Christian CHOCHON | Alain PONS | |

## 1.4. RESPONSABLE DE L'INFORMATION

**Eliane Rouyer**
Directeur de la Communication Financière
Tél. : 01 45 38 86 26

**Jacques Stern**
Directeur Financier
Tél. : 01 45 38 86 36

**CHAPITRE II**
**EMISSION ET ADMISSION AU PREMIER MARCHE D'EURONEXT PARIS S.A.**
**D'OBLIGATIONS A OPTION DE CONVERSION ET/OU**
**D'ECHANGE EN ACTIONS NOUVELLES OU EXISTANTES**
**ACCOR**

## 2.1 RENSEIGNEMENTS RELATIFS A l'EMISSION

### 2.1.1 Assemblée générale ayant autorisé l'émission

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires d'ACCOR ("ACCOR" ou la "Société") réunie le 20 mai 2003, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires a notamment, dans sa onzième résolution :

- délégué au directoire les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder par voie d'appel public à l'épargne en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, à l'émission d'actions, de bons de souscription et plus généralement de toutes valeurs mobilières donnant accès, immédiatement et/ou à terme, à des actions de la Société ;
- décidé que le montant nominal de l'augmentation de capital susceptible d'être réalisée immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 150 millions d'euros ;
- décidé que cette augmentation de capital pourra résulter de l'exercice d'un droit d'attribution, par voie de conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon, ou de toute autre manière, résultant de toutes valeurs mobilières émises par toute société dont la Société détient, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital, et avec l'accord de cette dernière ;
- décidé en outre que le montant nominal des titres d'emprunt donnant accès au capital et susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation, sera au maximum de 1 milliard d'euros ou de la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en autres monnaies ;
- décidé de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux valeurs mobilières à émettre, étant entendu que le directoire pourra conférer aux actionnaires une faculté de souscription par priorité sur tout ou partie de l'émission, pendant le délai et les conditions qu'il fixera. Cette priorité de souscription ne donnera pas lieu à la création de droits négociables ;
- décidé que si les souscriptions des actionnaires et du public n'ont pas absorbé la totalité d'une émission de valeurs mobilières, le directoire pourra utiliser, dans l'ordre qu'il déterminera, l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :
  - Limiter l'émission au montant des souscriptions sous la condition que celui-ci atteigne les trois-quarts au moins de l'émission décidée ;
  - Répartir librement tout ou partie des titres non souscrits.
- constaté et décidé en tant que de besoin que cette délégation emporte de plein droit au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès à terme à des actions de la Société, susceptibles d'être émises, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit ;
- décidé que, en cas d'émission immédiate ou à terme d'actions de numéraire, la somme revenant ou devant revenir à la Société pour chacune des actions émises dans le cadre de la présente délégation, sera au moins égale à la moyenne des premiers

cours de l'action de la Société constatés en bourse pendant dix jours de bourse consécutifs choisis parmi les vingt précédant le jour du début de l'émission des valeurs mobilières précitées, après, le cas échéant correction de cette moyenne pour tenir compte de la différence de date de jouissance, étant précisé qu'en cas d'émission de bons de souscription d'actions de la Société, la somme reçue par la Société lors de la souscription des bons sera prise en compte dans ce calcul ;

- décidé que le directoire pourra dans la limite du montant global d'augmentation de capital fixée au point 2 ci-dessus, procéder à toute augmentation de capital par émission d'actions d'apport destinées à rémunérer des titres apportés à une offre publique d'échange dans les conditions et sous les réserves fixées à l'article L. 225-148 du Code de commerce ;
- décidé que le directoire aura tous pouvoirs avec faculté de subdélégation à son président dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment de déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer, arrêter les prix et conditions des émissions, fixer les montants à émettre, fixer la date de jouissance même rétroactive des titres à émettre et le cas échéant les conditions de leur rachat, suspendre le cas échéant l'exercice des droits d'attribution d'actions de la Société attachés aux valeurs mobilières à émettre pendant un délai qui ne pourra excéder trois mois, fixer les modalités suivant lesquelles seront assurées le cas échéant la préservation des droits des titulaires des valeurs mobilières donnant à terme accès à des actions de la Société et ce en conformité avec les dispositions légales et réglementaires, procéder le cas échéant à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, prendre généralement toutes les dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées et constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts. En cas d'émission de titres d'emprunt, le directoire aura tous pouvoirs notamment pour décider de leur caractère subordonné ou non, fixer leur taux d'intérêt, leur durée, le prix de remboursement fixe ou variable avec ou sans prime, les modalités d'amortissement en fonction des conditions du marché et les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions de la Société ;
- décidé que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure relative à l'émission immédiate et/ou à terme d'actions de la Société sans droit préférentiel de souscription. La délégation ainsi conférée au directoire est valable pour une durée de vingt six mois à compter de l'assemblée. Le directoire pourra utiliser la délégation avec l'autorisation préalable du conseil de surveillance conformément à l'article 15 des statuts.

La présente autorisation prive d'effet à compter du 20 mai 2003, l'autorisation conférée au directoire, par l'assemblée générale mixte du 29 mai 2001 dans sa seizième résolution. Conformément aux dispositions de l'article L. 225-129 III du Code de commerce, cette délégation est valable pendant une durée de vingt-six mois à compter du 20 mai 2003.

### 2.1.2 Décisions du conseil de surveillance et du directoire

En vertu de la délégation de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 20 mai 2003 dans sa onzième résolution, et après accord du conseil de surveillance dans sa séance du 9 octobre 2003, le directoire a décidé, dans sa séance du 10 octobre 2003, l'émission d'obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes, pour un montant nominal global maximum de sept cents millions d'euros et a conféré à son Président, conformément à la faculté de subdélégation prévue par l'assemblée générale

extraordinaire du 20 mai 2003 dans la onzième résolution, tous pouvoirs à l'effet de mettre en œuvre cette émission, de déterminer les valeurs mobilières à émettre, et d'arrêter le montant, les dates, modalités et conditions de l'émission.

### 2.1.3 Décision du Président du directoire

Le Président du directoire, par décision en date du 16 octobre 2003, a décidé d'utiliser cette délégation conférée par le directoire le 10 octobre 2003 afin de procéder à l'émission de l'emprunt ACCOR 1,75 % octobre 2003 / janvier 2008 représenté par des obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes, dont les caractéristiques sont celles du présent prospectus.

## 2.2. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX OBLIGATIONS

Dans la présente note d'opération, les "Obligations" désignent les obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes ayant l'ensemble des caractéristiques décrites dans la présente note d'opération.

### 2.2.1 Nombre et valeur nominale des Obligations – Produit de l'émission

#### *2.2.1.1 Nombre et valeur nominale des Obligations*

L'emprunt ACCOR 1,75 % octobre 2003 / janvier 2008 sera représenté par 13 913 044 obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes d'un montant nominal total de 560 000 021 euros. En outre, aux fins de couvrir d'éventuelles sur-allocations, la Société a accordé aux Chefs de file Teneurs de livre Associés une option de sur-allocation représentant 10 % du montant nominal total de l'émission. Cette option de sur-allocation sera exerçable, en une seule fois, et au plus tard le 22 octobre 2003. Au cas où l'option de sur-allocation serait exercée en totalité, le montant nominal total de l'émission d'Obligations s'élèverait donc à 616 000 007 euros représenté par 15 304 348 Obligations d'une valeur unitaire de 40,25 euros.

#### *2.2.1.2 Produit de l'émission*

Le produit brut de l'émission sera de 560 000 021 euros susceptible d'être porté à 616 000 007 euros en cas d'exercice en totalité de l'option de sur-allocation (cf. supra).

Le produit global net de l'émission versé à la Société après déduction des rémunérations dues aux intermédiaires financiers, des frais juridiques et administratifs, s'élèvera à environ 552,80 millions d'euros ; ce produit net sera susceptible d'être porté à environ 608,21 millions d'euros en cas d'exercice en totalité de l'option de sur-allocation.

### 2.2.2. Structure de l'émission

#### *2.2.2.1 Placement*

Les Obligations qui font l'objet d'un placement global seront offertes :

- en France, auprès d'investisseurs personnes morales ou physiques ;
- hors de France, dans le cadre d'un placement privé, conformément aux règles propres à chaque pays où s'effectue le placement, à l'exception des Etats-Unis d'Amérique, du Canada et du Japon où aucun placement ne pourra s'effectuer.

L'émission ne comporte pas de tranche spécifique destinée à un marché particulier.

### 2.2.2.2 *Restrictions de placement*

La diffusion du prospectus, l'offre ou la vente des Obligations peut, dans certains pays, faire l'objet d'une réglementation spécifique. Les personnes en possession du présent prospectus doivent s'informer des éventuelles restrictions locales et s'y conformer.

Les établissements chargés du placement se conformeront aux lois et règlements en vigueur dans les pays où les Obligations seront offertes et notamment aux restrictions de placement ci-après :

**Restrictions de placement concernant le Royaume-Uni**

Chaque établissement intervenant lors du placement reconnaît :

(a) qu'il n'a pas offert ou vendu, ni n'offrira ou ne vendra pendant une période de six mois après la date d'émission, les Obligations à des personnes au Royaume-Uni, sauf à des personnes dont l'activité habituelle consiste à acquérir, détenir, gérer ou vendre des produits financiers (pour leur propre compte ou pour le compte d'autrui) dans le cadre de leur profession, ou autrement dans des circonstances qui n'ont pas eu pour effet et ne pourront avoir pour effet de constituer une offre au public au Royaume-Uni au sens du *Public Offers of Securities Regulations* 1995 ;

(b) qu'il n'a communiqué ou distribué et ne communiquera ni ne distribuera des invitations ou incitations à se lancer dans une activité de placement (au sens de l'Article 21 du *Financial Services and Markets Act* 2000 (le "FSMA")) reçues par lui et relatives aux émissions ou à la vente des Obligations que dans les circonstances où l'Article 21(1) du FSMA ne s'applique pas à la Société ; et

(c) qu'il a respecté et respectera l'ensemble des dispositions du FSMA applicables à tout ce qu'il entreprend ou entreprendra relativement aux Obligations, que ce soit au Royaume-Uni, à partir du Royaume-Uni ou dans toute autre circonstance impliquant le Royaume-Uni.

**Restrictions de placement concernant les Etats-Unis d'Amérique**

Les Obligations et, le cas échéant, les actions ACCOR à émettre sur conversion des Obligations et/ou à remettre lors de l'échange des Obligations n'ont pas été et ne seront pas enregistrées au titre du *Securities Act of 1933* des Etats-Unis d'Amérique tel que modifié (le "*Securities Act*") et, sous réserve de certaines exceptions, ne peuvent être ni offertes ni vendues aux Etats-Unis d'Amérique.

Les Obligations sont offertes et vendues uniquement en dehors des Etats-Unis et dans le cadre d'opérations extra-territoriales ("*Offshore Transactions*") conformément à la Réglementation S du *Securities Act*.

Les termes utilisés dans les deux paragraphes qui précèdent ont la même signification que celle qui leur est donnée par la Réglementation S du *Securities Act*.

**Restrictions de placement concernant le Canada et le Japon**

Chaque établissement chargé du placement déclare et garantit qu'il n'a pas offert ou vendu, et qu'il n'offrira ni ne vendra, les Obligations au Japon ou au Canada.

### 2.2.2.3 *Absence de droit préférentiel de souscription et de délai de priorité*

Les actionnaires de la Société ont renoncé expressément à leur droit préférentiel de souscription aux Obligations lors de l'assemblée générale extraordinaire du 20 mai 2003. Cette décision emporte renonciation expresse des actionnaires au droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles à émettre en cas de conversion des Obligations.

Il n'est pas prévu de délai de priorité pour la souscription des Obligations.

#### *2.2.2.4 Intention des principaux actionnaires*

Aucun actionnaire n'a fait part de son intention de souscrire à la présente émission.

### 2.2.3 Période de souscription

Le placement des Obligations auprès des investisseurs qualifiés en France et des investisseurs institutionnels hors de France a été effectué le 16 octobre 2003.

La souscription des personnes physiques sera ouverte en France du 17 octobre 2003 au 21 octobre 2003.

**Calendrier indicatif de l'émission :**

| | |
|---|---|
| 16 octobre 2003 au matin | Diffusion d'un communiqué de presse par la Société annonçant le lancement de l'émission. |
| 16 octobre 2003 (au matin) | Ouverture du livre d'ordres auprès des investisseurs institutionnels. |
| 16 octobre 2003 (au soir) | Clôture du livre d'ordres auprès des investisseurs institutionnels. |
| | Diffusion d'un communiqué de presse par la Société indiquant la fin du placement auprès des investisseurs institutionnels. |
| 16 octobre 2003 | Visa de la Commission des opérations de bourse sur le prospectus. |
| 17 octobre 2003 | Ouverture de la période de souscription des personnes physiques, en France. |
| 21 octobre 2003 | Fin de la période de souscription des personnes physiques, en France. |
| 22 octobre 2003 | Date limite d'exercice de l'option de sur-allocation. |
| 24 octobre 2003 | Règlement/livraison des Obligations. Admission des Obligations aux négociations sur le Premier Marché d'Euronext Paris S.A. |

### 2.2.4 Organismes financiers chargés du placement

Les ordres de souscription devront être présentés auprès de BNP Paribas ou Société Générale en qualité de Chefs de file Teneurs de livre Associés, ou Citigroup Global Markets Limited, Crédit Lyonnais, Lehman Brothers International (Europe), Morgan Stanley & Co. International Limited ou Mediobanca - Banca di Credito Finanziario S.p.A., qui assurent le placement.

## 2.3 CARACTERISTIQUES DES OBLIGATIONS

### 2.3.1 Nature, forme et délivrance des Obligations

Les Obligations qui seront émises par la Société ne constituent ni des obligations convertibles en actions au sens des articles L. 225-161 et suivants du Code de commerce ni des obligations échangeables contre des actions au sens des articles L. 225-168 et suivants du Code de commerce, mais des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres représentant une quotité du capital au sens des articles L. 228-91 et suivants du Code de commerce.

Les Obligations seront émises dans le cadre de la législation française.

Les Obligations pourront revêtir la forme nominative ou au porteur, au choix des titulaires. Elles seront obligatoirement inscrites en comptes tenus selon les cas par :

- Société Générale, mandatée par la Société pour les titres nominatifs purs ;
- un intermédiaire financier habilité de leur choix et Société Générale pour les titres nominatifs administrés ;
- un intermédiaire financier habilité de leur choix pour les titres au porteur.

Les Obligations composant cette émission seront admises aux opérations d'Euroclear France qui assurera la compensation des titres entre teneurs de comptes sous le Code ISIN FR0010026765.

Les Obligations seront également admises aux opérations d'Euroclear Bank S.A./N.V. et de Clearstream Banking S.A (sous le Code commun 017904418).

Les Obligations seront inscrites en compte et négociables à compter du 24 octobre 2003, date de règlement des Obligations.

### 2.3.2 Nominal unitaire – Prix d'émission

La valeur nominale unitaire des Obligations a été fixée à 40,25 euros, faisant apparaître une prime de 21,21 % par rapport à la moyenne des cours de l'action ACCOR, pondérée par les volumes, constatés depuis l'ouverture de la séance de bourse du 16 octobre 2003 jusqu'au moment de la fixation des conditions définitives de l'émission, soit 33,2066 euros. Les Obligations seront émises au pair, soit 40,25 euros, payable en une seule fois à la date de règlement.

### 2.3.3 Date de jouissance

Le 24 octobre 2003.

### 2.3.4 Date de règlement

Le 24 octobre 2003.

### 2.3.5 Taux nominal

1,75 %.

### 2.3.6 Intérêt annuel

Les Obligations porteront intérêt à un taux de 1,75 % l'an, soit environ 0,70438 euros par Obligation, payable à terme échu le 1er janvier de chaque année (ou le premier jour ouvré suivant si cette date n'est pas un jour ouvré) chacune de ces dates étant désignée "Date de Paiement d'Intérêts". Par exception, pour la période courant du 24 octobre 2003, date de règlement des Obligations, au 31 décembre 2004, il sera mis en paiement le 1er janvier 2005 un montant d'intérêt d'environ 0,83753 euros par Obligation, calculé *pro rata temporis*.

Sous réserve des stipulations du paragraphe 2.6.5 ("Droit des porteurs d'Obligations aux intérêts des Obligations et aux dividendes des actions livrées") ci-dessous, tout montant d'intérêt afférent à une période d'intérêt inférieure à une année entière sera calculé sur la base du taux d'intérêt annuel ci-dessus, rapporté au nombre de jours de la période considérée depuis la précédente Date de Paiement d'Intérêts (ou le cas échéant, s'il n'en existe pas, depuis la date de règlement des Obligations) en prenant en compte une année de 365 jours (ou de 366 jours pour une année bissextile).

Les intérêts cesseront de courir à compter de la date de remboursement des Obligations.

Les intérêts seront prescrits dans un délai de cinq ans à compter de leur date d'exigibilité.

## 2.3.7 Amortissement, remboursement des Obligations

### *2.3.7.1 Amortissement normal des Obligations par remboursement*

Les Obligations seront remboursées en totalité au pair, soit 40,25 euros par Obligation le 1er janvier 2008 (ou le premier jour ouvré suivant si cette date n'est pas un jour ouvré).

Le principal sera prescrit dans un délai de trente ans à compter de la mise en remboursement.

### *2.3.7.2 Amortissement anticipé des Obligations par rachats ou offres publiques*

La Société se réserve le droit de procéder, à tout moment, sans limitation de prix ni de quantité, à l'amortissement anticipé de tout ou partie des Obligations, soit par rachats en bourse ou hors bourse, soit par des offres publiques de rachat ou d'échange. Ces opérations sont sans incidence sur le calendrier normal de l'amortissement des titres restant en circulation. Les Obligations acquises seront annulées.

### *2.3.7.3 Amortissement anticipé des Obligations par remboursement au gré de la Société*

1. La Société pourra, à son seul gré, procéder, à tout moment, à compter du 1er février 2005 jusqu'au 31 décembre 2007, sous réserve du préavis minimum de 30 jours calendaires prévu au paragraphe 2.3.7.4 ("Information du public à l'occasion du remboursement normal ou de l'amortissement anticipé des Obligations"), au remboursement anticipé de la totalité des Obligations restant en circulation dans les conditions suivantes :

   (i) le remboursement sera effectué au pair, majoré des intérêts courus depuis la dernière Date de Paiement d'Intérêts précédant la date de remboursement anticipé jusqu'à la date de remboursement effectif ;

   (ii) Ce remboursement anticipé ne sera possible que si le produit :

   - du Ratio d'Attribution d'actions en vigueur (tel que défini au paragraphe 2.6.3 ("Délai d'exercice et Ratio d'Attribution")) ; et
   - de la moyenne arithmétique des premiers cours cotés de l'action ACCOR sur le Premier Marché d'Euronext Paris S.A. durant une période de 20 jours de bourse consécutifs au cours desquels l'action est cotée choisis par la Société parmi les 40 jours de bourse consécutifs au cours desquels l'action est cotée précédant la date de parution de l'avis annonçant l'amortissement anticipé (tel que prévu au paragraphe 2.3.7.4 ("Information du public à l'occasion du remboursement normal ou de l'amortissement anticipé des Obligations")) ;

   excède 110 % de la valeur nominale des Obligations.

Un "jour de bourse" est un jour ouvré où Euronext Paris S.A. assure la cotation des actions autre qu'un jour où les cotations cessent avant l'heure de clôture habituelle.

Un "jour ouvré" est un jour (autre qu'un samedi ou un dimanche) où les banques sont ouvertes à Paris et où Euroclear France fonctionne.

A titre indicatif, le tableau ci-dessous donne, aux dates de paiement des intérêts comprises dans la période de l'option de remboursement anticipé, le prix de remboursement anticipé de chaque Obligation en cas de remboursement, les cours que doit atteindre l'action ACCOR pour permettre le remboursement anticipé, le taux de croissance annuel moyen de l'action pour atteindre ce cours minimum et le taux de rendement actuariel obtenu pour ce cours minimum en cas d'exercice du droit à l'attribution d'actions.

| Date de remboursement anticipé | Prix de remboursement anticipé | Cours minimum de l'action pour permettre le remboursement anticipé | Taux de croissance annuel induit de l'action(1) | Taux de rendement actuariel en cas d'exercice du droit à l'attribution |
|---|---|---|---|---|
| 1er janvier 2006 | 40,25 euros | 44,28 euros | 14,04 % | 6,15 % |
| 1er janvier 2007 | 40,25 euros | 44,28 euros | 9,44 % | 4,73 % |

(1) Hors effet de dividendes, par rapport au cours de référence de 33,2066 euros et avec comme date de calcul le 24 octobre 2003.

2. La Société pourra, à son seul gré, rembourser à tout moment, à un prix égal au pair majoré des intérêts courus depuis la dernière Date de Paiement d'Intérêts précédant la date de remboursement anticipé jusqu'à la date de remboursement effectif, la totalité des Obligations restant en circulation, si leur nombre est inférieur à 10 % du nombre des Obligations émises.

3. Dans les cas visés aux paragraphes (1) et (2) qui précèdent, les porteurs d'Obligations conserveront la faculté d'exercer leur droit à l'attribution d'actions conformément aux modalités fixées au paragraphe 2.6.3 ("Délai d'exercice et Ratio d'Attribution").

4. Dans les cas visés aux paragraphes (1) et (2) qui précèdent, les intérêts cesseront de courir à compter de la date de mise en remboursement des Obligations.

### *2.3.7.4 Information du public à l'occasion du remboursement normal ou de l'amortissement anticipé des Obligations*

L'information relative au nombre d'Obligations rachetées, converties ou échangées et au nombre d'Obligations en circulation sera transmise annuellement à Euronext Paris S.A. pour l'information du public et pourra être obtenue auprès de la Société ou de l'Agent Financier, mentionné au paragraphe 2.5.1 ("Service financier").

La décision de la Société de procéder au remboursement normal ou anticipé fera l'objet, au plus tard 30 jours calendaires avant la date de remboursement, d'un avis publié au Journal Officiel (pour autant que la réglementation en vigueur l'impose), dans un journal financier de diffusion nationale et d'un avis d'Euronext Paris S.A.

### *2.3.7.5 Annulation des Obligations*

Les Obligations remboursées à leur échéance normale ou par anticipation, les Obligations rachetées en bourse ou hors bourse ou par voie d'offres publiques, ainsi que les Obligations converties ou échangées, cesseront d'être considérées comme étant en circulation et seront annulées conformément à la loi.

### *2.3.7.6 Exigibilité anticipée des Obligations en cas de défaut*

Le représentant de la masse des porteurs d'Obligations pourra, sur décision de l'assemblée des porteurs d'Obligations, statuant à la majorité, par simple notification écrite adressée à la Société avec une copie à l'Agent Financier, rendre exigible la totalité des Obligations au pair

majoré des intérêts courus depuis la dernière Date de Paiement d'Intérêts précédant la date de remboursement anticipé jusqu'à la date de remboursement effectif, dans les hypothèses suivantes :

(a) en cas de défaut de paiement par la Société à sa date d'exigibilité, des intérêts dus au titre de toute Obligation s'il n'est pas remédié à ce défaut par la Société dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de cette date d'exigibilité ;

(b) en cas d'inexécution par la Société de toute autre stipulation relative aux Obligations s'il n'est pas remédié à cette inexécution dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la réception par la Société de la notification écrite dudit manquement donnée par le représentant de la masse des porteurs d'Obligations ;

(c) au cas où la Société proposerait un moratoire général relatif à sa dette ; solliciterait la nomination d'un conciliateur, conclurait un accord amiable avec ses principaux créanciers conformément aux articles L.611-3 à L.611-6 et suivants du Code de commerce (tels que modifiés le cas échéant), ferait l'objet d'une liquidation judiciaire ou d'une cession totale de son entreprise ou de toute autre mesure ou procédure équivalente, passerait tout accord ou tout autre arrangement au bénéfice de ses créanciers ou ses principaux créanciers en vue de restructurer ou de réechelonner son endettement ; ou serait liquidée ou dissoute, à l'exception d'une liquidation ou dissolution préalablement autorisée par la masse et résultant d'une restructuration, réorganisation, absorption ou fusion de la Société ; ou

(d) dans le cas où toute autre dette présente ou future de la Société correspondant à un emprunt égal ou supérieur à 100 millions d'euros (ou l'équivalent dans toute autre devise), soit individuellement ou collectivement, devient exigible avant ou à son échéance prévue, en raison d'un manquement au titre de cet emprunt, à moins que la Société ne conteste de bonne foi l'exigibilité de cet emprunt devant une instance juridictionnelle ou par toute autre procédure sous réserve que la requête invoquant l'existence d'un tel manquement soit retirée, rejetée ou suspendue dans les 90 jours calendaires à compter de la date d'exigibilité invoquée de l'emprunt contesté ; ou

(e) dans le cas où tout ou partie substantielle des actifs et revenus de la Société venait à faire l'objet, à tout moment, d'une saisie, d'une mesure judiciaire ou d'une procédure de réalisation de sûretés réelles, et dans l'hypothèse de cette saisie, cette mesure judiciaire ou procédure de réalisation resterait en vigueur ou encore si les démarches diligentées pour la réalisation de telles sûretés réelles ne sont pas refusées ou suspendues dans un délai de 30 jours.

(f) au cas où les actions de la Société ne seraient plus admises aux négociations au Premier Marché d'Euronext Paris S.A. ou sur un marché réglementé ou assimilé au sein de l'Union Européenne.

### 2.3.8 Taux de rendement actuariel annuel brut

1,75 % à la date de règlement (en l'absence de conversion et/ou d'échange en actions et en l'absence d'amortissement anticipé).

Sur le marché obligataire français, le taux de rendement actuariel d'un emprunt est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés, les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir (définition du Comité de normalisation obligataire).

A titre indicatif le tableau ci-dessous donne, pour obtenir des taux de rendement actuariels donnés, les cours que doit atteindre l'action ACCOR à l'échéance ainsi que le taux de croissance induit de l'action.

| Taux de rendement actuariel à la date de règlement[1] | Cours de l'action à échéance | Taux de croissance annuel moyen induit de l'action[2][3] |
|---|---|---|
| OAT-1,67 % = 1,75 % | 40,96 euros | 5,14 % |
| OAT = 3,42 % | 43,93 euros | 6,91 % |
| OAT + 1,00 %= 4,42 % | 45,79 euros | 7,97 % |
| OAT + 2,00 % = 5,42 % | 47,70 euros | 9,03 % |

(1) Taux de rendement actuariel interpolé de l'obligation assimilable du Trésor de même échéance : 3,42 % le 16 octobre 2003.

(2) Hors effet de dividendes.

(3) Par rapport au cours de référence de 33,2066 euros et avec comme date de calcul, le 24 octobre 2003.

## 2.3.9 Durée et vie moyenne

4 ans et 69 jours de la date de règlement à la date de remboursement normal (la vie moyenne est identique à la durée de l'emprunt en l'absence de conversion et/ou d'échange et en l'absence d'amortissement anticipé).

## 2.3.10 Assimilations ultérieures

Au cas où la Société émettrait ultérieurement de nouvelles obligations conférant à tous égards des droits identiques à ceux des Obligations, elle pourra, sans requérir le consentement des porteurs des Obligations et à condition que les contrats d'émission le prévoient, procéder à l'assimilation de l'ensemble des obligations des émissions successives unifiant ainsi l'ensemble des opérations relatives à leur service financier et à leur négociation.

## 2.3.11 Rang de créance, maintien de l'emprunt à son rang

### *2.3.11.1. Rang de créance*

Les Obligations et leurs intérêts constituent des engagements chirographaires directs, généraux, inconditionnels, non subordonnés et non assortis de sûretés de la Société, venant au même rang entre eux et au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures non subordonnées et non assorties de sûretés de la Société.

### *2.3.11.2. Maintien de l'emprunt à son rang*

La Société s'engage jusqu'au remboursement effectif de la totalité des Obligations, à ne pas conférer d'hypothèque sur les biens et droits immobiliers qu'elle peut ou pourra posséder, ni à constituer de nantissement ou une autre sûreté réelle sur ses actifs ou revenus, présents ou futurs, au bénéfice des titulaires de tous autres titres de nature obligataire, présents ou futurs, pour garantir (1) le paiement de toute somme due pour un quelconque titre de nature obligataire ou (2) le paiement au titre de toute garantie ou engagement de prise en charge relatif à un quelconque titre de nature obligataire, sans consentir au préalable ou concomitamment les mêmes garanties et le même rang aux présentes Obligations. Cet engagement se rapporte exclusivement aux sûretés consenties au bénéfice des titulaires d'autres titres de nature obligataire, et n'affecte en rien la liberté de la Société de disposer de la propriété de ses biens ou de conférer toute sûreté sur lesdits biens en toutes autres circonstances.

### 2.3.12 Garantie

Le service de l'emprunt en intérêts, amortissements, impôts, frais et accessoires ne fait l'objet d'aucune garantie particulière.

### 2.3.13 Garantie de souscription

Un groupe d'établissements dirigé par BNP Paribas et Société Générale garantira la souscription des Obligations dans les conditions fixées par un contrat global de garantie qui sera conclu avec la Société le 16 octobre 2003.

### 2.3.14 Notation de l'emprunt

Standard & Poor's et Fitch ont confirmé à la Société qu'elles attribueront les notes "BBB" et "BBB+" respectivement à l'emprunt objet de la présente note d'opération.

### 2.3.15 Représentation des porteurs d'Obligations

Conformément à l'article L. 228-46 du Code de commerce, les porteurs d'Obligations sont regroupés en une masse jouissant de la personnalité civile.

En application de l'article L. 228-47 dudit Code, est désigné représentant titulaire de la masse des porteurs d'Obligations :

Association de représentation des masses d'obligataires
Centre Jacques Ferronnière
32, rue du Champ de Tir, B.P. 81236
44312 NANTES Cedex 3
représentée par son Président M. Alain Foulonneau,
domicilié à la même adresse

Le représentant titulaire de la masse aura sans restriction ni réserve le pouvoir d'accomplir au nom de la masse tous les actes de gestion pour la défense des intérêts communs des porteurs d'Obligations.

Il exercera ses fonctions jusqu'à sa dissolution, sa démission, sa révocation par l'assemblée générale des porteurs d'Obligations ou la survenance d'une incompatibilité. Son mandat cessera de plein droit le jour du dernier amortissement ou du remboursement général, anticipé ou non, des Obligations. Ce terme est, le cas échéant, prorogé de plein droit, jusqu'à la solution définitive des procès en cours dans lesquels le représentant serait engagé et à l'exécution des décisions ou transactions intervenues.

La Société prend à sa charge la rémunération du représentant de la masse et les frais de convocation, de tenue des assemblées générales des porteurs d'Obligations, de publicité de leurs décisions ainsi que les frais liés à la désignation éventuelle du représentant de la masse au titre de l'article L. 228-50 du Code de commerce, tous les frais d'administration et de fonctionnement de la masse des porteurs d'Obligations, ainsi que les frais d'assemblée de la masse.

En cas de convocation de l'assemblée des porteurs d'Obligations, ces derniers seront réunis au siège social de la Société ou en tout autre lieu fixé dans les avis de convocation.

Chaque porteur d'Obligations a le droit, pendant le délai de 15 jours qui précède la réunion de l'assemblée générale de la masse, de prendre par lui-même ou par mandataire, au siège de la Société, au lieu de la direction administrative ou, le cas échéant, en tout autre lieu fixé par la convocation, connaissance ou copie du texte des résolutions qui seront proposées et des rapports qui seront présentés à l'assemblée.

Dans le cas où des émissions ultérieures d'obligations offriraient aux souscripteurs des droits identiques à ceux des Obligations et si les contrats d'émission le prévoient, les porteurs d'obligations seront groupés en une masse unique.

## 2.3.16 Régime fiscal des Obligations

En l'état actuel de la législation, les dispositions suivantes résument les conséquences fiscales susceptibles de s'appliquer aux porteurs d'Obligations. Les personnes physiques ou morales résidentes fiscales de France ou non résidentes fiscales de France doivent néanmoins s'assurer, auprès de leur conseiller fiscal habituel, de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier.

Le 3 juin 2003, le Conseil ECOFIN de l'Union Européenne a adopté une directive sur la taxation de l'épargne. Selon les termes de cette directive, un Etat Membre devra fournir aux autorités fiscales de tout autre Etat Membre une description des paiements d'intérêts (ou autres revenus similaires) réalisés par une personne relevant de sa juridiction à une personne physique résidente de l'autre Etat Membre. Pendant une période transitoire, la Belgique, le Luxembourg et l'Autriche ne seront pas soumis à cette obligation mais devront appliquer une retenue à la source sur ces paiements. Les dispositions de cette directive seront applicables au 1er janvier 2005, sous réserve des dispositions prévues par l'article 17 de la directive.

En outre, les non-résidents fiscaux français doivent se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur État de résidence.

### *2.3.16.1 Résidents fiscaux français*

1. Personnes physiques détenant les titres dans leur patrimoine privé

   (a) Intérêts et prime de remboursement

   La prime de remboursement s'entend de la différence entre les sommes ou valeurs à recevoir lors du remboursement des Obligations, à l'exception des intérêts versés chaque année et restant à recevoir après l'acquisition, et celles versées lors de l'acquisition des Obligations.

   Les intérêts annuels et, le cas échéant, la prime de remboursement perçus par des personnes physiques détenant les titres dans leur patrimoine privé sont :

   - soit inclus dans la base du revenu global soumis :
     - au barème progressif de l'impôt sur le revenu,
     - à la contribution sociale généralisée de 7,5 %, dont 5,1 % sont déductibles du revenu global imposable,
     - au prélèvement social de 2 %,
     - à la contribution au remboursement de la dette sociale de 0,5 %.
   - soit, sur option, soumis au prélèvement libératoire au taux de 15 % auquel s'ajoute :
     - la contribution sociale généralisée de 7,5 %,
     - le prélèvement social de 2 %,
     - la contribution au remboursement de la dette sociale de 0,5 %.

   (b) Plus-values

   En application de l'article 150-0 A du Code général des impôts (ci-après le "CGI"), les plus-values réalisées par les personnes physiques sont imposables à l'impôt sur

le revenu, dès le premier euro, si le montant global de leurs cessions de valeurs mobilières et droits sociaux réalisées au cours de l'année civile dépasse, au niveau du foyer fiscal, le seuil de 15 000 euros, au taux de 16 % auquel s'ajoute :

- la contribution sociale généralisée de 7,5 %,
- le prélèvement social de 2 %,
- la contribution au remboursement de la dette sociale 0,5 %.

En cas de moins-values, celles-ci peuvent être imputées sur les plus-values de même nature de l'année en cours et, éventuellement, des dix années suivantes à condition que le seuil de cession visé ci-dessus ait été dépassé l'année de réalisation desdites moins-values.

(c) Conversion ou échange des Obligations en actions

Cf. Paragraphe 2.6.6.1.1, ci-dessous.

(d) Impôt de solidarité sur la fortune

Les Obligations détenues par les personnes physiques sont comprises dans leur patrimoine imposable, le cas échéant, à l'impôt de solidarité sur la fortune.

(e) Droits de succession et de donation

Les Obligations acquises par voie de succession ou de donation sont soumises aux droits de succession ou de donation en France.

2. Personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés

(a) Intérêts et prime de remboursement

Les intérêts d'Obligations courus sur l'exercice et, le cas échéant, la prime de remboursement perçue, sont compris dans la base taxable, et imposables au taux de $33^1/_3$ %. S'y ajoutent une contribution additionnelle égale à 3 % du montant brut de l'impôt sur les sociétés et une contribution sociale de 3,3 % du montant brut de l'impôt sur les sociétés excédant 763 000 euros par période de douze mois.

Cependant, pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 7 630 000 euros et dont le capital social, entièrement libéré, est détenu de manière continue pendant la durée de l'exercice considéré, pour au moins 75 % par des personnes physiques ou par une société satisfaisant à l'ensemble de ces conditions, le taux de l'impôt sur les sociétés est fixé, dans la limite de 38 120 euros du bénéfice imposable par période de douze mois, à 15 %. Ces entreprises sont, en outre, exonérées de la contribution sociale de 3,3 % mentionnée ci-dessus.

(b) Plus-values

La cession des Obligations donne lieu à la constatation d'un gain ou d'une perte compris dans le résultat imposable.

Le montant du gain ou de la perte est égal à la différence entre le prix de cession et le prix de souscription ou d'acquisition des Obligations augmenté, le cas échéant, des montants de primes de remboursement déjà taxés et non perçus, et est imposé au taux de $33^1/_3$ % (ou le cas échéant, au taux de 15 % dans la limite de 38 120 euros par période de douze mois pour les entreprises qui remplissent les conditions décrites au 2.3.16.1. 2(a) ci-dessus). S'y ajoutent la contribution additionnelle de 3 % mentionnée ci-dessus et, le cas échéant, la contribution sociale de 3,3 % dans les conditions mentionnées ci-dessus.

(c) Conversion ou échange des Obligations en actions

Cf. paragraphe 2.6.6.1. 2 ci-dessous.

### *2.3.16.2 Non-résidents fiscaux français*

(a) Revenus (intérêts et prime de remboursement)

Les émissions obligataires en euros réalisées par les personnes morales françaises sont réputées réalisées hors de France pour l'application des dispositions de l'article 131 *quater* du CGI (Instruction administrative 5 I-11-98 du 30 septembre 1998). En conséquence, les intérêts d'Obligations et primes de remboursement versés à des personnes qui ont leur domicile fiscal ou leur siège social hors du territoire de la République française, sont exonérés du prélèvement obligatoire prévu à l'article 125 A III du CGI. Les intérêts ne sont par ailleurs pas soumis aux contributions sociales.

(b) Plus-values

Les plus-values réalisées à l'occasion de la cession de leurs Obligations par les personnes qui ne sont pas fiscalement domiciliées en France au sens de l'article 4 B du CGI ou dont le siège social est situé hors de France (sans avoir d'établissement stable ou de base fixe en France à l'actif duquel seraient inscrites les Obligations), ne sont pas soumises à l'impôt en France.

(c) Conversion ou échange des Obligations en actions

Cf. paragraphe 2.6.6.2 ci-dessous.

(d) Impôt de solidarité sur la fortune

L'impôt de solidarité sur la fortune ne s'applique pas aux obligations émises par les sociétés françaises et détenues par des personnes physiques domiciliées hors de France au sens de l'article 4 B du CGI.

(e) Droits de succession et de donation

La France soumet aux droits de succession et de donation les valeurs mobilières émises par les sociétés françaises acquises par voie de succession ou de donation par un non-résident français. La France a conclu avec un certain nombre de pays des conventions destinées à éviter les doubles impositions en matière de succession et de donation, aux termes desquelles, les résidents des pays ayant conclu de telles conventions peuvent, sous réserve de remplir certaines conditions, être exonérés de droits de succession et de donation ou obtenir un crédit d'impôt.

Il est recommandé aux investisseurs potentiels de consulter dès à présent leurs conseils en ce qui concerne leur assujettissement aux droits de succession et de donation à raison des Obligations de la Société qu'ils détiennent, et les conditions dans lesquelles ils pourraient obtenir une exonération des droits de succession et de donation en vertu d'une des conventions fiscales ainsi conclues avec la France.

## 2.4. ADMISSION A LA COTE ET NEGOCIATION DES OBLIGATIONS

### 2.4.1 Cotation

Les Obligations feront l'objet d'une demande d'admission au Premier Marché d'Euronext Paris S.A. Leur cotation est prévue le 24 octobre 2003, date de règlement des Obligations sous le numéro de code ISIN FR0010026765. Aucune demande d'admission sur un autre marché n'est envisagée.

### 2.4.2 Restrictions à la libre négociabilité des titres

Il n'existe aucune restriction imposée par les conditions de l'émission à la libre négociabilité des Obligations.

### 2.4.3 Cotation de titres de même catégorie

La Société a procédé, en mai 2002, à l'émission d'un emprunt d'un montant nominal de 570 000 111,36 euros représenté par 3 415 424 obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes ACCOR, d'une valeur nominale unitaire de 166,89 euros, émises au pair, portant intérêt au taux nominal annuel de 1 %. Ces obligations seront amorties par remboursement d'un tiers de la valeur nominale initiale de chaque obligation :

- le 1er janvier 2005 au prix de remboursement de 58,86 euros par obligation, soit environ 105,81% de la fraction de la valeur nominale appelée à être amortie à cette date,
- le 1er janvier 2006 au prix de remboursement de 60,14 euros par obligation, soit environ 108,11% de la fraction de la valeur nominale appelée à être amortie à cette date et
- le 1er janvier 2007 au prix de remboursement de 61,47 euros par obligation, soit environ 110,50% de la fraction de la valeur nominale appelée à être amortie à cette date.

Cette émission a fait l'objet d'un prospectus définitif ayant reçu de la Commission des opérations de bourse le visa n° 02-454 en date du 25 avril 2002.

Au 30 juin 2003, il restait 3 415 424 obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes en circulation correspondant à un montant nominal de 570 000 111,36 euros.

## 2.5. RENSEIGNEMENTS GENERAUX CONCERNANT LES OBLIGATIONS

### 2.5.1 Service financier

La centralisation du service financier de l'emprunt (paiement des intérêts échus, centralisation des demandes de conversion et/ou d'échange, remboursement des titres amortis, etc.) ainsi que le service des titres seront assurés par Société Générale (l'"Agent Financier").

### 2.5.2 Tribunaux compétents en cas de litige

Les tribunaux compétents en cas de litige sont ceux du ressort de la Cour d'Appel du siège social lorsque la Société est défenderesse, et dans les autres cas sont désignés en fonction de la nature des litiges, sauf disposition contraire du Nouveau Code de Procédure Civile.

### 2.5.3 But de l'émission

ACCOR entend tirer avantage des opportunités de marché pour refinancer sa dette existante et accroître sa flexibilité financière en se donnant les moyens de renforcer ses fonds propres à terme.

## 2.6. CONVERSION ET/OU ECHANGE DES OBLIGATIONS EN ACTIONS

### 2.6.1 Nature du droit de conversion et/ou d'échange

Les porteurs d'Obligations auront, à tout moment à compter 24 octobre 2003, date de règlement des Obligations, et jusqu'au septième jour ouvré précédant la date de remboursement normal ou anticipé des Obligations, la faculté d'obtenir l'attribution, au gré de la Société, d'actions nouvelles et/ou d'actions existantes de la Société (le "Droit d'Attribution") qui seront libérées et/ou réglées par voie de compensation de leur créance obligataire, selon les modalités décrites ci-après et sous réserve des stipulations prévues ci-dessous au paragraphe 2.6.7.5 ("Règlement des rompus").

La Société pourra à son gré remettre des actions nouvelles et/ou des actions existantes.

*Au 30 septembre 2003, la Société détenait 1 528 731 actions propres, soit 0,77 % de son capital.*

*L'assemblée générale mixte des actionnaires du 20 mai 2003 a autorisé la mise en place d'un programme de rachat d'actions qui permettra à la Société d'acquérir jusqu'à 7 % de son capital social. Cette autorisation est valable pendant une durée de 18 mois à compter de la date de cette assemblée. Ce programme de rachat d'actions a fait l'objet d'une note d'information visée par la Commission des opérations de bourse sous le numéro 03-295 le 22 avril 2003.*

### 2.6.2 Suspension du droit à l'attribution d'actions

En cas d'augmentation de capital ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, de fusion ou de scission ou d'autres opérations financières comportant un droit préférentiel de souscription ou réservant une période de souscription prioritaire au profit des actionnaires de la Société, la Société se réserve le droit de suspendre l'exercice du droit à l'attribution d'actions pendant un délai qui ne peut excéder trois mois, cette faculté ne pouvant en aucun cas faire perdre aux porteurs d'Obligations appelées au remboursement leur Droit d'Attribution et le délai prévu au paragraphe 2.6.3 ("Délai d'exercice et Ratio d'Attribution").

La décision de la Société de suspendre l'exercice du Droit d'Attribution fera l'objet d'un avis publié au Bulletin des annonces légales obligatoires. Cet avis sera publié quinze jours au moins avant la date d'entrée en vigueur de la suspension ; il mentionnera la date d'entrée en vigueur de la suspension et la date à laquelle elle prendra fin. Cette information fera également l'objet d'un avis dans un journal financier de diffusion nationale et d'un avis d'Euronext Paris S.A.

### 2.6.3 Délai d'exercice et Ratio d'Attribution

Le droit à l'attribution d'actions pourra être exercé, à tout moment à compter du 24 octobre 2003, date de règlement des Obligations, jusqu'au septième jour ouvré qui précède la date de remboursement normal ou anticipé, à raison, sous réserve des ajustements prévus au paragraphe 2.6.7.3 ("Ajustements du Ratio d'Attribution en cas d'opérations financières"), d'une action ACCOR d'une valeur nominale de 3 euros pour une Obligation (le "Ratio d'Attribution").

La Société pourra à son gré remettre des actions nouvelles à émettre et/ou des actions existantes.

Pour les Obligations mises en remboursement à l'échéance ou de façon anticipée, le Droit d'Attribution prendra fin à l'issue du septième jour ouvré qui précède la date de remboursement.

Tout porteur d'Obligations qui n'aura pas exercé son Droit d'Attribution avant cette date recevra le prix de remboursement déterminé dans les conditions fixées selon le cas aux paragraphes 2.3.7.1 ("Amortissement normal des Obligations par remboursement") ou aux paragraphes 2.3.7.3 ("Amortissement anticipé des Obligations par remboursement au gré de la Société").

### 2.6.4 Modalités d'exercice du droit à l'attribution d'actions

Pour exercer le Droit d'Attribution, les porteurs d'Obligations devront en faire la demande auprès de l'intermédiaire chez lequel leurs titres sont inscrits en compte. Société Générale assurera la centralisation de ces opérations.

Toute demande d'exercice du Droit d'Attribution parvenue à Société Générale en sa qualité de centralisateur au cours d'un mois civil (une "Période d'Exercice") prendra effet à la plus proche des deux dates (une "Date d'Exercice") suivantes :

(i) le dernier jour ouvré dudit mois civil ;

(ii) le septième jour ouvré qui précède la date fixée pour le remboursement.

Pour les Obligations ayant la même Date d'Exercice, la Société pourra, à son gré, choisir entre :

- la conversion des Obligations en actions nouvelles ;
- l'échange des Obligations contre des actions existantes ;
- la livraison d'une combinaison d'actions nouvelles et d'actions existantes.

Tous les porteurs d'Obligations du même emprunt ayant la même Date d'Exercice seront traités équitablement et verront leurs Obligations, le cas échéant, converties et/ou échangées dans la même proportion, sous réserve des arrondis.

Les porteurs d'Obligations recevront livraison des actions le septième jour ouvré suivant la Date d'Exercice.

### 2.6.5 Droits des porteurs d'Obligations aux intérêts des Obligations et aux dividendes des actions livrées

En cas d'exercice du Droit d'Attribution, aucun intérêt ne sera payé aux porteurs d'Obligations au titre de la période courue entre la dernière Date de Paiement d'Intérêts précédant la Date d'Exercice et la date à laquelle intervient la livraison des actions.

Les droits attachés aux actions nouvelles émises à la suite d'une conversion sont définis au paragraphe 2.7.1.1 ci-dessous ("Actions nouvelles émises à la suite de la conversion").

Les droits attachés aux actions existantes remises à la suite d'un échange sont définis au paragraphe 2.7.1.2 ("Actions existantes remises à la suite de l'échange") ci-dessous.

### 2.6.6 Régime fiscal de la conversion ou de l'échange

En l'état actuel de la législation, le régime fiscal applicable est le suivant.

#### *2.6.6.1 Résidents fiscaux français*

1. Personnes physiques détenant des titres dans leur patrimoine privé

   La plus-value réalisée à l'occasion de la conversion des Obligations en actions nouvelles ou de l'échange des Obligations contre des actions existantes bénéficie, dans la limite du Ratio d'Attribution, du sursis d'imposition prévu à l'article 150-0 B du CGI.

En cas de cession ultérieure des actions, le gain net, calculé à partir du prix ou de la valeur d'acquisition des Obligations, sera soumis au régime d'imposition des plus-values de cession de valeurs mobilières et droits sociaux (cf. paragraphe 2.7.4.1. 1(b) ci-dessous).

2. Personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés

(a) Régime de la conversion des Obligations en actions nouvelles

La plus-value réalisée à l'occasion de la conversion des Obligations en actions nouvelles bénéficiera du sursis d'imposition prévu à l'article 38-7 du CGI.

Lors de la cession ultérieure des actions reçues lors de la conversion, le montant du résultat de la cession (plus ou moins-value) sera déterminé par référence à la valeur que les Obligations avaient du point de vue fiscal chez le cédant.

Sous peine d'une pénalité égale à 5 % des sommes en sursis, les entreprises bénéficiaires du sursis d'imposition devront respecter les obligations déclaratives annuelles prévues par l'article 54 *septies* I et II du CGI jusqu'à la date d'expiration du sursis.

(b) Régime de l'échange des Obligations contre des actions existantes

Le régime du sursis d'imposition ne s'appliquera pas en cas d'échange des Obligations contre des actions existantes. Dans ce cas, le profit réalisé lors de l'échange sera soumis à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun décrites au paragraphe 2.3.16.1. 2(b) ci-dessus.

Il en irait de même en cas de remise conjointe d'actions nouvelles et d'actions anciennes en contrepartie d'une Obligation.

#### *2.6.6.2 Non-résidents fiscaux français*

Les plus-values réalisées à l'occasion de la conversion de leurs Obligations en actions nouvelles ou de l'échange de leurs Obligations contre des actions existantes par les personnes qui ne sont pas fiscalement domiciliées en France ou dont le siège social est situé hors de France (sans avoir d'établissement stable ou de base fixe en France à l'actif duquel seraient inscrites les Obligations) ne sont pas soumises à l'impôt en France.

### 2.6.7 Maintien des droits des porteurs d'Obligations

#### *2.6.7.1 Engagements de la Société*

Conformément à la loi française, la Société s'engage, tant qu'il existera des Obligations, à ne pas procéder à l'amortissement de son capital social, ni à une modification de la répartition des bénéfices sans avoir pris les mesures nécessaires pour préserver les droits des porteurs d'Obligations qui exerceraient leur droit à l'attribution d'actions.

#### *2.6.7.2 En cas de réduction du capital motivée par des pertes*

En cas de réduction du capital motivée par des pertes, les droits des porteurs d'Obligations exerçant leur Droit d'Attribution seront réduits en conséquence, comme si lesdits porteurs avaient été actionnaires dès la date d'émission des Obligations, que la réduction de capital soit effectuée par diminution soit du montant nominal des actions, soit du nombre de celles-ci.

### *2.6.7.3 Ajustements du Ratio d'Attribution en cas d'opérations financières*

A l'issue de l'une des opérations suivantes :

- émission de titres comportant un droit préférentiel de souscription coté,
- augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes et attribution gratuite d'actions ; division ou regroupement des actions,
- incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes par majoration de la valeur nominale des actions,
- distribution de réserves ou de primes en espèces ou en titres de portefeuille,
- attribution gratuite aux actionnaires de tout instrument financier autre que des actions de la Société,
- absorption, fusion, scission,
- rachat de ses propres actions à un prix supérieur au cours de bourse,
- distribution de dividende exceptionnel,

que la Société pourrait réaliser à compter de la présente émission, le maintien des droits des porteurs d'Obligations sera assuré en procédant jusqu'à la date de remboursement normal ou anticipé à un ajustement du Ratio d'Attribution conformément aux modalités ci-dessous.

En cas d'ajustements réalisés conformément aux paragraphes 1. à 8. ci-dessous, le nouveau Ratio d'Attribution sera exprimé au millième le plus proche (0,0005 étant arrondi au millième supérieur, soit à 0,001). Les éventuels ajustements ultérieurs seront effectués à partir du Ratio d'Attribution qui précède ainsi calculé et arrondi. Toutefois, les Obligations ne pourront donner lieu qu'à livraison d'un nombre entier d'actions, le règlement des rompus étant précisé ci-dessous (cf. paragraphe 2.6.7.5 ("Règlement des rompus")).

1. En cas d'opérations financières comportant un droit préférentiel de souscription coté, le nouveau Ratio d'Attribution d'actions sera égal au produit du Ratio d'Attribution en vigueur avant le début de l'opération considérée par le rapport :

$$\frac{\text{Valeur de l'action ex-droit de souscription + valeur du droit de souscription}}{\text{Valeur de l'action ex-droit de souscription}}$$

   Pour le calcul de ce rapport, les valeurs de l'action ex-droit et du droit de souscription seront déterminées d'après la moyenne des premiers cours cotés sur le marché d' Euronext Paris S.A. (ou, en l'absence de cotation par Euronext Paris S.A., sur un autre marché réglementé ou assimilé sur lequel l'action et le droit de souscription sont tous les deux cotés) durant tous les jours de bourse inclus dans la période de souscription au cours desquels l'action ex-droit et le droit de souscription sont cotés simultanément.

2. En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes et attribution gratuite d'actions, ainsi qu'en cas de division ou de regroupement des actions, le nouveau Ratio d'Attribution d'actions sera égal au produit du Ratio d'Attribution en vigueur avant le début de l'opération considérée par le rapport :

$$\frac{\text{Nombre d'actions après opération}}{\text{Nombre d'actions avant opération}}$$

3. En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, réalisée par élévation de la valeur nominale des actions, le Ratio d'Attribution ne sera pas ajusté mais la valeur nominale des actions que pourront obtenir les porteurs d'Obligations qui exerceront leur Droit d'Attribution sera élevée à due concurrence.

4. En cas de distribution de réserves ou de primes en espèces ou en titres de portefeuille, le nouveau Ratio d'Attribution d'actions sera égal au produit du Ratio d'Attribution en vigueur avant le début de l'opération considérée par le rapport :

$$\frac{\text{Valeur de l'action avant la distribution}}{\text{Valeur de l'action avant la distribution diminuée de la somme distribuée par action ou de la valeur des titres remis par action}}$$

Pour le calcul de ce rapport :

- la valeur de l'action avant la distribution sera déterminée d'après la moyenne des premiers cours cotés sur le marché d'Euronext Paris S.A. (ou en l'absence de cotation par Euronext Paris S.A., sur un autre marché réglementé ou assimilé sur lequel l'action est cotée) pendant vingt jours de bourse consécutifs au cours desquels l'action est cotée, choisis par la Société parmi les quarante jours de bourse précédant la date de la distribution ;

- la valeur des titres distribués par action sera calculée comme ci-dessus s'il s'agit de titres déjà cotés sur un marché réglementé ou assimilé. Si les titres ne sont pas cotés sur un marché réglementé ou assimilé avant la date de distribution, elle sera déterminée d'après la moyenne des premiers cours cotés sur le marché réglementé ou assimilé pendant vingt jours de bourse consécutifs au cours desquels le titre est coté, choisis par la Société parmi les quarante jours de bourse suivant la date de la distribution si les titres venaient à être cotés dans les quarante jours de bourse qui suivent la distribution, et dans les autres cas par un expert indépendant de réputation internationale choisi par la Société.

5. En cas d'attribution gratuite d'instrument(s) financier(s) autre(s) que des actions de la Société, le nouveau Ratio d'Attribution d'actions sera égal :
   (a) si le droit d'attribution gratuite d'instrument(s) financier(s) faisait l'objet d'une cotation par Euronext Paris S.A., au produit du Ratio d'Attribution en vigueur avant le début de l'opération considérée par le rapport :

$$\frac{\text{Valeur de l'action ex-droit d'attribution gratuite + valeur du droit d'attribution gratuite}}{\text{Valeur de l'action ex-droit d'attribution gratuite}}$$

Pour le calcul de ce rapport, les valeurs de l'action ex-droit d'attribution gratuite et du droit d'attribution gratuite seront déterminées d'après la moyenne des premiers cours cotés par Euronext Paris S.A. (ou, en l'absence de cotation par Euronext Paris S.A., sur un autre marché réglementé ou assimilé sur lequel l'action et le droit d'attribution sont tous les deux cotés), de l'action et du droit d'attribution durant les dix premiers jours de bourse au cours desquels l'action et le droit d'attribution sont cotés simultanément. Dans l'éventualité où ce calcul résulterait de la constatation de moins de cinq cotations, il devrait être validé ou évalué par un expert indépendant de réputation internationale choisi par la Société.

(b) si le droit d'attribution gratuite d'instrument(s) financier(s) n'était pas coté par Euronext Paris S.A., au produit du Ratio d'Attribution en vigueur avant le début de l'opération considérée par le rapport :

$$\frac{\text{Valeur de l'action ex-droit d'attribution gratuite + valeur du ou des instruments financiers attribués par action}}{\text{Valeur de l'action ex-droit d'attribution gratuite}}$$

Pour le calcul de ce rapport, les valeurs de l'action ex-droit d'attribution gratuite et du ou des instrument(s) financier(s) attribué(s) par action, si ce(s) dernier(s) sont cotés, sur un marché réglementé ou assimilé, seront déterminées par référence à la moyenne des premiers cours cotés pendant dix jours de bourse consécutifs suivant la date d'attribution au cours desquels l'action et le ou les instrument(s) financier(s) attribué(s) sont coté(s) simultanément. Si le ou les instrument(s) financier(s) attribué(s) ne sont pas coté(s) sur un marché réglementé ou assimilé, ils seront évalué(s) par un expert indépendant de réputation internationale choisi par la Société.

6. En cas d'absorption de la Société émettrice par une autre société ou de fusion avec une ou plusieurs autres sociétés dans une société nouvelle ou de scission, les Obligations donneront lieu à l'attribution d'actions de la société absorbante ou nouvelle ou des sociétés bénéficiaires de la scission.
Le nouveau Ratio d'Attribution d'actions sera déterminé en multipliant le Ratio d'Attribution en vigueur avant le début de l'opération considérée par le rapport d'échange des actions de la Société contre les actions de la société absorbante ou nouvelle ou des sociétés bénéficiaires de la scission.

Ces sociétés seront substituées à la Société pour l'application des stipulations ci-dessus, destinées à préserver, le cas échéant, les droits des porteurs d'Obligations en cas d'opérations financières ou sur titres, et, d'une façon générale, pour assurer le respect des droits des porteurs d'Obligations dans les conditions légales, réglementaires et contractuelles.

7. En cas de rachat par la Société de ses propres actions à un prix supérieur au cours de bourse, le nouveau Ratio d'Attribution d'actions sera égal au produit du Ratio d'Attribution en vigueur avant le début du rachat par le rapport suivant calculé au centième d'action près :

$$\frac{\text{Valeur de l'action + Pc \% x (Prix de rachat – Valeur de l'action)}}{\text{Valeur de l'action}}$$

Pour le calcul de ce rapport :

Valeur de l'action signifie la moyenne d'au moins 10 cours cotés consécutifs choisis parmi les 20 qui précèdent le rachat (ou la faculté de rachat).

Pc % signifie le pourcentage du capital racheté.

Prix de rachat signifie le prix de rachat effectif (par définition supérieur au cours de bourse).

8. Distribution de dividende exceptionnel

En cas de paiement par la Société d'un Dividende Exceptionnel (tel que défini ci-dessous) le nouveau Ratio d'Attribution d'actions sera calculé comme indiqué ci-dessous.

Pour les besoins de ce paragraphe 8, le terme "Dividende Exceptionnel" signifie tout dividende versé en espèces ou en nature aux actionnaires, dans la mesure où ce dividende (sans tenir compte de l'avoir fiscal) (le "Dividende de Référence") et tous les autres dividendes en espèces ou en nature versés aux actionnaires au cours du même exercice social de la Société (sans tenir compte des éventuels avoirs fiscaux y afférents) (les "Dividendes Antérieurs"), font ressortir un "Ratio de Dividendes Distribués" (tel que défini ci-dessous) supérieur à 5 %.

Au sens de la phrase précédente, le terme "Ratio de Dividendes Distribués" signifie la somme des rapports obtenus en divisant le Dividende de Référence et chacun des Dividendes Antérieurs par la capitalisation boursière de la Société le jour précédant la date de distribution correspondante ; la capitalisation boursière utilisée pour calculer chacun de ces rapports étant égale au produit (x) du cours de clôture de l'action de la Société sur Euronext Paris S.A. le jour précédant la date de distribution du Dividende de Référence ou de chacun des Dividendes Antérieurs par (y) les nombres respectifs d'actions de la Société existant à chacune de ces dates. Tout dividende ou toute fraction de dividende entraînant un ajustement du Ratio d'Attribution d'actions en vertu des paragraphes 1 à 7 ci-dessus n'est pas pris en compte pour l'application de la présente clause. La formule de calcul du nouveau Ratio d'Attribution d'actions en cas de paiement d'un Dividende Exceptionnel est la suivante :

NRA = RA x (1 + RDD – 2,5 %)

où :

- NRA signifie le nouveau Ratio d'Attribution
- RA signifie le dernier Ratio d'Attribution d'actions en vigueur avant la distribution du Dividende de Référence; et
- RDD signifie le Ratio de Dividendes Distribués, tel que défini ci-dessus;

étant précisé que tout dividende (le cas échéant diminué de toute fraction du dividende donnant lieu au calcul d'un nouveau Ratio d'Attribution d'actions en application des paragraphes 1 à 7 ci-dessus) mis en paiement entre la date de paiement d'un Dividende de Référence et la fin du même exercice social de la Société donnera lieu à un ajustement selon la formule suivante :

NRA = RA x (1 + RDD)

où :

- NRA signifie le nouveau Ratio d'Attribution
- RA signifie le dernier Ratio d'Attribution d'actions en vigueur avant la distribution du dividende complémentaire ; et
- RDD signifie le rapport obtenu en divisant (i) le montant du dividende complémentaire (net de toute partie de dividende donnant lieu à ajustement du Ratio d'Attribution d'actions en vertu des paragraphes 1 à 7 ci-dessus) sans tenir compte d'éventuels avoirs fiscaux y afférents, par (ii) la capitalisation boursière d'ACCOR égale au produit (x) du cours de clôture de l'action de la Société sur Euronext Paris S.A. le jour précédant la date de distribution du dividende complémentaire par (y) le nombre d'actions existantes de la Société à cette date;

Dans l'hypothèse où la Société réaliserait des opérations pour lesquelles un ajustement n'aurait pas été effectué au titre des paragraphes 1. à 8. ci-dessus et où une législation ou une réglementation ultérieure prévoirait un ajustement, la Société procèdera à cet ajustement

conformément aux dispositions législatives ou réglementaires applicables et aux usages en la matière sur le marché français.

Le directoire rendra compte des éléments de calcul et des résultats de tout ajustement dans le rapport annuel suivant cet ajustement.

#### *2.6.7.4 Information des porteurs d'Obligations en cas d'ajustements*

En cas d'ajustement, le nouveau Ratio d'Attribution sera porté à la connaissance des porteurs d'Obligations au moyen d'un avis publié au Bulletin des Annonces légales obligatoires, d'un avis dans un journal financier de diffusion nationale et par un avis d'Euronext Paris S.A.

#### *2.6.7.5 Règlement des rompus*

Tout porteur d'Obligations exerçant ses droits au titre des Obligations pourra obtenir un nombre d'actions ACCOR calculé en appliquant au nombre d'Obligations ayant la même Date d'Exercice le Ratio d'Attribution d'actions en vigueur.

Si le nombre d'actions ainsi calculé n'est pas un nombre entier, le porteur d'Obligations pourra demander qu'il lui soit délivré :

- soit le nombre entier d'actions immédiatement inférieur ; dans ce cas, il lui sera versé en espèces une somme égale à la valeur de la fraction d'action formant rompu, évaluée sur la base du premier cours coté sur Euronext Paris S.A., le dernier jour de bourse de la Période d'Exercice au cours duquel l'action ACCOR est cotée ;
- soit le nombre entier d'actions immédiatement supérieur, à la condition de verser à la Société une somme égale à la valeur de la fraction d'action supplémentaire ainsi demandée, évaluée sur la base prévue à l'alinéa précédent.

### 2.6.8 Information des porteurs d'Obligations

En cas d'opération comportant un droit préférentiel de souscription réservé aux actionnaires, les porteurs d'Obligations en seront informés avant le début de l'opération au moyen d'un avis publié au Bulletin des Annonces légales obligatoires, dans un journal financier de diffusion nationale et d'un avis d'Euronext Paris S.A.

### 2.6.9 Incidence de la conversion ou de l'échange sur la situation de l'actionnaire

Les informations fournies ci-après, ainsi que les modalités de l'opération, seront partie intégrante du rapport complémentaire visé aux articles 155-2 et 155-3 du décret du 23 mars 1967. Ce rapport, ainsi que le rapport complémentaire des Commissaires aux comptes, seront tenus à la disposition des actionnaires au siège de la Société dans les délais réglementaires et seront portés à leur connaissance lors de la prochaine assemblée générale.

A titre indicatif, dans l'hypothèse de la conversion en actions nouvelles ACCOR de la totalité des Obligations émises, l'incidence de l'émission et de la conversion en actions nouvelles serait la suivante :

1. L'incidence de l'émission et de la conversion des Obligations émises sur la participation dans le capital d'un actionnaire détenant 1 % du capital de la Société préalablement aux émissions et ne souscrivant pas aux présentes émissions, (calcul effectué sur la base du nombre d'actions composant le capital au 31 décembre 2002 et au 30 juin 2003), serait la suivante :

| | Participation de l'actionnaire 30 juin 2003** |
|---|---|
| Avant émission des Obligations | 1 % |
| Après émission et conversion de 13 913 044 Obligations | 0,935 % |
| Après émission et conversion de 15 304 348 Obligations (*) | 0,929 % |

(*) dans le cas ou l'option de sur-allocation définie au paragraphe 2.2.1, serait exercée en totalité.

(**) sans changement par rapport au 31 décembre 2002

2. L'incidence de l'émission et de la conversion des Obligations sur la quote-part des capitaux propres consolidés au 31 décembre 2002 et au 30 juin 2003 pour le détenteur d'une action ACCOR ne souscrivant pas à la présente émission, serait la suivante :

| | Quote-part des capitaux propres | |
|---|---|---|
| | 30 juin 2003 | 31 décembre 2002 |
| Avant émission des Obligations | 18,05 euros | 19,54 euros |
| Après émission et conversion de 13 913 044 Obligations | 19,50 euros | 20,89 euros |
| Après émission et conversion de 15 304 348 Obligations (*) | 19,64 euros | 21,01 euros |

(*) dans le cas ou l'option de sur-allocation définie au paragraphe 2.2.1, serait exercée en totalité.

## 2.7. ACTIONS REMISES LORS DE L'EXERCICE DU DROIT D'ATTRIBUTION D'ACTIONS

### 2.7.1 Droits attachés aux actions qui seront attribuées

#### *2.7.1.1 Actions nouvelles émises à la suite de la conversion*

Les actions nouvelles émises à la suite d'une conversion des Obligations seront soumises à toutes les stipulations des statuts et porteront jouissance du l^er^ jour de l'exercice social au cours duquel se situe la Date d'Exercice. Elles donneront ainsi droit à la totalité des dividendes dus au titre de l'exercice au cours duquel la conversion a eu lieu et des exercices postérieurs. Elles donneront droit au titre dudit exercice social et des exercices ultérieurs, à égalité de valeur nominale, au même dividende que celui qui pourra être réparti aux autres actions portant même jouissance. Elles seront, en conséquence, entièrement assimilées auxdites actions à compter de la mise en paiement du dividende afférent à l'exercice précédent ou, s'il n'en était pas distribué, après la tenue de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de cet exercice.

#### *2.7.1.2 Actions existantes remises à la suite de l'échange*

Les actions remises à la suite d'un échange des Obligations seront des actions ordinaires existantes portant jouissance courante qui conféreront à leurs titulaires, dès leur livraison, tous les droits attachés aux actions, étant entendu que, dans l'hypothèse où un détachement du droit au dividende interviendrait entre la Date d'Exercice et la date de livraison, les porteurs d'Obligations ne bénéficieront pas de ce droit au dividende et n'auront droit à aucune indemnité à ce titre.

#### *2.7.1.3 Stipulations générales*

Chaque action nouvelle ou existante donne droit dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation à une part égale à la quotité du capital social qu'elle représente, compte tenu, s'il y a lieu, du capital amorti et non amorti ou libéré et non libéré, du montant nominal des actions et du droit des actions de catégories différentes.

Chaque action ordinaire donne droit à une voix lors du vote des assemblées générales d'actionnaires de la Société.

Ces actions sont par ailleurs soumises à toutes les stipulations statutaires.

Les dividendes sont prescrits dans le délai légal de cinq ans au profit de l'Etat.

### 2.7.2 Négociabilité des actions

Aucune clause statutaire ne limite la libre négociation des actions composant le capital de la Société.

### 2.7.3 Nature et forme des actions

Les actions revêtiront la forme nominative ou au porteur au choix de l'actionnaire.

Les actions, quelle que soit leur forme, seront obligatoirement inscrites en comptes tenus, selon le cas, par la Société ou son mandataire ou par un intermédiaire habilité. Les droits des titulaires seront ainsi représentés par une inscription à leur nom auprès de la Société Générale pour les titres nominatifs purs, chez un intermédiaire financier habilité de leur choix et auprès de la Société Générale pour les titres nominatifs administrés et par un intermédiaire financier habilité de leur choix pour les titres au porteur.

### 2.7.4 Régime fiscal des actions attribuées

En l'état actuel de la législation, le régime fiscal applicable est le suivant.

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que dans les développements ci-après, le terme « dividendes » s'entend des distributions présentant la nature de dividendes au sens de l'instruction administrative du 14 décembre 2001 référencée 4-J-2-01. Dans le cas où la distribution opérée au profit des actionnaires n'aurait pas la nature de dividendes au sens précité, le régime fiscal peut être différent et notamment les dispositions relatives à l'avoir fiscal et au crédit d'impôt correspondant au précompte ne seraient pas applicables.

L'attention des investisseurs est toutefois appelée sur le fait que le Gouvernement a annoncé une réforme de l'imposition des distributions. Cette réforme, qui devrait être proposée dans le cadre du projet de loi de finances pour 2004, pourrait aboutir à la mise en place d'un nouveau mécanisme destiné à atténuer la double imposition des dividendes distribués à compter du 1er janvier 2005 et, corrélativement, à la suppression de l'avoir fiscal.

#### *2.7.4.1 Résidents fiscaux français*

1. Personnes physiques détenant des actions françaises dans leur patrimoine privé

   (a) Dividendes

   Les dividendes d'actions françaises, avoir fiscal de 50 % compris lorsque la distribution y ouvre droit, sont pris en compte pour la détermination du revenu global du contribuable dans la catégorie des revenus de capitaux mobiliers ; ils bénéficient d'un abattement annuel de 2 440 euros pour les couples mariés soumis à une imposition commune ainsi que pour les partenaires faisant l'objet d'une imposition commune à compter de l'imposition des revenus de l'année du troisième

anniversaire de l'enregistrement d'un pacte de solidarité défini à l'article 515-1 du Code civil et de 1 220 euros pour les personnes célibataires, veuves, divorcées ou mariées et imposées séparément.

Les dividendes, ainsi que les avoirs fiscaux correspondants, sont inclus dans la base du revenu global soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu auquel s'ajoutent sans abattement :

- la contribution sociale généralisée de 7,5 %, dont 5,1 % sont déductibles du revenu global imposable,
- le prélèvement social de 2 %,
- la contribution au remboursement de la dette sociale de 0,5 %.

L'avoir fiscal attaché aux dividendes versés est imputable sur le montant global de l'impôt sur le revenu à payer et il est remboursable en cas d'excédent.

(b) Plus-values

Les plus-values réalisées par les personnes physiques sont imposables à l'impôt sur le revenu, dès le premier euro, si le montant global de leurs cessions de valeurs mobilières et droits sociaux réalisées au cours de l'année civile dépasse, au niveau du foyer fiscal, le seuil de 15 000 euros, au taux de 16 % auquel s'ajoutent :

- la contribution sociale généralisée de 7,5 %,
- le prélèvement social de 2 %,
- la contribution au remboursement de la dette sociale 0,5 %.

En cas de moins-values, celles-ci peuvent être imputées sur les plus-values de même nature de l'année en cours et, éventuellement, des dix années suivantes, à condition que le seuil de cession visé ci-dessus ait été dépassé l'année de réalisation desdites moins-values.

Pour l'application de ces dispositions, les gains de même nature comprennent notamment les gains nets imposables en cas de clôture anticipée du plan d'épargne en actions (ci-après "PEA") avant l'expiration de la cinquième année.

(c) Régime spécial des PEA

Les actions émises par les sociétés françaises et par les sociétés établies dans un autre Etat Membre de la Communauté Européenne et soumises à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun ou à un impôt équivalent sont en principe éligibles au titre des actifs pouvant être détenus dans le cadre d'un PEA, institué par la loi n° 92-666 du 16 juillet 1992.

Sous certaines conditions, les dividendes perçus et les plus-values réalisées sont exonérés d'impôt sur le revenu, mais restent néanmoins soumis au prélèvement social, à la contribution sociale généralisée et à la contribution pour le remboursement de la dette sociale.

Le tableau ci-dessous résume les différents impôts applicables au 1er janvier 2003 en fonction de la date de clôture du PEA :

| Durée de vie du PEA | Prélèvement social | C.S.G. | C.R.D.S. | I.R. | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Inférieure à 2 ans | 2,0% | 7,5% | 0,5% | 22,5% | 32,5% (1) |
| Comprise entre 2 et 5 ans | 2,0% | 7,5% | 0,5% | 16,0% | 26,0% (1) |
| Supérieure à 5 ans | 2,0% | 7,5% | 0,5% | 0,0% | 10,0% |

(1) Sur la totalité des produits en cas de dépassement du seuil de cession.

(d) Impôt de solidarité sur la fortune

Les actions détenues par les personnes physiques sont comprises dans leur patrimoine imposable, le cas échéant, à l'impôt de solidarité sur la fortune.

(e) Droits de succession et de donation

Les actions acquises par voie de succession ou de donation sont soumises aux droits de succession ou de donation en France.

2. Actionnaires personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés

(a) Dividendes

Les dividendes perçus, majorés de l'avoir fiscal lorsque la distribution y ouvre droit, sont compris dans le résultat imposable à l'impôt sur les sociétés au taux de $33^1/_3$ %. S'y ajoutent une contribution additionnelle égale à 3 % du montant brut de l'impôt sur les sociétés et une contribution sociale égale à 3,3 % du montant brut de l'impôt sur les sociétés excédant 763 000 euros par période de douze mois.

Cependant, pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 7 630 000 euros et dont le capital social, entièrement libéré, est détenu de manière continue pendant la durée de l'exercice considéré pour au moins 75 % par des personnes physiques ou par une société satisfaisant à l'ensemble de ces conditions, le taux de l'impôt sur les sociétés est fixé, dans la limite de 38 120 euros du bénéfice imposable par période de douze mois, à 15 %. Ces entreprises sont, en outre, exonérées de la contribution sociale de 3,3 % mentionnée ci-dessus.

L'avoir fiscal peut être imputé sur l'impôt sur les sociétés mais sans possibilité de report ou de restitution en cas d'excédent. Son taux est actuellement fixé à 10 %.

Si la société distributrice acquitte du précompte au titre de la distribution des dividendes, les actionnaires personnes morales qui reçoivent l'avoir fiscal au taux de 10 %, ont, en outre, droit à un crédit d'impôt supplémentaire égal à 80 % du précompte effectivement versé. Ce dispositif ne s'applique pas au précompte qui serait acquitté par imputation des avoirs fiscaux et crédits d'impôt. Il convient de noter, par ailleurs, que le précompte qui résulterait d'un prélèvement sur la réserve spéciale des plus-values à long terme est exclu de ce dispositif.

- Personnes morales bénéficiant du régime des sociétés mères et filiales

Les personnes morales qui remplissent les conditions posées par les articles 145 et 216 du CGI peuvent bénéficier, sur option, d'une exonération de dividendes encaissés en application du régime des sociétés mères et filiales. L'article 216 I du CGI prévoit toutefois la réintégration, dans les résultats imposables de la personne morale bénéficiaire des dividendes, d'une quote-part de frais et charges fixée forfaitairement à 5 % du montant des dividendes encaissés, crédit d'impôt compris. Cette quote-part ne peut toutefois excéder, pour chaque période d'imposition, le montant total des frais et charges de toute nature exposés par la personne morale bénéficiaire des dividendes au cours de la même période.

Dans le cadre de ce régime, l'avoir fiscal qui reste fixé à 50 % n'est pas imputable sur l'impôt sur les sociétés mais peut être imputé pendant un délai de cinq ans sur le précompte dû en cas de redistribution des dividendes.

(b) Plus-values

Les plus-values de cession de titres en portefeuille sont soumises à l'impôt sur les sociétés au taux normal de $33^1/_3$ % (ou, le cas échéant, au taux de 15 % dans la limite de 38 120 euros par période de douze mois pour les entreprises qui remplissent les conditions décrites 2.7.4.1. 2 (a) ci-dessus). S'y ajoutent la contribution additionnelle de 3% mentionnée ci-dessus et, le cas échéant, la contribution sociale de 3,3 % dans les conditions mentionnées ci-dessus.

Toutefois, les plus-values issues de la cession de titres de participation détenus depuis plus de deux ans au moment de la cession restent, sous réserve de satisfaire à l'obligation de dotation de la réserve spéciale des plus-values à long terme, soumises au régime des plus-values à long terme, et imposable au taux réduit de 19 % (ou, le cas échéant, au taux de 15 % dans la limite de 38 120 euros par période de douze mois pour les entreprises qui remplissent les conditions décrites au 2.7.4.1. 2(a) ci-dessus). S'y ajoutent la contribution additionnelle de 3 % mentionnée ci-dessus et, le cas échéant, la contribution sociale de 3,3 % dans les conditions mentionnées ci-dessus.

Sont notamment présumées constituer des titres de participation, les parts ou actions de sociétés revêtant ce caractère sur le plan comptable, et, sous certaines conditions, les actions acquises en exécution d'une offre publique d'achat ou d'échange, les titres ouvrant droit au régime fiscal des sociétés mères et filiales, ainsi que les titres dont le prix de revient est au moins égal à 22 800 000 euros.

Les moins-values à long terme de cession peuvent être imputées sur les plus-values de même nature de l'exercice ou des dix exercices suivants.

### *2.7.4.2 Non-résidents fiscaux français*

(a) Dividendes

Les dividendes distribués par des sociétés dont le siège social est situé en France font, en principe, l'objet d'une retenue à la source de 25 % lorsque le domicile fiscal ou le siège du bénéficiaire effectif est situé hors de France.

Sous certaines conditions, cette retenue à la source peut être réduite, voire même supprimée, en application des conventions fiscales internationales ou de l'article 119-ter du CGI et l'avoir fiscal peut éventuellement être transféré en application de ces mêmes conventions.

Par exception, les dividendes de source française versés à des personnes qui n'ont pas leur domicile fiscal ou leur siège en France et ouvrant droit au transfert de l'avoir fiscal en vertu d'une convention en vue d'éviter les doubles impositions, ne supportent, lors de leur mise en paiement, que la retenue à la source au taux réduit prévu par la convention, à condition notamment que les personnes concernées justifient, avant la date de mise en paiement des dividendes, qu'elles ne sont pas résidentes en France au sens de cette convention (Instruction administrative 4-J-1-94 du 13 mai 1994).

(b) Plus-values

Les plus-values réalisées à l'occasion de la cession de leurs actions par les personnes qui ne sont pas fiscalement domiciliées en France ou dont le siège social est situé hors de France (sans avoir d'établissement stable ou de base fixe

en France à l'actif duquel seraient inscrites les actions) et qui n'ont à aucun moment détenu, directement ou indirectement, seules ou avec des membres de leur famille, plus de 25 % des bénéfices sociaux de la Société à un moment quelconque au cours des cinq années qui précèdent la cession, ne sont pas soumises à l'impôt en France.

(c) Impôt de solidarité sur la fortune

En principe, l'impôt de solidarité sur la fortune ne s'applique pas aux actions de la Société qui sont détenues par des personnes physiques domiciliées hors de France, au sens de l'article 4B du CGI, et qui possèdent directement ou indirectement, moins de 10 % du capital de la Société, pour autant, toutefois, que leur participation ne leur permette pas d'exercer une influence sur la Société.

(d) Droits de succession et de donation

La France soumet aux droits de succession et de donation les titres des sociétés françaises acquis par voie de succession ou de donation par un non résident français. La France a conclu avec un certain nombre de pays des conventions destinées à éviter les doubles impositions en matière de succession et de donation, aux termes desquelles, les résidents des pays ayant conclu de telles conventions peuvent, sous réserve de remplir certaines conditions, être exonérés de droits de succession et de donation ou obtenir un crédit d'impôt.

Il est recommandé aux investisseurs potentiels de consulter dès à présent leurs conseils en ce qui concerne leur assujettissement aux droits de succession et de donation à raison de leur participation dans la Société, et les conditions dans lesquelles ils pourraient obtenir une exonération des droits de succession et de donation en vertu d'une des conventions fiscales ainsi conclues avec la France.

## 2.7.5 Cotations des actions nouvelles

Les actions nouvelles résultant de la conversion feront l'objet de demandes d'admission périodiques au Premier Marché d'Euronext Paris S.A. Les actions existantes remises en échange seront immédiatement négociables en bourse.

### *2.7.5.1 Assimilation des actions nouvelles*

Les actions nouvelles provenant des conversions feront l'objet d'une demande d'admission aux négociations d'Euronext Paris S.A. en fonction de leur date de jouissance, soit directement sur la même ligne que les actions anciennes, soit, dans un premier temps, sur une seconde ligne. L'action ACCOR est cotée au Premier Marché d'Euronext Paris S.A. (Code ISIN : FR0000120404).

Les actions de la Société sont admises au Système de Règlement Différé (SRD).

### *2.7.5.2 Autres marchés et places de cotation*

Les actions ACCOR ne sont cotées sur aucun autre marché.

Les transactions sur *American Depositary Receipt* (ADR) ACCOR ont lieu sur le marché *Over The Counter* (OTC) aux Etats-Unis.

## CHAPITRE III

## RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LA SOCIETE ET SON CAPITAL

Les renseignements concernant ce chapitre sont fournis dans le Document de Référence déposé auprès de la Commission des opérations de bourse le 25 mars 2003 sous le numéro D.03-307 et dans le rectificatif du Document de Référence déposé auprès de la Commission des opérations de bourse le 16 octobre 2003 sous le numéro D. 03-307-R01. Ces renseignements restent exacts, à la date du présent prospectus.

Moyenne des cours de clôture de l'action ACCOR sur le Premier Marché d'Euronext Paris S.A. depuis le dépôt du Document de Référence.

| Date | Moyenne des cours de clôture (€) |
|---|---|
| Mars 2003 | 27.69 |
| Avril 2003 | 27.70 |
| Mai 2003 | 31.19 |
| Juin 2003 | 32.46 |
| Juillet 2003 | 32.53 |
| Août 2003 | 34.42 |

Source : Euronext Paris S.A.

Données historiques sur les OCEANE 1 % avril 2002 / janvier 2007

| | **Dernier Cours** | **Cours le plus haut** | **Cours le plus bas** | **Moyenne pondérée** | **volume (M€)** |
|---|---|---|---|---|---|
| mai 2002 | 166,98 | 169,00 | 163,85 | 167,41 | 24 181 |
| juin 2002 | 165,67 | 167,90 | 163,00 | 164,90 | 2 467 |
| juillet 2002 | 159,87 | 166,80 | 145,00 | 161,26 | 2 154 |
| août 2002 | 162,40 | 168,40 | 152,00 | 162,04 | 2 686 |
| septembre 2002 | 162,34 | 168,40 | 152,00 | 160,59 | 270 |
| octobre 2002 | 162,80 | 165,25 | 154,00 | 162,50 | 9 195 |
| novembre 2002 | 166,01 | 167,69 | 164,60 | 165,90 | 4 881 |
| décembre 2002 | 165,39 | 168,00 | 161,50 | 165,13 | 4 224 |
| janvier 2003 | 165,79 | 176,00 | 163,50 | 167,16 | 919 |
| février 2003 | 165,12 | 166,00 | 163,40 | 165,38 | 506 |
| mars 2003 | 166,45 | 168,00 | 165,10 | 166,42 | 95 |
| avril 2003 | 167,70 | 167,70 | 167,70 | 167,70 | 2 013 |
| mai 2003 | 170,38 | 171,50 | 168,50 | 171,35 | 156 |
| juin 2003 | 173,80 | 175,10 | 172,50 | 174,56 | 430 |
| juillet 2003 | 171,04 | 173,90 | 160,20 | 171,29 | 1 524 |
| août 2003 | 174,73 | 176,10 | 173,80 | 175,66 | 12 |
| septembre 2003 | 174,57 | 180,00 | 173,00 | 173,98 | 2 129 |

Source : Fininfo

# CHAPITRE IV

## RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DE LA SOCIETE

Les renseignements concernant ce chapitre sont fournis dans le Document de Référence déposé auprès de la Commission des opérations de bourse le 25 mars 2003 sous le numéro D.03-307 et dans le Rectificatif du Document de Référence déposé auprès de la Commission des opérations de bourse le 16 octobre 2003 sous le numéro D. 03-307-R01. Ces renseignements restent exacts à la date du présent prospectus.

# CHAPITRE V
# PATRIMOINE, SITUATION FINANCIERE, RESULTATS

Les renseignements concernant ce chapitre sont fournis dans le Document de Référence déposé auprès de la Commission des opérations de bourse le 25 mars 2003 sous le numéro D.03-307 et dans le Rectificatif du Document de Référence déposé auprès de la Commission des opérations de bourse le 16 octobre 2003 sous le numéro D. 03-307-R01. Ces renseignements restent, à la date du présent prospectus, exacts, sous réserve des compléments suivants.

## 5.1 COMPTES CONSOLIDES DU 1ER SEMESTRE 2003

Le patrimoine, la situation financière et les résultats du Groupe Accor pour le premier semestre 2003 ont été communiqués le 10 septembre 2003 et publiés au Bulletin des Annonces légales obligatoires du 1er octobre 2003.

Ces comptes sont reproduits ci-après.

## COMPTES DE RESULTAT CONSOLIDES

| En € millions<br>au 30 juin 2003 | Notes | 2002 | 1er sem.<br>2002 | 1er sem.<br>2003 |
|---|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires | | 7 071 | 3 548 | 3 278 |
| Autres produits opérationnels | | 68 | 37 | 28 |
| **CHIFFRE D'AFFAIRES OPERATIONNEL** | 3 | **7 139** | **3 585** | **3 306** |
| Charges d'exploitation | | (5 203) | (2 652) | (2 489) |
| **RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION** | 4 | **1 936** | **933** | **817** |
| Loyers | 5 | (726) | (365) | (366) |
| EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION | | 1 210 | 568 | 451 |
| Amortissements et Provisions | 6 | (455) | (243) | (228) |
| RESULTAT OPERATIONNEL | 7 | 755 | 325 | 223 |
| Résultat Financier | 8 | (66) | (26) | (33) |
| Quote-part dans le résultat des sociétés Mises En Equivalence | 9 | 14 | 4 | (10) |
| **RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (RGO)** | | **703** | **303** | **180** |
| Résultat sur gestion du Patrimoine Hôtelier | 10 | 54 | 17 | 40 |
| Résultat de la gestion des autres actifs | 11 | (30) | 5 | 6 |
| Amortissement des écarts d'acquisition | 14 | (109) | (50) | (49) |
| Impôts | 12 | (234) | (111) | (55) |
| Résultat Exceptionnel (Net d'impôt) | 13 | 68 | 70 | - |
| Intérêts minoritaires | 23 | (22) | (13) | (16) |
| **RESULTAT NET PART DU GROUPE** | | **430** | **221** | **106** |
| Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers) | 22 | 197 573 | 197 365 | 197 730 |
| **RESULTAT NET PAR ACTION (en €)** | | **2,18** | **1,12** | **0,54** |
| Résultat net dilué par action (en €) | 22 | 2,14 | 1,11 | 0,54 |
| **DIVIDENDE PAR ACTION (en €)** | | **1,05** | **N/A** | **N/A** |

## BILANS CONSOLIDES

| ACTIF<br><br>En € millions<br>au 30 juin 2003 | Notes | 1er sem. 2002 | 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|---|
| **ECARTS D'ACQUISITION** | 14 | **1 711** | **1 679** | **1 791** |
| **IMMOBILISATIONS INCORPORELLES** | 15 | **475** | **479** | **425** |
| **IMMOBILISATIONS CORPORELLES** | 16 | **4 728** | **4 521** | **4 375** |
| Prêts long terme | 17 | 406 | 429 | 442 |
| Titres mis en équivalence | 18 | 254 | 249 | 203 |
| Autres immobilisations financières | 19 | 430 | 487 | 379 |
| **TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES** | | **1 090** | **1 165** | **1 024** |
| **TOTAL ACTIFS IMMOBILISES** | 20 | **8 004** | **7 844** | **7 615** |
| Stocks | | 88 | 90 | 169 |
| Clients | | 1 320 | 1 139 | 1 257 |
| Autres tiers et comptes de régularisation actif | 21 | 993 | 957 | 1 037 |
| Fonds réservés Titres de Services | | 327 | 345 | 341 |
| Créances sur cessions d'actifs à court terme | 28 | 138 | 20 | 106 |
| Prêts à court terme | 28 | 125 | 160 | 175 |
| Titres de placement | 28 | 473 | 541 | 469 |
| Disponibilités | 28 | 228 | 179 | 274 |
| **TOTAL ACTIF CIRCULANT** | | **3 692** | **3 431** | **3 828** |
| **TOTAL ACTIF** | | **11 696** | **11 275** | **11 443** |

## BILANS CONSOLIDES

| PASSIF<br><br>En € millions<br>au 30 juin 2003 | Notes | 1er sem. 2002 | 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|---|
| Capital | | 592 | 593 | 593 |
| Primes | | 1 892 | 1 903 | 1 903 |
| Réserves | | 1 100 | 1 102 | 1 267 |
| Différence de conversion | | (49) | (135) | (272) |
| Résultat de l'exercice | | 221 | 430 | 106 |
| **CAPITAUX PROPRES** | 22 | **3 756** | **3 893** | **3 597** |
| Intérêts minoritaires | 23 | 98 | 91 | 106 |
| **CAPITAUX PROPRES & INTERETS MINORITAIRES** | | **3 854** | **3 984** | **3 703** |
| Provisions pour risques & charges | 24 | 561 | 528 | 578 |
| TSDI reconditionné | 25 & 28 | 183 | 151 | 116 |
| Obligations convertibles ou échangeables en actions Accor | 26 & 28 | 570 | 570 | 570 |
| Autres dettes à long terme | 28 | 2 686 | 2 493 | 2 799 |
| Endettement en crédit bail | 28 | 178 | 158 | 143 |
| **TOTAL DETTES FINANCIERES A LONG TERME** | 27 | **3 617** | **3 372** | **3 628** |
| **TOTAL CAPITAUX PERMANENTS** | | **8 032** | **7 884** | **7 909** |
| Fournisseurs | | 721 | 655 | 728 |
| Autres tiers et compte de régularisation passif | 21 | 1 236 | 1 101 | 1 083 |
| Titres de service à rembourser | | 1 266 | 1 304 | 1 284 |
| Dettes financières à court terme | 27 & 28 | 369 | 234 | 337 |
| Banques | 28 | 72 | 97 | 102 |
| **TOTAL DETTES A COURT TERME** | | **3 664** | **3 391** | **3 534** |
| **TOTAL PASSIF** | | **11 696** | **11 275** | **11 443** |

## TABLEAUX DE FINANCEMENT CONSOLIDES

| En € millions<br>au 30 juin 2003 | Notes | 1er sem.<br>2002 | 2002 | 1er sem.<br>2003 |
|---|---|---|---|---|
| Excédent brut d'exploitation | | 568 | 1 210 | 451 |
| Finance (y compris provisions financières) | | (26) | (66) | (33) |
| Impôt société (y compris provisions pour impôts) | | (83) | (196) | (48) |
| Annulation des provisions pour impôts et financières | | 3 | 9 | 7 |
| Dividendes perçus des sociétés mises en équivalence | | 3 | 4 | 2 |
| **MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT D'EXPLOITATION COURANTE** | 29 | **465** | **961** | **379** |
| Investissements sur actifs existants (1) | 30 | (159) | (316) | (139) |
| **AUTOFINANCEMENT DISPONIBLE** | | **306** | **645** | **240** |
| Investissements de développement et de technologie (2) | 31 | (407) | (802) | (279) |
| Produits des cessions d'actifs (3) | | 392 | 660 | 198 |
| Diminution/(Augmentation) du Besoin en Fonds de Roulement | (*) | (69) | (46) | (198) |
| Gains/(Pertes) non opérationnels | | (28) | (39) | (34) |
| **RESSOURCES / (EMPLOIS) DE L'ACTIVITE** | | **194** | **418** | **(73)** |
| Flux de dividendes (4) | | (314) | (326) | (270) |
| Augmentation/(Réduction) de capital (5) | | - | 12 | - |
| Différence de conversion (6) | (*) | 77 | 144 | 90 |
| Variations de périmètre sur intérêts minoritaires et provisions (7) | | 3 | 3 | 12 |
| Reclassement des titres Compass en titres immobilisés | | (205) | (204) | - |
| **DIMINUTION / (AUGMENTATION)<br>DE L'ENDETTEMENT NET** | 28 | **(245)** | **47** | **(241)** |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Endettement net début de période | | (2 849) | (2 849) | (2 802) |
| Endettement net fin de période | | (3 094) | (2 802) | (3 043) |
| **DIMINUTION / (AUGMENTATION)<br>DE L'ENDETTEMENT NET** | 28 | **(245)** | **47** | **(241)** |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **FLUX OPERATIONNEL** | (*) | **164** | **672** | **147** |
| **FLUX D'INVESTISSEMENT (1)+(2)+(3)** | | **(175)** | **(458)** | **(220)** |
| **FLUX FINANCIER (4)+(5)** | | **(314)** | **(314)** | **(270)** |
| **DIVERS (6)+(7)** | (*) | **80** | **147** | **102** |
| **DIMINUTION / (AUGMENTATION)<br>DE L'ENDETTEMENT NET (cf. note 28)** | | **(245)** | **47** | **(241)** |

(*) Le poste de variation du besoin en fonds de roulement des exercices clos le 30 juin 2002 et le 31 décembre 2002 a été diminué des variations monétaires impactant le besoin en fonds de roulement. Ces variations « non cash » ont été reclassées au poste « Différence de conversion » pour respectivement € 98 millions et € 119 millions.

**VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (avant intérêts minoritaires)**

| En € millions | Nombre d'actions | Capital | Primes | Diff. de conversion (1) | Réserves & Résultats | Capitaux propres |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **31 décembre 2001** | **197 364 684** | **592** | **1 892** | **255** | **1 400** | **4 139** |
| Augmentation de capital | | | | | | |
| - par conversion d'obligations | | | | | | |
| - levée d'options | 51 000 | - | - | | | |
| - actions d'autocontrôle | | | | | | |
| - par apport fusion | | | | | | |
| - par souscription des salariés | 314 135 | 1 | 11 | | | 12 |
| Dividende distribué brut de précompte | | | | | (298) | (298) |
| Différence de conversion | | | | (390) | | (390) |
| Résultat de l'exercice | | | | | 430 | 430 |
| **31 décembre 2002** | **197 729 819** | **593** | **1 903** | **(135)** | **1 532** | **3 893** |
| Augmentation de capital | | | | | | |
| - par conversion d'obligations | | | | | | |
| - levée d'options | | | | | | |
| - actions d'autocontrôle | | | | | | |
| - par apport fusion | | | | | | |
| - par souscription des salariés | | | | | | |
| Dividende distribué brut de précompte | | | | | (265) | (265) |
| Différence de conversion | | | | (137) | | (137) |
| Résultat du semestre | | | | | 106 | 106 |
| **30 juin 2003** | **197 729 819** | **593** | **1 903** | **(272)** | **1 373** | **3 597** |

(1) dont € -14 millions pour les pays de la zone Euro au 31 décembre 2001
dont € -15 millions pour les pays de la zone Euro au 31 décembre 2002
dont € -14 millions pour les pays de la zone Euro au 30 juin 2003

La variation de la différence de conversion de € -137 millions entre le 31 décembre 2002 et le 30 juin 2003 s'explique principalement par les variations monétaires de la période du dollar américain. L'appréciation de l'euro par rapport au dollar US, appliquée aux actifs nord américains du Groupe, constitués principalement de Motel 6 et de Red Roof Inns, génère sur le premier semestre 2003 une différence de conversion négative de € -99 millions.

Pour mémoire, les taux de clôture dollar contre euro utilisés sont :

- 0,8813 en décembre 2001
- 1,0487 en décembre 2002
- 1,1427 en juin 2003

## PRINCIPAUX RATIOS DE GESTION

| | Note | 1er sem. 2002 | 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|---|
| Gearing | a | 80% | 70% | 82% |
| Marge Brute d'Autofinancement d'exploitation courante / Dette nette retraitée | b | 16,1% | 16,5% | 15,2% |
| Résultat Brut d'Exploitation / Charges financières retraitées | c | 5,3 | 5,6 | 5,4 |
| Retour sur Capitaux Employés | d | 10,8% | 10,7% | 9,9% |
| Création de Valeur Economique (en € millions) | e | 268 | 278 | 231 |

**Note (a)** : Le Gearing est le rapport de la dette nette sur les capitaux propres (y compris intérêts minoritaires).

**Note (b)** : Marge brute d'autofinancement / dette nette ou « Funds from Operation » (FFO) / Net debt.

En application des ratios utilisés par les principales agences de notation, le ratio de marge brute d'autofinancement / dette nette est calculé comme suit :

la marge brute d'autofinancement d'exploitation courante (cf. Tableaux de financement consolidés), est ajustée de 2/3 des loyers de l'exercice ;

la dette nette est retraitée en tenant compte des opérations d'investissement ou de désinvestissement au prorata temporis de leur impact au compte de résultat. Ainsi, par exemple, la trésorerie dégagée par une cession intervenue le 31 décembre de l'année N sera intégralement retraitée dans le poste de dette nette. La dette nette retraitée est, par ailleurs, ajustée de 8 fois les loyers de l'exercice en cours selon les méthodes recommandées par les trois principales agences de notation.

**Note (c)** : Résultat Brut d'Exploitation / Charges financières retraitées ou Financial Charge Cover ratio.

Ce ratio est déterminé comme le rapport entre le Résultat Brut d'Exploitation (RBE) et le résultat financier d'intérêts (hors gain de change, provisions financières et dividendes reçus) ajustés de 1/3 des loyers de l'exercice.

**Note (d)** : Le ratio de retour sur capitaux employés (Return On Capital Engaged ou ROCE) est défini ci-après.

**Note (e)** : Création de la valeur économique ou Economic Value Added (EVA).

La détermination de la Création de Valeur Economique a été établie pour l'exercice 2002 et les premiers semestres 2002 et 2003 sur la base des données suivantes :

| | | 1er sem. 2002 | 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|---|
| Coût des fonds propres | (1) | 9,03% | 8,74% | 9,17% |
| Coût de la dette après impôt | | 2,51% | 2,62% | 2,26% |
| Pondération Fonds propres / Dettes | | | | |
| | Fonds propres | 55,48% | 58,13% | 54,86% |
| | Dettes | 44,52% | 41,87% | 45,14% |
| **Coût moyen pondéré du capital** | (2) | **6,13%** | **6,18%** | **6,05%** |
| **ROCE après impôt** | (3) | **8,40%** | **8,56%** | **8,07%** |
| **Capitaux employés (cf ROCE ci-après) (en € millions)** | | **11 920** | **11 846** | **11 602** |
| **Création de valeur économique (en € millions)** | (4) | **268** | **278** | **231** |

**(1)** Le Beta retenu pour le calcul du coût des fonds propres pour les années 2002 et 2003 est 1.

**(2)** Le coût moyen pondéré du capital se détermine comme suit :

$$\text{Coût des fonds propres} \times \frac{\text{fonds propres}}{(\text{fonds propres} + \text{dettes})} + \text{coût de la dette} \times \frac{\text{dettes}}{(\text{fonds propres} + \text{dettes})}$$

**(3)** Le ROCE après impôt se détermine comme suit :

$$\frac{\text{EBITDA} - [(\text{EBITDA - amortissements opérationnels}) \times \text{taux d'impôt}]}{\text{capitaux engagés}}$$

A titre d'exemple, au 30 juin 2003, les données de la formule sont les suivantes :

| | | |
|---|---|---|
| EBITDA | : 1 144 M€ | (cf. ROCE ci-après) |
| Amortissements et provisions | : 455 M€ | |
| Taux d'impôt normatif | : 30,6 % | |
| Capitaux employés | : 11 602 M€ | (cf. ROCE ci-après) |

**(4)** La création de valeur économique se détermine comme suit :
(ROCE après impôt – coût moyen pondéré du capital) x capitaux employés

L'impact d'une variation de +/- 0,1 du beta pour les années 2002 et 2003 est respectivement de 28 M€ et 32 M€.

## RETOUR SUR CAPITAUX EMPLOYES PAR METIER (ROCE)

Le retour sur capitaux employés (ROCE) est l'instrument utilisé par le Groupe dans sa gestion interne pour mesurer la performance des différents métiers qu'il contrôle.

C'est aussi un indicateur de la rentabilité des actifs non consolidés ou mis en équivalence.

Il est déterminé sur la base des agrégats suivants établis à partir des comptes consolidés :

- excédent d'exploitation des activités (EBITDA) : pour chaque métier, cet agrégat comprend l'excédent brut d'exploitation et des produits sur immobilisations financières (dividendes et produits financiers des sociétés externes et mises en équivalence) ;
- capitaux employés : pour chaque métier, total des actifs immobilisés calculé à partir de la moyenne de leur valeur brute, sur chaque exercice et du besoin en fonds de roulement.

Le ROCE est calculé comme le rapport de l'excédent d'exploitation des activités (EBITDA) et des capitaux employés moyens, au cours de la période de référence. Ainsi, au 30 juin 2003, le ROCE s'établit à 9,9% contre 10,7% au 31 décembre 2002. Il est précisé qu'en excluant les hôtels en cours de construction (capitaux engagés sans excédent d'exploitation des activités), le ROCE aurait été de 11,0% et 10,1% respectivement au 31 décembre 2002 et au 30 juin 2003.

| **En € millions** | | **1er sem. 2002** (12 mois) | **2002** | **1er sem. 2003** (12 mois) |
|---|---|---|---|---|
| Capitaux employés | | 12 020 | 11 601 | 11 601 |
| Retraitements *prorata temporis* des capitaux employés | (1) | 18 | 203 | 9 |
| Effet de change sur les capitaux employés | (2) | (118) | 42 | (8) |
| **Capitaux employés moyen** | | **11 920** | **11 846** | **11 602** |
| Excédent Brut d'Exploitation | | 1 225 | 1 210 | 1 087 |
| Intérêts financiers sur prêts et dividendes externes | | 38 | 40 | 56 |
| Quote-part dans le résultat des mises en équivalence | | 20 | 14 | 1 |
| Autres retraitements | | - | - | - |
| **Excédent d'exploitation des activités (EBITDA)** | | **1 283** | **1 264** | **1 144** |
| **ROCE (EBITDA / capitaux employés)** | | **10,8%** | **10,7%** | **9,9%** |

Dans le cadre du calcul du ROCE, les capitaux employés sont pris en compte au prorata temporis du nombre de mois d'excédent d'exploitation des activités dégagées au cours de la période. Ainsi, aucun des capitaux employés ne sera retenu pour une acquisition réalisée le 31 décembre et pour laquelle aucun excédent d'exploitation des activités n'a été pris en compte dans le compte de résultat.

Les capitaux employés de la période sont ramenés au taux de conversion moyen pour être comparable au taux de traduction de l'excédent d'exploitation des activités.

Le retour sur capitaux employés (rapport de ces deux facteurs) s'analyse ainsi :

| Métiers | | 1er sem. 2002 (12 mois) | 2002 | 1er sem. 2003 (12 mois) |
|---|---|---|---|---|
| **HÔTELLERIE** | | **10,3%** | **10,2%** | **9,3%** |
| Haut et Milieu de gamme | * | 9,1% | 9,2% | 8,1% |
| Économique | ** | 14,7% | 14,8% | 14,7% |
| Économique États-Unis | | 9,3% | 8,8% | 7,8% |
| **SERVICES** | | **26,8%** | **26,7%** | **25,1%** |
| **Autres activités** | | | | |
| Agences de voyages | | 5,5% | 9,0% | 8,0% |
| Casinos | | 15,4% | 14,5% | 14,7% |
| Restauration | | 10,3% | 11,0% | 10,0% |
| Services à bord des trains | | 9,6% | 8,9% | 9,0% |
| Autres activités | | 1,1% | 2,5% | 2,0% |
| **TOTAL GROUPE** | | **10,8%** | **10,7%** | **9,9%** |

(*) 9,9**%** et 8,5**%** hors hôtels en cours de construction au 31 décembre 2002 et au 30 juin 2003 respectivement.

(**)15,5% et 15,3**%** hors hôtels en cours de construction au 31 décembre 2002 et au 30 juin 2003 respectivement.

## NOTE 1. PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes consolidés sont établis dans le cadre des dispositions légales et réglementaires en vigueur en France, en accord avec la nouvelle méthodologie sur les comptes consolidés (CRC 99-02).

A compter du 1er janvier 2002, le Groupe a appliqué le règlement CRC 2000-06 sur les passifs. Ce changement de méthode n'a eu aucune incidence ni sur les capitaux propres d'ouverture, ni sur le résultat de l'exercice 2002.

Par ailleurs, en raison du caractère international de ses activités, le Groupe Accor retient parmi les options existantes dans la nouvelle réglementation française, celles lui permettant de se rapprocher des pratiques internationales (capitalisation des contrats qualifiés de location-financement, constatation en bilan de l'intégralité des engagements sociaux).

Les comptes des sociétés consolidées, établis selon les règles comptables en vigueur dans leurs pays respectifs, sont retraités afin d'être en harmonie avec les principes comptables du Groupe.

### A. METHODES DE CONSOLIDATION

Les sociétés dans lesquelles Accor exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif de droit ou de fait sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés exploitées en commun par un nombre limité de partenaires avec lesquels Accor exerce un contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les titres des sociétés dans lesquelles Accor exerce directement ou indirectement une influence notable sont consolidés par mise en équivalence. Cette influence est présumée lorsque le Groupe détient entre 20 et 50% des droits de vote.

### B. ECARTS D'EVALUATION ET D'ACQUISITION

A l'occasion de la première consolidation des filiales et participations du Groupe, il est procédé, dans un délai n'excédant généralement pas un an, à l'évaluation de l'ensemble des éléments identifiables (actifs et passifs) acquis. Postérieurement à leur affectation, l'ensemble des écarts d'évaluation suit les règles comptables propres à leur nature.

Les écarts d'acquisition sont amortis linéairement sur une période fonction de la durée de vie estimée, des conditions de marché et du secteur d'activité auxquels ils se rapportent, n'excédant en aucun cas 40 ans et selon un plan reflétant les hypothèses opérationnelles retenues et les perspectives envisagées ayant prévalu lors de l'acquisition.

En cas d'évolution défavorable de ces facteurs, le plan d'amortissement peut être revu ou un amortissement exceptionnel peut être constaté.

L'écart résiduel éventuel est inscrit à l'actif du bilan sous la rubrique « Ecarts d'acquisition ».

| | |
|---|---|
| . Hôtellerie | 40 ans |
| . Services à bord des trains | 40 ans |
| . Services | 40 ans |
| . Agences de voyages | 40 ans |
| . Restauration | 20 ans |
| . Casinos | 20 ans |

### C. CONVERSION DES COMPTES EXPRIMES EN DEVISES

Les postes de bilan exprimés en devises sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les comptes de résultat exprimés en devises sont convertis au cours moyen annuel. Les différences de conversion en résultant figurent dans les capitaux propres.

Pour la conversion des comptes des filiales situées dans les pays à haute inflation, les actifs et passifs non monétaires sont traduits au cours de change en vigueur le jour de la transaction (cours historique), et les actifs et passifs monétaires sont traduits au cours de clôture.

Au compte de résultat, les charges et produits se rapportant aux actifs et passifs non monétaires sont traduits au cours historique, les autres postes sont traduits au cours moyen du mois de leur enregistrement. Les différences de conversion qui résultent de l'application de cette méthode sont portées au compte de résultat en résultat financier.

## D. IMMOBILISATIONS

### D. 1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles acquises figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

Les frais d'établissement sont amortis sur une durée maximale de cinq ans.

Les droits au bail font en général l'objet d'amortissements sur la durée du bail sous-jacent.

A dater du 1er janvier 2002, les fonds de commerce sont intégrés aux écarts d'acquisition et font l'objet d'un amortissement linéaire sur une durée propre à chaque métier, dans les limites maximales décrites en B. Ecarts d'évaluation et d'acquisition. La valeur des immobilisations incorporelles identifiables comptabilisées à l'occasion d'une première consolidation repose notamment sur des travaux d'experts indépendants, fondés sur des critères propres à chaque secteur d'activité, permettant leur suivi ultérieur.

Les marques identifiables sont valorisées selon une approche multicritères tenant compte à la fois de leur notoriété et de la rentabilité qu'elles génèrent.

Les parts de marché dégagées sur les activités de services et de services à bord des trains représentatives d'investissements réalisés pour renforcer une position économique font l'objet d'une évaluation fondée sur des perspectives de chiffres d'affaires et de rentabilité prévisionnels.

Les marques et parts de marchés ne sont pas amorties. Elles font l'objet d'une appréciation régulière lors de survenance d'évènements susceptibles de remettre en cause leur valeur. Lorsque leur juste valeur fondée sur les critères ayant prévalu lors de leur acquisition s'avère inférieure de façon durable à leur valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est constituée.

### D. 2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition ou à leur coût de revient, y compris les frais financiers intercalaires relatifs aux emprunts nécessaires au financement des constructions.

Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement sur une durée appropriée au métier :

| | |
|---|---|
| Hôtels Formule 1/ Motel 6 | 40 ans |
| Autres marques hôtelières | 60 ans |
| Matériel roulant des Services à Bord des Trains | 20 ans |
| Autres constructions | 10 à 30 ans |
| Agencements, mobilier | 5 à 10 ans |

### D. 3. CREDIT-BAIL (LOCATION-FINANCEMENT), CESSION-BAIL ET LOCATION DE LONGUE DUREE

Le Groupe applique la méthode préférentielle prescrite par la réglementation française lui permettant de capitaliser les contrats de crédit-bail et assimilés qualifiés de location-financement. Dans ce cadre, afin de définir la notion de contrat de location de financement, le Groupe privilégie systématiquement l'analyse économique du partage des risques et avantages inhérents à la propriété entre le preneur et le bailleur.

Les contrats de location-financement qui ont pour effet de transférer substantiellement les risques et avantages inhérents à la propriété d'un bien au preneur sont retraités, et les actifs ainsi acquis sont immobilisés et amortis selon les règles appliquées par le Groupe. La dette correspondante est identifiée sur une ligne séparée du bilan.

Par ailleurs, pour les opérations de cession-bail ayant les caractéristiques d'un contrat de location-financement le résultat de cession est différé et amorti sur la durée du bail, sauf constat de perte de valeur définitive du bien concerné.

Par opposition aux contrats de location-financement, les contrats de location simple sont constatés au compte de résultat sous forme de loyers. Les charges futures de loyers sur les locations opérationnelles sont détaillées en note 5. Par ailleurs, pour les opérations de cession bail ayant les caractéristiques d'une location simple et pour lesquelles la valeur de cession et le niveau des loyers sont fixés à une valeur de marché confirmée le plus souvent par une évaluation d'experts indépendants, le résultat de cession est immédiatement constaté.

### D. 4. AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées, de même que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP), sont inscrits à leur coût d'acquisition.

### D.5. VALEUR D'INVENTAIRE DES IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur coût de revient. Le cas échéant, une provision pour dépréciation est constatée pour les ramener à leur valeur d'utilité. Cette dernière est estimée notamment en fonction de l'utilité que la possession de l'immobilisation présente pour la réalisation de la stratégie de l'entreprise.

Plus spécifiquement, en matière d'immobilisation d'unités hôtelières (murs et fonds de commerce), la valeur d'utilité est approchée selon une méthode de cash flow futurs actualisés, avec prise en compte d'une valeur terminale fondée sur un multiple d'Excédent Brut d'Exploitation. Les dépréciations éventuelles sont constatées dans le poste « Résultat sur la gestion du patrimoine hôtelier » (cf. Note 1. P. 5 et Note 10).

Par ailleurs, en matière de titres de participation non consolidés, la valeur d'utilité est évaluée notamment à partir de la quote-part d'actif net réestimé et des perspectives de rentabilité.

S'agissant des titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP), la valeur d'inventaire correspondant à la valeur d'utilité tient compte des perspectives d'évolution générale de l'entreprise dont les titres sont détenus et ne repose donc pas systématiquement sur la valeur instantanée du cours de bourse pour les titres cotés.

Pour les actifs destinés à être cédés, une provision pour dépréciation est constatée pour les ramener à leur valeur de marché. En matière d'immobilisation d'unités hôtelières, la valeur de marché est déterminée à partir d'un multiple de l'Excédent Brut d'Exploitation moyen sur la durée d'un cycle hôtelier.

### E. STOCKS

Les stocks sont valorisés au prix moyen pondéré. Ils sont dépréciés, s'il y a lieu, à leur valeur probable de réalisation. Ils comprennent également des actifs destinés à être cédés.

### F. FONDS RESERVES

Ils sont représentatifs de dépôts non disponibles et bloqués auprès d'établissements financiers en vertu de contraintes propres à l'activité Ticket Restaurant réglementée en France.

### G. TITRES DE PLACEMENT

Les titres de placement sont enregistrés à leur coût d'acquisition et font l'objet de dépréciation lorsque ce dernier est supérieur à leur valeur de marché.

## H. CHARGES A REPARTIR

Les charges à répartir comprennent :

- les frais de pré ouverture des nouveaux établissements hôteliers, amortis sur 3 ans dans l'hôtellerie et 1 an dans la restauration ;
- les frais d'acquisition d'immobilisations, amortis sur 5 ans maximum ;
- les frais liés à l'émission d'emprunts, amortis sur la durée de l'emprunt ;
- les frais liés au développement de systèmes informatiques, amortis sur la durée d'utilité des systèmes.

Ce poste figure dans les « Autres tiers et comptes de régularisation actif ».

## I. CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Les charges constatées d'avance correspondent à des charges payées au cours d'un exercice afférentes aux exercices suivants. Elles comprennent également l'effet de linéarisation des loyers tel que décrit en note 5. Ce poste figure dans les « Autres tiers et comptes de régularisation actif ».

## J. CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel comprennent l'ensemble des montants versés par l'entreprise à ses salariés, y compris la participation des salariés.

## K. PROVISIONS POUR PENSIONS ET INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE

Jusqu'au 31 décembre 1999, le Groupe provisionnait partiellement des engagements de retraite en accord avec les règles comptables applicables à chaque pays dans lequel il est implanté. Dans le cadre de l'application au 1er janvier 2000 du règlement du Comité de la Réglementation Comptable CRC 99-02, le Groupe applique la méthode préférentielle et provisionne l'ensemble de ses engagements de retraite.

L'impact de ce changement de méthode comptable a été imputé sur les réserves consolidées au 1er janvier 2000.

Pour les régimes à prestations définies, l'engagement a été calculé selon la norme IAS 19, en particulier, le Groupe a estimé ses engagements selon la méthode rétrospective en tenant compte d'hypothèses actuarielles, d'augmentation des salaires, d'âge de départ, de mortalité, de rotation ainsi que de taux d'actualisation. Ces hypothèses prennent en considération les conditions particulières notamment macro-économiques des différents pays dans lesquels le Groupe opère.

Afin de déterminer le passif au titre des engagements de retraite au 1er janvier 2000, il est également tenu compte des actifs détenus en couverture qui sont évalués à leur valeur de marché.

Les écarts actuariels pré-existants au 1er janvier 2000 ont été maintenus et n'ont donc pas été imputés sur les réserves.

L'écart entre le passif au 1er janvier 2000 ainsi calculé et la provision existante dans les comptes à cette même date et après prise en compte de l'impôt différé correspondant constitue l'impact du changement de méthode.

Par ailleurs, à compter du 1er janvier 2000 les modifications d'hypothèses actuarielles donnent lieu à des écarts actuariels qui sont constatés en charges de l'exercice lors de leur survenance.

## L. CONVERSION DES OPERATIONS LIBELLEES EN DEVISES

Pour chaque société du Groupe, les transactions réalisées dans une devise autre que la monnaie locale sont converties au cours de change en vigueur à la date de chacune des transactions.

Les créances et les dettes correspondantes, à l'exception de celles faisant l'objet d'une couverture de change, sont converties en euros sur la base du cours de change en vigueur à la date d'arrêté du bilan

(cours de clôture). Les gains ou pertes de change latents qui en résultent sont comptabilisés en résultat financier.

### M. IMPOT DIFFERE

Le Groupe a retenu la méthode bilantielle avec application du report variable selon laquelle les créances ou dettes d'impôt futures sont évaluées au dernier taux d'imposition connu, sans actualisation. Les effets dus aux changements des taux d'impôts s'inscrivent en compte de résultat des exercices sur lesquels ces modifications sont applicables.

Il n'est constaté d'impôt différé actif sur les déficits reportables et amortissements réputés différés que dans la mesure où leur récupération sur une durée raisonnable est quasi certaine.

Les impôts différés passifs sont classés en provisions pour risques et charges.

### N1. STOCK-OPTIONS

Certaines filiales du Groupe, notamment aux Etats-Unis et en France, pratiquent une politique d'attribution d'options de souscription d'actions envers leurs employés. Ces filiales n'étant pas cotées, le Groupe s'est engagé à racheter les titres émis suite à l'exercice des options à un prix basé sur des valeurs de marché (en général multiple de l'Excédent Brut d'Exploitation minoré de la dette nette).

Ainsi à chaque clôture, le Groupe procède à l'évaluation de l'impact qu'aurait l'exercice de ces options sur la quote-part détenue par le Groupe dans l'actif net consolidé de ces filiales. L'effet de dilution potentielle constaté est pris en charge en « Résultat de la gestion des autres actifs » par la constitution d'une provision au titre des engagements sociaux.

Les options de souscription d'actions attribuées par la société-mère du Groupe n'affectent pas le compte de résultat consolidé. A la date d'exercice des options, le Groupe enregistre les actions émises en augmentation de capital à hauteur des paiements reçus des employés.

### N2. TITRES ACCOR AUTO-DETENUS

Les actions de la société Accor détenues par la mère et/ou les sociétés du Groupe sont inscrites :

à l'actif du bilan consolidé, en titres de placement, lorsque ces titres auto-détenus sont explicitement affectés, dès l'acquisition, soit à l'attribution aux salariés soit à la régularisation de cours,

en diminution des capitaux propres consolidés dans les autres cas.

Les actions inscrites en titres de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et font l'objet d'une dépréciation lorsque ce dernier est supérieur au cours de bourse. La dotation aux provisions pour dépréciation ainsi que le résultat de la cession éventuelle sont enregistrés dans le compte de résultat.

Dans les autres cas, le résultat de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle (ainsi que les effets d'impôts correspondants) est directement imputé dans les capitaux propres consolidés n'affectant pas le résultat net de l'exercice. Ces titres ne font l'objet d'aucune dépréciation.

### O. INSTRUMENTS FINANCIERS

Les opérations sur les instruments financiers à terme figurent dans les engagements hors-bilan et concernent principalement des couvertures de risque de change ou de taux.

Les résultats relatifs aux instruments financiers utilisés dans le cadre d'opérations de couverture sont déterminés et comptabilisés de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts.

## P. PRESENTATION DU COMPTE DE RESULTAT ET DU TABLEAU DE FINANCEMENT

Afin de mieux refléter les résultats de la gestion de ses activités, Accor présente des soldes intermédiaires du compte de résultat consolidé et du tableau de financement identiques à ceux utilisés pour la gestion interne du Groupe.

### P. 1. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires correspond au montant des ventes de produits et prestations de services liées aux activités courantes des sociétés consolidées par intégration globale et par intégration proportionnelle. Il s'agit notamment :

pour les activités de services, des commissions perçues auprès des entreprises clientes, de la participation des restaurateurs, des redevances de marques et assistance technique ;

pour les agences de voyages, des commissions perçues sur la distribution de produits de transport, locations de voitures et hôtellerie, des honoraires relatifs à des contrats de prestation de services ainsi que la marge dégagée sur la vente des voyages à forfait sans risque;

pour les services à bord des trains, des prestations d'hôtellerie et de restauration facturées aux réseaux de chemin de fer ainsi que des subventions reçues ;

pour les casinos, du produit brut des jeux (machines à sous et jeux traditionnels).

### P. 2. AUTRES PRODUITS OPERATIONNELS

Ils comprennent les produits financiers sur les fonds structurellement mis à la disposition du métier des services.

Ils représentent des produits d'exploitation de ce métier et, cumulés avec le chiffre d'affaires comptable, forment le chiffre d'affaires opérationnel du Groupe.

### P. 3. RESULTAT BRUT D’EXPLOITATION

Le résultat brut d’exploitation comprend les revenus et charges d’exploitation. Ceci constitue donc un agrégat de gestion avant loyers, amortissements et provisions, résultat financier et impôts.

### P. 4. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (RGO)

Ce solde retrace les résultats des opérations et du financement des différents métiers du Groupe. Il intègre le résultat opérationnel, le résultat financier et la quote-part des résultats des activités mises en équivalence.

### P. 5. RESULTAT SUR LA GESTION DU PATRIMOINE HOTELIER

Le résultat sur la gestion du patrimoine hôtelier est constitué des plus ou moins-values de cession d’hôtels et des provisions sur actifs hôteliers conservés. Ces éléments récurrents dans la gestion de l’immobilier hôtelier ne sont pas directement liés à la gestion des opérations.

### P. 6. RESULTAT DE LA GESTION DES AUTRES ACTIFS

Le résultat de la gestion des autres actifs est constitué des plus ou moins-values de cession des autres actifs immobilisés hors patrimoine hôtelier, des provisions, et des pertes et gains non opérationnels. Ces éléments ne sont pas directement liés à la gestion courante.

### P. 7. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET D'IMPOT ET DE MINORITAIRES

Le résultat exceptionnel est significatif du caractère extraordinaire de certaines opérations dont la nature est inhabituelle et la fréquence faible. Il s'agit notamment de changements significatifs dans le portefeuille d'activités.

## P. 8. TABLEAU DE FINANCEMENT

Il est présenté selon la même structure que celle utilisée pour la gestion interne du Groupe et isole, d'une part, les ressources ou emplois de l'activité, et d'autre part les opérations de financement.

Les ressources ou emplois de l'activité incluent :

- la marge brute d'autofinancement d'exploitation courante après variation des impôts différés et plus-value de cession d'actifs ;
- les investissements sur actifs existants (IAE) dont l'objet est le maintien ou le renouvellement d'actifs existants au 1er janvier de chaque exercice et nécessaires à une exploitation normale ;
- les investissements de développement qui recouvrent les actifs immobilisés des filiales nouvellement consolidées par intégration globale ainsi que la constitution de nouveaux actifs ;
- les produits des cessions d'actifs ;
- la variation du besoin en fonds de roulement.

## Q. CALCUL DU RESULTAT PAR ACTION

Les règles et méthodes comptables employées pour le calcul du résultat net par action et du résultat net dilué par action, sont conformes à la norme IAS 33 ainsi qu'à l'avis n°27 de l'Ordre des Experts Comptables Français.

## NOTE 2. FAITS MARQUANTS ET CHANGEMENTS DE PERIMETRE

### A. CESSIONS

### A.1 CESSIONS DE MURS D'HOTELS SUIVIES DE CONTRATS DE LOCATION

En 2002, le Groupe a procédé aux cessions suivantes :

- 2 unités du pôle Haut et Milieu de gamme en Europe de l'Est (à Budapest et à Varsovie) pour une valeur de € 47 millions.
- 21 unités du pôle Economique (Ibis, Etap et Formule 1) en France, en Pologne et aux Pays-Bas pour une valeur de € 146 millions.
- 7 unités du pôle Haut et Milieu de gamme (6 Novotel et 1 Mercure) pour un montant de € 75 millions.
- 2 unités Suitehotel en France pour un montant de € 23 millions.

Au cours du premier semestre 2003, le Groupe a procédé aux cessions suivantes :

- 2 unités du pôle Haut et Milieu de gamme en France pour une valeur de € 9 millions.
- 5 unités en Hongrie pour € 88 millions.
- 1 unité du pôle économique au Royaume-Uni pour € 8 millions.

### A.2 CESSIONS D'HOTELS

Par ailleurs, Accor a été amené à se désengager de murs et de fonds de commerce d'hôtels pour respectivement € 94 millions en 2001, € 121 millions en 2002 et € 13 millions au cours du premier semestre 2003. Il s'agit essentiellement :

En 2002, le Groupe a procédé aux principales cessions suivantes :

- 2 unités du pôle Haut et Milieu de gamme à Londres pour un montant de € 83 millions.
- 1 unité du pôle économique à Montréal pour € 5 millions.

Au cours du premier semestre 2003, le Groupe a procédé aux cessions suivantes :

- 1 unité du pôle Haut et Milieu de gamme au Portugal pour € 3 millions.
- 1 unité du pôle économique en France pour € 3 millions.
- 1 unité du pôle économique aux Etats-Unis pour € 3 millions.

### A.3 PARTENARIAT ACCOR – COLONY CAPITAL DANS ACCOR CASINOS

Accor et le fonds d'investissement américain Colony Capital ont signé un accord visant à créer un groupe de casinos leader sur le marché européen. Cet accord s'est concrétisé par la prise de participation à 50% de Colony Capital dans Accor Casinos, dont 6% en 2001 et 44% en 2002, Accor demeurant l'opérateur industriel de la société.

La transaction a été réalisée sur la base d'une valeur d'entreprise de € 450 millions et a dégagé une plus-value nette après impôt de € 68 millions (cf. Note 13).

Il est par ailleurs précisé que dans le cadre de cette transaction, Accor a consenti à Colony Capital un prêt de € 80 millions (cf. note 17).

## B. DECISION D'INVESTISSEMENT

### B.1 ACQUISITION DE 20% DE ORBIS EN AOUT 2000, 5% EN 2001, 2,17% EN 2002 ET 2,17% EN 2003

Dans le cadre du programme de privatisation de l'Etat polonais, Accor a pris, en août 2000, une participation de 20% dans le capital du groupe hôtelier et touristique polonais Orbis pour un montant de € 81 millions.

Le groupe hôtelier Orbis, également présent dans les activités de voyages et de casinos, est leader sur le marché polonais avec 55 hôtels (10 439 chambres) situés dans les 25 plus grandes villes du pays. A partir de 2001, et suite à un programme de rénovation, ces hôtels sont exploités sous les marques du Groupe Accor.

En 2001, le Groupe a procédé à l'acquisition de 5% complémentaires, portant ainsi sa participation à 25%, pour un montant de € 12 millions.

En 2002, le Groupe a procédé à un rachat de minoritaires de 2,17% portant sa participation à 27,17%. Le montant de la transaction s'est élevé à € 4,7 millions.

De même, au cours du premier semestre 2003, le Groupe a procédé à un rachat de minoritaires de 2,17% (un million d'actions) portant sa participation à 29,34%, pour un montant de € 4,4 millions.

### B.2 PRISE DE PARTICIPATION DE 70% DANS GO VOYAGES

En 2000, Accor a acquis une première participation de 38,5% dans Go Voyages pour un prix de € 11,9 millions.

En 2002, Accor a réalisé un achat complémentaire de 21,5% du capital pour € 12,3 millions, portant ainsi sa participation à 60%.

Au premier semestre 2003, Accor a acquis une participation complémentaire de 10% du capital de Go Voyages pour un montant de € 7,2 millions, portant sa participation à 70%.

Go Voyages, grâce à la mise en place d'outils informatiques innovants est l'un des intervenants les plus actifs et les plus performants de la distribution de voyage et de tourisme d'affaires et de loisirs, en particulier sur Internet.

### B.3 PRISE DE PARTICIPATION DE ACCOR DANS DORINT AG A HAUTEUR DE 40,19%

Au cours du second semestre 2002, Accor a signé des accords avec le groupe hôtelier allemand Dorint AG et son principal actionnaire le Docteur Herbert Ebertz. Au terme de ces accords et après l'approbation des Autorités de la Concurrence de Bruxelles donnée fin décembre 2002. En décembre 2002, dans le cadre d'une augmentation de capital réalisée par Dorint AG, Accor SA a pris 16,79% du capital (en titres de participations). Par ailleurs, 13,21% du capital ont été mis dans un compte séquestre. Cette répartition correspond au traitement comptable au niveau de la société mère.

Dans les comptes consolidés qui ont été publiés après l'approbation des autorités de la Concurrence de Bruxelles, le compte séquestre a été considéré comme des titres externes et comptabilisé en « autres immobilisations financières » pour un montant de € 50 millions.

Ainsi, Accor, n'ayant eu aucune influence notable dans Dorint AG en 2002, n'a pas consolidé cette société en mise en équivalence au 31 décembre 2002.

De plus, entre 2008 et 2010, Accor aura la possibilité d'accroître sa participation de 25%, par l'exercice à sa convenance d'une option d'achat auprès du Docteur Herbert Ebertz. Enfin, il est précisé que dans le cadre de cette acquisition, Accor a été amené à consentir un prêt de € 30 millions au Docteur Herbert Ebertz et une garantie bancaire de € 25 millions à Dorint AG, pari passu avec le Docteur Herbert Ebertz. Le groupe Dorint exploite aujourd'hui 88 hôtels pour un total de 15 400 chambres.

Par ailleurs, le Directoire et le Conseil de Surveillance de Dorint AG ont approuvé la mise en place d'un partenariat stratégique avec le Groupe Accor basé sur des contrats de franchise et de commercialisation. Tous les hôtels Dorint seront cobrandés Dorint Sofitel, Dorint Novotel et Dorint Mercure. Les forces de vente et les équipes marketing de Dorint ont été intégrées au réseau Accor au 1er février 2003.

Depuis le 1er février 2003, Accor a consolidé par mise en équivalence le Groupe Dorint à hauteur de son pourcentage de détention sur la période, soit 30,29%. La quote-part de mise en équivalence des cinq mois d'activité de Dorint s'est élevée à € -4,3 millions.

Fin juin 2003, dans le cadre d'une augmentation de capital souscrite par Accor SA et le Docteur Herbert Ebertz, Accor a acquis 10,19% supplémentaire pour € 13,2 millions, portant sa participation à 40,19%.

### B.4 AUTRES INVESTISSEMENTS (CROISSANCE EXTERNE ET INTERNE)

En prenant en compte les opérations de croissance externe et organique, le Groupe a procédé, au cours du premier semestre 2003, à l'ouverture ou à l'acquisition de 77 hôtels, pour un total de 9 575 chambres. Par ailleurs, 44 hôtels ont été fermés sur la période, soit 3 915 chambres.

### B.4.A PARC HOTELIER PAR MARQUE ET MODE DE MANAGEMENT AU 30 JUIN 2003

Au 30 juin 2003, le parc hôtelier par marque et type de management se décompose comme suit :

| En nombre d'hôtels | Propriété | Location | Management | Franchise | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Sofitel | 30 | 42 | 77 | 10 | **159** |
| Novotel | 68 | 154 | 96 | 41 | **359** |
| Mercure | 60 | 197 | 199 | 230 | **686** |
| Ibis | 134 | 251 | 55 | 195 | **635** |
| Etap Hotel | 77 | 91 | 8 | 101 | **277** |
| Formule 1 | 219 | 135 | 1 | 15 | **370** |
| Red Roof | 100 | 156 | - | 94 | **350** |
| Motel 6 / Studio 6 | 235 | 489 | 1 | 142 | **867** |
| Autres | 6 | 14 | 47 | 92 | **159** |
| **Total** | **929** | **1 529** | **484** | **920** | **3 862** |
| *Total en %* | *24,1%* | *39,6%* | *12,5%* | *23,8%* | *100,0%* |

Au 30 juin 2003, le nombre de chambres par marque et type de management est le suivant :

| En nombre de chambres | Propriété | Location | Management | Franchise | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Sofitel | 5 168 | 9 566 | 15 564 | 2 247 | **32 545** |
| Novotel | 9 993 | 23 673 | 20 243 | 6 864 | **60 773** |
| Mercure | 6 909 | 26 583 | 24 520 | 21 693 | **79 705** |
| Ibis | 14 138 | 31 570 | 7 579 | 13 915 | **67 202** |
| Etap Hotel | 5 785 | 7 663 | 699 | 7 587 | **21 734** |
| Formule 1 | 15 891 | 10 556 | 103 | 1 004 | **27 554** |
| Red Roof | 12 004 | 17 770 | - | 8 421 | **38 195** |
| Motel 6 / Studio 6 | 25 805 | 55 577 | 59 | 9 793 | **91 234** |
| Autres | 927 | 2 027 | 8 454 | 16 117 | **27 525** |
| **Total** | **96 620** | **184 985** | **77 221** | **87 641** | **446 467** |
| *Total en %* | *21,6%* | *41,4%* | *17,4%* | *19,6%* | *100,0%* |

### B.4.B PARC HOTELIER PAR ZONE GEOGRAPHIQUE ET MODE DE MANAGEMENT AU 30 JUIN 2003

Au 30 juin 2003, le parc hôtelier par zone et type de management est le suivant :

| En nombre d'hôtels | Propriété | Location | Management | Franchise | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| France | 397 | 355 | 88 | 444 | **1 284** |
| Europe hors France | 136 | 432 | 53 | 213 | **834** |
| Amérique du Nord | 340 | 652 | 6 | 236 | **1 234** |
| Amérique Latine & Caraïbes | 23 | 17 | 95 | 11 | **146** |
| Autres pays | 33 | 73 | 242 | 16 | **364** |
| **Total** | **929** | **1 529** | **484** | **920** | **3 862** |
| *Total en %* | *24,1%* | *39,6%* | *12,5%* | *23,8%* | *100,0%* |

Au 30 juin 2003, le nombre de chambres par zone et type de management est le suivant :

| En nombre de chambres | Propriété | Location | Management | Franchise | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| France | 33 795 | 41 557 | 8 393 | 32 945 | **116 690** |
| Europe hors France | 15 744 | 55 379 | 7 996 | 32 526 | **111 645** |
| Amérique du Nord | 39 526 | 75 679 | 1 387 | 18 214 | **134 806** |
| Amérique Latine & Caraïbes | 3 497 | 2 909 | 12 676 | 1 249 | **20 331** |
| Autres pays | 4 058 | 9 461 | 46 769 | 2 707 | **62 995** |
| **Total** | **96 620** | **184 985** | **77 221** | **87 641** | **446 467** |
| *Total en %* | *21,6%* | *41,4%* | *17,4%* | *19,6%* | *100,0%* |

### B.4.C PARC HOTELIER PAR ZONE GEOGRAPHIQUE ET MARQUE AU 30 JUIN 2003

Au 30 juin 2003, le parc hôtelier par marque et zone est le suivant :

| En nombre d'hôtels | France | Europe (hors France) | Amérique du Nord | Amérique Latine & Caraïbes | Autres pays | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Sofitel | 38 | 31 | 11 | 18 | 61 | **159** |
| Novotel | 119 | 129 | 6 | 20 | 85 | **359** |
| Mercure | 287 | 227 | - | 79 | 93 | **686** |
| Ibis | 336 | 238 | - | 26 | 35 | **635** |
| Etap Hotel | 203 | 73 | - | - | 1 | **277** |
| Formule 1 | 285 | 44 | - | 1 | 40 | **370** |
| Red Roof | - | - | 350 | - | - | **350** |
| Motel 6 / Studio 6 | - | - | 867 | - | - | **867** |
| Autres | 16 | 92 | - | 2 | 49 | **159** |
| **Total** | **1 284** | **834** | **1 234** | **146** | **364** | **3 862** |
| *Total en %* | *33,2%* | *21,6%* | *32,0%* | *3,8%* | *9,4%* | *100,0%* |

Au 30 juin 2003, le nombre de chambres par marque et zone est le suivant :

| En nombre de chambres | France | Europe (hors France) | Amérique du Nord | Amérique Latine & Caraïbes | Autres pays | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Sofitel | 6 730 | 5 761 | 3 542 | 2 687 | 13 825 | **32 545** |
| Novotel | 15 094 | 22 243 | 1 835 | 3 369 | 18 232 | **60 773** |
| Mercure | 26 574 | 29 864 | - | 9 751 | 13 516 | **79 705** |
| Ibis | 29 627 | 28 613 | - | 3 762 | 5 200 | **67 202** |
| Etap Hotel | 15 509 | 6 106 | - | - | 119 | **21 734** |
| Formule 1 | 21 111 | 3 179 | - | 300 | 2 964 | **27 554** |
| Red Roof | - | - | 38 195 | - | - | **38 195** |
| Motel 6 / Studio 6 | - | - | 91 234 | - | - | **91 234** |
| Autres | 2 045 | 15 879 | - | 462 | 9 139 | **27 525** |
| **Total** | **116 690** | **111 645** | **134 806** | **20 331** | **62 995** | **446 467** |
| *Total en %* | *26,1%* | *25,0%* | *30,2%* | *4,6%* | *14,1%* | *100,0%* |

### B.4.D PROJET HOTELIER EN COURS AU 30 JUIN 2003

La perspective d'évolution du parc, en nombre de chambres, est la suivante :

| En nombre de chambres | Propriété | Location | Management | Franchise | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| 2nd semestre 2003 | 910 | 2 487 | 2 637 | 2 786 | **8 820** |
| 2004 | 4 020 | 4 474 | 3 770 | 2 660 | **14 924** |
| 2005 | 2 676 | 5 222 | 995 | 160 | **9 053** |
| 2006 | 771 | 946 | - | - | **1 717** |
| **Total** | **8 377** | **13 129** | **7 402** | **5 606** | **34 514** |

## NOTE 3 . ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES OPERATIONNEL PAR ZONE GEOGRAPHIQUE ET PAR METIER

Au 30 juin 2003, le chiffre d'affaires opérationnel des entités dont les revenus (redevances) ne sont pas spécifiques à une zone géographique, a été présenté sous la rubrique « Structures mondiales ».

| En € millions | France | Europe (hors France) | Amérique du Nord | Amérique Latine & Caraïbes | Autres pays | Structures mondiales | 30 juin 2003 | 30 juin 2002 Proforma (*) | 31 déc. 2002 Proforma (*) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **HÔTELLERIE** | **797** | **722** | **571** | **55** | **168** | **41** | **2 354** | **2 479** | **5 033** |
| Haut et mileu de gamme | 511 | 481 | 83 | 48 | 160 | 41 | **1 324** | **1 327** | **2 720** |
| Économique | 286 | 241 | - | 7 | 8 | - | **542** | **530** | **1 100** |
| Économique États-Unis | - | - | 487 | - | - | - | **487** | **622** | **1 213** |
| **SERVICES** | **46** | **90** | **6** | **82** | **7** | **1** | **231** | **254** | **482** |
| **Autres activités** | | | | | | | | | |
| Agences de voyages | 31 | 85 | 55 | 10 | 7 | 5 | **193** | **237** | **453** |
| Casinos | 92 | - | - | - | 2 | - | **94** | **148** | **242** |
| Restauration | 40 | 119 | - | 41 | 4 | - | **205** | **233** | **424** |
| Services à bord des trains | 77 | 56 | - | - | - | 1 | **134** | **138** | **284** |
| Holdings et Autres | 55 | 32 | - | 5 | - | 3 | **96** | **96** | **221** |
| **Total 30 juin 2003** | **1 139** | **1 104** | **632** | **194** | **187** | **51** | **3 306** | | |
| **Total 30 juin 2002 (*)** | **1 187** | **1 098** | **793** | **273** | **183** | **51** | | **3 585** | |
| **Total 31 décembre 2002 (*)** | **2 405** | **2 238** | **1 550** | **458** | **383** | **105** | | | **7 139** |

(*) Pour être comparable au chiffre d'affaires présenté en 2003, le chiffre d'affaires 2002 a été retraité. Les retraitements concernent principalement des réallocations de zones géographiques.

Le chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 2003 s'établit à € 3 306 millions contre € 3 585 millions au 30 juin 2002, soit une diminution de € 279 millions (-7,8%).

La diminution de -7,8% en données publiées se décompose de la façon suivante :

| | |
|---|---|
| ▪ activité (à périmètre et change constants) | -0,4% |
| ▪ développement | +3,9% |
| ▪ impact de change | -7,6% |
| ▪ cession d'actifs | -3,7% |
| Evolution du chiffre d'affaires premier semestre 2003 | -7,8% |

**Evolution du chiffre d'affaires par métier :**

| | Publié | A périmètre et change constants | |
|---|---|---|---|
| | | En € millions | % |
| HOTELLERIE | -5,0% | -42 | -1,7% |
| - Haut et Milieu de gamme | -0,2% | -23 | -1,7% |
| - Economique | +2,4% | +6 | +1,1% |
| - Economique Etats-Unis | -21,6% | -25 | -4,0% |
| SERVICES | -9,2% | +23 | +8,9% |
| **Autres Activités** | **-15,3%** | **+4** | **+0,5%** |
| - Agences de voyage | -18,7% | -20 | -8,2% |
| - Casinos | -36,4% | +2 | +1,4% |
| - Restauration | -12,2% | +19 | +8,4% |
| - Services à bord des trains | -2,4% | -2 | -1,9% |
| - Holding et Autres | -0,4% | +5 | +5,4% |
| Total Groupe | -7,8% | -15 | -0,4% |

**Evolution du chiffre d'affaires par zone géographique :**

| | Publié | A périmètre et change constants | |
|---|---|---|---|
| | | En € millions | % |
| - France | -4,1% | +7 | +0,6% |
| - Europe (hors France) | +0,5% | -19 | -1,8% |
| - Amérique du Nord | -20,3% | -36 | -4,5% |
| - Amérique Latine et Caraïbes | -29,0% | +34 | +12,4% |
| - Autres pays | +2,2% | -4 | -2,1% |
| - Structures Mondiales | +0,4% | +3 | +5,4% |
| Total Groupe | -7,8% | -15 | -0,4% |

## NOTE 4. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION PAR METIER ET ZONE GEOGRAPHIQUE

| En € millions | France | Europe (hors France) | Amérique du Nord | Amérique Latine & Caraïbes | Autres pays | Structures mondiales (1) | 30 juin 2003 | 30 juin 2002 | 31 déc. 2002 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **HÔTELLERIE** | **214** | **217** | **180** | **6** | **35** | **7** | **659** | **745** | **1 583** |
| Haut et mileu de gamme | 133 | 129 | 11 | 4 | 32 | (4) | **305** | **330** | **719** |
| Économique | 81 | 88 | - | 2 | 3 | 11 | **185** | **184** | **400** |
| Économique États-Unis | - | - | 169 | - | - | - | **169** | **231** | **464** |
| **SERVICES** | **13** | **47** | **-** | **32** | **-** | **(4)** | **88** | **105** | **202** |
| **Autres activités** | | | | | | | | | |
| Agences de voyages | 1 | 11 | 9 | (1) | 1 | 4 | **25** | **33** | **59** |
| Casinos | 13 | - | - | - | 1 | - | **14** | **24** | **41** |
| Restauration | 3 | 10 | - | 1 | - | - | **14** | **15** | **31** |
| Services à bord des trains | 3 | 3 | - | - | - | - | **6** | **4** | **15** |
| Holdings et Autres | (5) | 15 | - | (1) | - | 2 | **11** | **7** | **5** |
| **Total 30 juin 2003** | **242** | **303** | **189** | **37** | **37** | **9** | **817** | | |
| **Total 30 juin 2002** | **258** | **318** | **256** | **57** | **41** | **3** | | **933** | |
| **Total 31 décembre 2002** | **567** | **648** | **511** | **96** | **90** | **24** | | | **1 936** |

(1) le résultat brut d'exploitation des entités dont les coûts et les revenus (redevances) ne sont pas spécifiques à une zone géographique a été présenté sous la rubrique « Structures mondiales ».

Le résultat brut d'exploitation consolidé 30 juin 2003 s'établit à € 817 millions, contre € 933 millions au 30 juin 2002, soit une diminution de 12,5% ( € 116 millions).

Cette diminution s'analyse comme suit :

| | | |
|---|---|---|
| activité (à périmètre et change constants) | -51 | -5,5% |
| développement | +26 | +2,8% |
| impact de change | -76 | -8,2% |
| cession d'actifs | -15 | -1,6% |
| Evolution du résultat brut d'exploitation premier semestre 2003 | -116 | -12,5% |

**Evolution du résultat brut d'exploitation par métier :**

| En € millions | Publié | A périmètre et change constants |
|---|---|---|
| **HOTELLERIE** | **-86** | **-53** |
| - Haut et Milieu de gamme | -25 | -30 |
| - Economique | +1 | +1 |
| - Economique Etats-Unis | -62 | -24 |
| **SERVICES** | **-17** | **+5** |
| **Autres Activités** | **-13** | **-3** |
| - Agences de voyage | -8 | -6 |
| - Casinos | -10 | -1 |
| - Restauration | -1 | - |
| - Services à bord des trains | +2 | +1 |
| - Holding et Autres | +4 | +3 |
| **Total Groupe** | **-116** | **-51** |

**Evolution du résultat brut d'exploitation par zone géographique :**

| En € millions | Publié | A périmètre et change constants |
|---|---|---|
| - France | -16 | -5 |
| - Europe (hors France) | -15 | -21 |
| - Amérique du Nord | -67 | -26 |
| - Amérique Latine & Caraïbes | -20 | +1 |
| - Autres pays | -4 | -8 |
| - Structures Mondiales | +6 | +8 |
| **Total Groupe** | **-116** | **-51** |

## NOTE 5. LOYERS OPERATIONNELS

Les loyers sont respectivement de € 365 millions au 30 juin 2002 et de € 366 millions au 30 juin 2003.

Conformément aux principes détaillés en Note 1.D.3, ces charges de loyers sont uniquement relatives à des contrats de location opérationnelle (operating lease), les autres locations étant capitalisées au bilan et figurant au passif pour un montant de € 162 millions (cf. Note 27).

Quel que soit le profil de décaissement des loyers opérationnels, la charge totale qui en résulte est linéarisée et indexée sur la base d'indices du type indice construction INSEE en France, de manière à constater une charge économiquement constante. La plupart de ces contrats ont été conclus pour des durées excédant la pratique commerciale française de neuf ans avec notamment l'objectif de protéger Accor contre l'absence de propriété commerciale reconnue dans certains pays.

Il est précisé qu'il n'existe aucune clause dans les contrats de location permettant au propriétaire d'exiger un paiement par anticipation des loyers (relatif à la dégradation de la notation de Accor – rating – ou pour d'autres causes) ; par ailleurs, il n'existe aucune clause de « défaillance croisée » (cross default) avec les financements consentis au groupe Accor.

Les charges annualisées de **loyers non actualisés** s'analysent comme suit:

| En € millions | 2002 | 2003 |
|---|---|---|
| Haut et mileu de gamme | (357) | (375) |
| Économique | (131) | (150) |
| Économique Etats Unis | (189) | (166) |
| Autres métiers | (49) | (41) |
| **Total** | **(726)** | **(732)** |

L'échéancier détaillant les engagements minimums de **loyers non actualisés** à partir de janvier 2004 est le suivant :

| Années | En € millions |
|---|---|
| 2004 | (738) |
| 2005 | (739) |
| 2006 | (741) |
| 2007 | (745) |
| 2008 | (734) |
| 2009 | (722) |
| 2010 | (711) |
| 2011 | (702) |
| 2012 | (694) |
| 2013 | (687) |
| 2014 | (681) |

| Années | En € millions |
|---|---|
| 2015 | (675) |
| 2016 | (671) |
| 2017 | (668) |
| 2018 | (666) |
| 2019 | (549) |
| 2020 | (458) |
| 2021 | (386) |
| 2022 | (328) |
| 2023 | (281) |
| > 2023 | (1 116) |
| **Total** | **(13 692)** |

## NOTE 6. DETAIL DES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

| En € millions | 2002 | 1er sem. 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|
| Amortissements | (449) | (227) | (218) |
| Provisions | (6) | (16) | (10) |
| **Total** | **(455)** | **(243)** | **(228)** |

## NOTE 7. RESULTAT OPERATIONNEL PAR METIER ET ZONE GEOGRAPHIQUE

| En € millions | France | Europe (hors France) | Amérique du Nord | Amérique Latine & Caraïbes | Autres pays | Structures mondiales (1) | 30 juin 2003 | 30 juin 2002 | 31 déc. 2002 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **HÔTELLERIE** | **77** | **29** | **22** | **(1)** | **1** | **-** | **128** | **213** | **518** |
| Haut et mileu de gamme | 42 | 9 | (14) | (2) | - | (12) | **23** | **62** | **172** |
| Économique | 35 | 20 | - | 1 | 1 | 12 | **69** | **78** | **184** |
| Économique États-Unis | - | - | 36 | - | - | - | **36** | **73** | **162** |
| **SERVICES** | **11** | **43** | **-** | **28** | **(1)** | **(6)** | **75** | **90** | **177** |
| **Autres activités** | | | | | | | | | |
| Agences de voyages | (1) | 5 | 1 | (1) | - | 4 | **8** | **11** | **20** |
| Casinos | 8 | - | - | - | 1 | - | **9** | **17** | **30** |
| Restauration | 1 | 7 | - | - | - | - | **8** | **8** | **15** |
| Services à bord des trains | (1) | 2 | - | - | - | - | **1** | **1** | **7** |
| Holdings et Autres | (5) | 1 | - | (3) | - | 1 | **(6)** | **(15)** | **(12)** |
| **Total 30 juin 2003** | **90** | **87** | **23** | **23** | **1** | **(1)** | **223** | | |
| **Total 30 juin 2002** | **106** | **119** | **63** | **40** | **4** | **(7)** | | **325** | |
| **Total 31 décembre 2002** | **262** | **261** | **139** | **66** | **17** | **10** | | | **755** |

(1) le résultat opérationnel des entités dont les coûts et les revenus (redevances) ne sont pas spécifiques à une zone géographique a été présenté sous la rubrique « Structures mondiales ».

Le résultat opérationnel consolidé au 30 juin 2003 s'établit à € 223 millions contre € 325 millions au 30 juin 2002 , soit une diminution de 31,3%, soit € 102 millions. Cette évolution s'analyse comme suit :

| | |
|---|---|
| activité (à périmètre et change constants) | -57 |
| développement | -5 |
| impact de change | -25 |
| cession d'actifs | -15 |
| **Evolution du résultat opérationnel premier semestre 2003** | **-102** |

**EVOLUTION DU RESULTAT OPERATIONNEL PAR METIER :**

| En € millions | Publié | A périmètre et change constants |
|---|---|---|
| HOTELLERIE | -85 | -63 |
| - Haut et Milieu de gamme | -39 | -32 |
| - Economique | -9 | -2 |
| - Economique Etats-Unis | -37 | -29 |
| SERVICES | -15 | +6 |
| Autres Activités | -2 | 0 |
| - Agences de voyage | -3 | -3 |
| - Casinos | -8 | -2 |
| - Restauration | - | - |
| - Services à bord des trains | - | +1 |
| - Holding et Autres | +9 | +4 |
| **Total Groupe** | **-102** | **-57** |

**Evolution du résultat opérationnel par zone géographique :**

| En € millions | Publié | A périmètre et change constants |
|---|---|---|
| - France | -16 | -5 |
| - Europe (hors France) | -32 | -21 |
| - Amérique du Nord | -40 | -32 |
| - Amérique Latine & Caraïbes | -17 | - |
| - Autres pays | -3 | -6 |
| - Structures Mondiales | +6 | +7 |
| **Total Groupe** | **-102** | **-57** |

## NOTE 8. RESULTAT FINANCIER

| En € millions | 2002 | 1er sem. 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|
| Intérêts financiers | (106) | (60) | (36) |
| Autres revenus et charges financières | 40 | 34 | 3 |
| **Résultat financier** | **(66)** | **(26)** | **(33)** |

Le détail des "Autres revenus et charges financières" se décompose comme suit :

| En € millions | 2002 | 1er sem. 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|
| - Dividendes perçus des sociétés non consolidées et sur Valeurs Mobilières de Placement | 9 | 8 | 13 |
| - Gains et pertes de change (*) | 44 | 29 | (2) |
| - Autres (dotations) / reprises de provisions financières (**) | (13) | (3) | (8) |
| **Total "Autres revenus et charges financières"** | **40** | **34** | **3** |

(*) En 2002, le gain de change a été réalisé essentiellement sur des opérations en capital aux Etats-Unis pour un montant de € 27 millions. Les autres gains de change ont pour principale origine l'Amérique Latine.

(**) En 2003, ce poste comprend la dotation sur prime de remboursement sur l'obligation OCEANE pour un montant de € -6,3 millions.

## NOTE 9. QUOTE-PART DES MISES EN EQUIVALENCE

Les principales contributions s'analysent comme suit :

| En € millions | 2002 | 1er sem. 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|
| Orbis (Hôtellerie Pologne) (Note 2.B.1) | 5 | 2 | 3 |
| Hôtels ABC (hôtel Demeure / Libertel) | (2) | (1) | (2) |
| Société Hôtelière des Casinos de Deauville | 8 | 1 | 0 |
| Fonds d'investissement Tunisie & Maroc (STI et RISMA) | (4) | (3) | (3) |
| Dorint (Hôtellerie Allemagne) (Note 2.B.3) | - | - | (4) |
| Autres | 7 | 5 | (4) |
| **Quote-part du résultat avant impôt** | **14** | **4** | **(10)** |

## NOTE 10. RESULTAT DE LA GESTION DU PATRIMOINE HOTELIER

| En € millions | 2002 | 1er sem. 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|
| Plus ou moins-value de cession | 84 | 20 | 44 |
| Provisions sur actifs hôteliers (Cf. Note 1. D. 5.) | (30) | (3) | (4) |
| **Total** | **54** | **17** | **40** |

Au 31 décembre 2002, le résultat de la gestion du patrimoine hôtelier comprend :

- Des plus-values sur la cession de murs d'hôtels, principalement en Europe de l'Est pour € 28 millions, en France pour € 29 millions et aux Pays-Bas pour € 29 millions.
- Des provisions pour € 30 millions sur des actifs dont la valeur d'utilité ou la valeur de marché (en cas de cession probable de l'actif) a été jugée inférieure à la valeur nette comptable. Les principaux actifs ayant fait l'objet de ces dépréciations sont localisés aux Etats-Unis, aux Antilles françaises et en Jordanie.

Au 30 juin 2003, le résultat de la gestion du patrimoine hôtelier comprend :

- Une plus-value de € 41 millions sur la cession de cinq hôtels en Hongrie.
- Des provisions pour € 4 millions sur des actifs dont la valeur d'utilité ou la valeur de marché (en cas de cession probable de l'actif) a été jugée inférieure à la valeur nette comptable. Le principal actif ayant fait l'objet de ces dépréciations est localisé aux Etats-Unis.

## NOTE 11. RESULTAT DE LA GESTION DES AUTRES ACTIFS

| En € millions | 2002 | 1er sem. 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|
| Plus ou moins-value de cession | (3) | 16 | 53 |
| Provisions | 12 | 16 | (13) |
| Gains/ (pertes) non opérationnels | (39) | (27) | (34) |
| **Total** | **(30)** | **5** | **6** |

Au 31 décembre 2002, les plus-values de cession comprennent principalement un gain sur la vente de trois sociétés de Tour Operator en Europe (€ 12 millions), ainsi qu'une provision de € -18 millions sur les titres Granada.

Le montant de € 12 millions du poste « Provisions » comprend d'une part des reprises de provisions sur différents risques et litiges à hauteur de € 29 millions faisant l'objet au 31 décembre 2002 d'une constatation de « pertes non opérationnelles » pour un montant équivalent, et d'autre part des dotations aux provisions, nettes de reprises, pour différents litiges ou risques pour € -17 millions.

Au 31 décembre 2002, le montant de € -39 millions du poste « pertes non opérationnelles » comprend, outre le montant de € -29 millions sus-visé, une perte de € -6 millions sur l'arrêt de l'activité « Cesta Ticket » au Brésil.

Au 30 juin 2003, les plus-values de cession sont essentiellement composées d'une plus-value sur vente de titres Accor pour un montant de € 50 millions.

Le poste « provisions » comprend notamment des provisions pour restructuration de l'activité « Tour Operator » d'Accor pour € 9 millions et une provision pour risque de € 6 millions pour un litige en Italie.

Le poste « Gains et pertes non opérationnels » comprend notamment des coûts de restructuration pour € 8 millions.

## NOTE 12. IMPOTS SUR LES BENEFICES

### NOTE 12.1. CHARGE D'IMPOT DE L'EXERCICE (HORS EXCEPTIONNEL)

| En € millions | 2002 | 1er sem. 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|
| Impôts courants et provisions impôts sociétés | (196) | (83) | (48) |
| Impôts différés | (30) | (25) | (4) |
| Impôts des sociétés mises en équivalence | (8) | (3) | (3) |
| **Total** | **(234)** | **(111)** | **(55)** |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Résultat courant avant impôt et sur gestion du patrimoine hôtelier | 757 | 320 | 220 |
| Charge d'impôt du Groupe | (234) | (111) | (55) |
| **Taux facial d'impôt du Groupe rapporté au résultat courant** | **31,0%** | **34,7%** | **25,0%** |

## NOTE 12.2. TAUX EFFECTIF D'IMPOT

| En € millions | 2002 | 1er sem. 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|
| Résultat courant avant impôt | 703 | 303 | 180 |
| Résultat de la gestion du patrimoine hôtelier | 54 | 17 | 40 |
| Résultat de la gestion des autres actifs | (30) | 5 | 6 |
| Amortissement des écarts d'acquisition | (109) | (50) | (49) |
| **Résultat avant impôt** | **618** | **275** | **177** |
| Amortissement des écarts d'acquisition | 109 | 50 | 49 |
| Elimination de plus-values internes | 13 | - | - |
| Dépréciation d'actifs non déductibles | 5 | - | - |
| Autres | 11 | 13 | 68 |
| **Total des différences permanentes (charges non déductibles)** | **138** | **63** | **117** |
| **Résultat non taxé ou taxé à taux réduit** (1) | **(138)** | **(103)** | **(129)** |
| **Résultat taxable au taux courant** | **618** | **235** | **165** |
| Taux courant d'impôt en France | 35,43% | 35,43% | 35,43% |
| **Impôt (théorique) au taux courant français** | **(219)** | **(83)** | **(58)** |
| Effets sur l'impôt théorique : | | | |
| . du différentiel de taux courant des pays étrangers | 8 | 4 | 5 |
| . des pertes fiscales de l'exercice non utilisées | (42) | (15) | (38) |
| . de l'utilisation des pertes fiscales des exercices antérieurs | 5 | 4 | 4 |
| . des actifs d'impôt sur différences temporaires non constatés antérieurement | - | - | (1) |
| . autres | 31 | (16) | 37 |
| **Total** | **2** | **(23)** | **7** |
| **Impôt au taux courant** | **(217)** | **(106)** | **(52)** |
| **Impôt au taux réduit** | **(17)** | **(5)** | **(3)** |
| **Charge d'impôt du Groupe** | **(234)** | **(111)** | **(55)** |
| Résultat courant avant impôt et sur gestion du patrimoine hôtelier | 757 | 320 | 220 |
| Charge d'impôt du Groupe | (234) | (111) | (55) |
| **Taux facial d'impôt du Groupe rapporté au résultat courant** | **31,0%** | **34,7%** | **25,0%** |

(1) Essentiellement des plus-values de cession d'actifs (dont € 50 millions sur cessions de titres Accor).

## NOTE 12.3. DETAIL DES IMPOTS DIFFERES ACTIFS ET PASSIFS AU BILAN

| En € millions | 2002 | 1er sem. 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|
| Impôts différés actifs | 60 | 69 | 83 |
| Impôts différés passifs | (264) | (275) | (296) |
| **Impôts différés nets** (1) | **(204)** | **(206)** | **(213)** |

(1) La ventilation des impôts différés est détaillée comme suit :

| En € millions | 2002 | 1er sem. 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|
| Impôts différés provenant de la différence temporaire entre le résultat fiscal et le résultat social | (40) | (25) | (46) |
| Impôts différés provenant de la différence temporaire entre le résultat consolidé et le résultat social | (197) | (193) | (185) |
| Impôts différés sur déficits | 33 | 12 | 18 |
| **Impôts différés nets** | **(204)** | **(206)** | **(213)** |

## NOTE 12.4. IMPOTS DIFFERES ACTIFS NON COMPTABILISES

Au 30 juin 2003, le montant des impôts différés actifs non comptabilisés s'élève à € 143 millions. Pour mémoire, au 30 juin 2002, le montant des impôts différés actifs non comptabilisés s'élevait à € 118 millions, et à € 125 millions au 31 décembre 2002.

## NOTE 13. RESULTAT EXCEPTIONNEL (NET D'IMPOT ET DE MINORITAIRES)

| En € millions | 2002 | 1er sem. 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|
| Résultat exceptionnel | 68 | 70 | - |

En 2002, le résultat exceptionnel prend en compte une plus-value après impôt de € 68 millions relative à la cession à Colony Capital de 44% d'Accor Casinos (cf. note 2.A.3).

## NOTE 14. ECARTS D'ACQUISITION

| En € millions | 1er sem. 2002 | 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|
| Valeurs brutes | 2 227 | 2 241 | 2 384 |
| Amortissements cumulés et provisions | (516) | (562) | (593) |
| **Total en valeur nette** | **1 711** | **1 679** | **1 791** |

| En € millions | | 1er sem. 2002 | 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|---|
| Motel 6 | (40 ans) | 302 | 285 | 261 |
| Hôtellerie Haut et milieu de gamme France | (40 ans) | 204 | 209 | 216 |
| Agences de voyages | (20 ans) | 206 | 198 | 188 |
| Hôtellerie Australie / Pacifique | (40 ans) | 177 | 181 | 182 |
| Red Roof Inns | (40 ans) | 207 | 194 | 176 |
| Hôtellerie Économique (hors Motel 6 et Red Roof Inns) | (40 ans) | 118 | 109 | 106 |
| Casinos (Accor Casinos et filiales) | (20 ans) | 96 | 108 | 104 |
| Hôtellerie Allemagne (Dorint) | (20 ans) | - | - | 91 |
| Hôtellerie Asie | (20 ans) | 82 | 78 | 73 |
| Hôtellerie Pologne (Orbis) | (40 ans) | 17 | 37 | 34 |
| Hôtellerie Hongrie (Pannonia) | (40 ans) | 31 | 31 | 31 |
| Société des Hôtels et Casinos de Deauville | (40 ans) | 28 | 27 | 27 |
| Go Voyages | (20 ans) | 21 | 20 | 27 |
| Services Mexique (Dicasa) | (40 ans) | - | - | 24 |
| Hôtellerie Egypte (Gezirah) | (28 ans) | - | - | 19 |
| Lenôtre | (20 ans) | 16 | 15 | 14 |
| Contrat Ferroviaire France | (7 ans) | 10 | 9 | 8 |
| Ticket Restaurant Brésil (Apetik) | (40 ans) | 6 | 5 | 5 |
| Autres (inférieurs à M€ 6) | | 190 | 173 | 205 |
| **Total en valeur nette** | | **1 711** | **1 679** | **1 791** |

La variation des écarts d'acquisition nets sur la période considérée s'analyse comme suit :

| En € millions | 1er sem. 2002 | 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|
| **Valeur nette au 1er janvier** | **1 879** | **1 879** | **1 679** |
| **Augmentation de la valeur brute et impact des entrées de périmètre** | **45** | **126** | **102** |
| . Hôtellerie Allemagne (Dorint) | - | - | 43 |
| . Services Mexique (Dicasa) | - | - | 26 |
| . Hôtellerie Haut et Milieu de Gamme France (Bellaplaine) | - | - | 3 |
| . Go Voyages (cf. note 2.B.3) | 12 | 11 | 6 |
| . Accor Services Roumanie | - | - | 4 |
| . Hôtellerie Pologne (Hekon et Orbis - Cf. Note 2.B.1) | 4 | 25 | - |
| . Casino le Touquet | - | 14 | - |
| . Hôtellerie Asie | 14 | 12 | - |
| . Hôtellerie France Haut et milieu de gamme (Fonds de commerce 4* à Paris) | - | 12 | - |
| . Accor Services | - | 9 | - |
| . Hôtellerie Israël | 4 | 5 | - |
| . Hôtellerie économique France | 2 | 4 | - |
| . Autres | 9 | 34 | 20 |
| **Cessions de l'exercice** | **(96)** | **(28)** | **(2)** |
| . Accor Casinos (cf. note 2.A.3) | (93) | (23) | - |
| . Agences de voyages | - | - | (2) |
| . Autres | (3) | (5) | - |
| **Dotations aux amortissements** | **(50)** | **(111)** | **(49)** |
| **Différence de traduction** | **(83)** | **(116)** | **(34)** |
| **Reclassements et autres variations** | **16** | **(71)** | **95** |
| **Valeur nette fin de période** | **1 711** | **1 679** | **1 791** |

## NOTE 15. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

| En € millions | | 1er sem. 2002 | 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|---|
| Marque Motel 6 | (1) | 201 | 191 | 176 |
| Marque Red Roof Inns | (1) | 120 | 114 | 105 |
| Frais d'établissement | | 15 | 17 | 16 |
| Autres marques et réseaux | | 11 | 12 | 12 |
| Parts de marché services à bord des trains | | 75 | 75 | 75 |
| Autres immobilisations incorporelles | | 233 | 259 | 248 |
| **Total valeurs brutes** | | **655** | **668** | **632** |
| Amortissements et provisions cumulés | (2) | (180) | (189) | (207) |
| **Valeurs nettes** | | **475** | **479** | **425** |

(1) Les variations des marques Motel 6 et Red Roof Inns s'expliquent par l'évolution des taux de clôture USD contre EURO (31 décembre 2002 : 1,0487– 30 juin 2003 : 1,1427).

(2) Les actifs incorporels destinés à être cédés font l'objet de provisions pour risques lorsque leur valeur de marché estimée est inférieure à leur valeur comptable.

## NOTE 16. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

| En € millions | 1er sem. 2002 | 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|
| Terrains | 563 | 550 | 537 |
| Constructions | 3 292 | 3 157 | 3 089 |
| Agencements | 1 170 | 1 217 | 1 291 |
| Matériels et mobiliers | 1 665 | 1 674 | 1 656 |
| Immobilisations en cours | 431 | 332 | 296 |
| **Total valeurs brutes** | **7 121** | **6 930** | **6 869** |
| Amortissements, dépréciations et provisions cumulés | (2 393) | (2 409) | (2 494) |
| **Valeurs nettes** | **4 728** | **4 521** | **4 375** |

La variation des immobilisations nettes sur la période considérée s'analyse comme suit :

| En € millions | 1er sem. 2002 | 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|
| **Valeurs nettes au 1er janvier** | **5 026** | **5 026** | **4 521** |
| Entrées de périmètre | 4 | 4 | 59 |
| Cessions | (197) | (403) | (79) |
| Investissements de la période | 435 | 746 | 252 |
| Dotations aux amortissements | (201) | (398) | (190) |
| Différence de conversion | (322) | (433) | (169) |
| Reclassements | (17) | (21) | (19) |
| **Valeurs nettes à fin de période** | **4 728** | **4 521** | **4 375** |

Au 30 juin 2003, les immobilisations en crédit-bail retraitées dans le bilan s'élèvent à € 471 millions en valeurs nettes, contre € 489 millions au 31 décembre 2002, et se répartissent comme suit :

| En € millions | 1er sem. 2002 | 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|
| Terrains et constructions | 662 | 605 | 581 |
| Agencements, matériels et mobiliers | 6 | 70 | 65 |
| **Valeurs brutes** | **668** | **675** | **646** |
| Amortissements et provisions | (196) | (186) | (175) |
| **Valeurs nettes** | **472** | **489** | **471** |

## NOTE 17. PRETS LONG TERME

| En € millions | | 1er sem. 2002 | 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|---|
| Colony Capital | (1) | 80 | 80 | 86 |
| Hôtellerie Asie-Pacifique | (2) | 79 | 60 | 76 |
| Société ABC (hôtels Demeure / Libertel) | (3) | 57 | 58 | 70 |
| Hôtellerie Royaume-Uni | | 32 | 41 | 27 |
| Hôtellerie Allemagne | (4) | - | 30 | 30 |
| Hôtellerie Etats-Unis / Canada | | 31 | 29 | 28 |
| Hôtellerie Pays-Bas | | 28 | 28 | 28 |
| Front de Seine Participations (Novotel Tour Eiffel) | | 21 | 22 | 23 |
| Financière Courtepaille | | 20 | 20 | 21 |
| Autres | | 58 | 61 | 53 |
| **Total** | | **406** | **429** | **442** |

(1) Dans le cadre de la cession de 50% d'Accor Casinos, Accor a consenti un prêt de € 80 millions à Colony Capital. Les intérêts sur ce prêt ont été capitalisés et seront payés à échéance du prêt.

(2) Le montant des prêts accordés à Tahl au 30 juin 2003 s'élève à € 59 millions.

(3) En partenariat avec deux fonds d'investissements américains, Accor a acquis en décembre 1999 le pôle hôtelier de la CGIS, filiale de Vivendi. Le parc hôtelier ainsi repris comprend 41 hôtels Libertel et 8 hôtels Sofitel Demeure (soit un total de 3 240 chambres).

Détenu à 30% par le Groupe, le véhicule d'acquisition de ces hôtels (ABC hôtels) a concomitamment conclu des contrats de management avec Accor. Par ailleurs, Accor a prêté une somme de € 55 millions à la société ABC.

(4) Description de l'opération en Note 2.B.3.

## NOTE 18. TITRES MIS EN EQUIVALENCE

| En € millions | | 1er sem. 2002 | 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|---|
| Orbis (Hôtellerie Pologne) (Note 2.B.1.) | (1) | 85 | 79 | 75 |
| Société Hôtelière des Casinos de Deauville | (2) | 34 | 38 | 37 |
| Fonds d'investissement Maroc (RISMA) | (3) | 20 | 21 | 17 |
| Filiales Accor Asie - Pacifique | | 34 | 36 | 34 |
| Hôtels ABC (hôtel Demeure / Libertel) | (4) | 12 | 10 | 5 |
| Sofitel Paris Le Faubourg | | 9 | 9 | 9 |
| Fonds d'investissement hôtellerie Israël | | - | 6 | 6 |
| Fonds d'investissement Tunisie (STI) | (5) | 6 | 6 | 3 |
| Société Hôtelière Paris Les Halles (SHPH) | (6) | 6 | 5 | 4 |
| Sofitel Londres St James (Hôtellerie UK) | | 6 | 5 | 4 |
| Novotel Paris Tour Eiffel | (7) | 4 | 4 | 2 |
| Dorint (Hôtellerie Allemagne) | (8) | - | - | (30) |
| Autres | | 38 | 29 | 37 |
| **Total** | | **254** | **249** | **203** |

(1) Les comptes de Orbis sont les suivants :

| Orbis (En € millions) | 1er sem. 2002 | 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires | 81 | 157 | 63 |
| Résultat Net | 2 | 13 | 7 |
| Trésorerie / (Dette) Nette | (18) | 40 | (6) |
| Montant des capitaux propres | 289 | 292 | 256 |
| Fraction de capital détenu | 27,17% | 27,17% | 29,34% |

(2) Les comptes de la Société Hôtelière des Casinos de Deauville se détaillent de la manière suivante :

| SHCD (En € millions) | 1er sem. 2002 | 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires | 85 | 199 | 89 |
| Résultat Net | 2 | 14 | 1 |
| Trésorerie / (Dette) Nette | (43) | (36) | (50) |
| Montant des capitaux propres | 96 | 108 | 107 |
| Fraction de capital détenu | 34,90% | 34,90% | 34,90% |

(3) Les comptes du fonds d'investissement hôtelier au Maroc (Risma) se détaillent comme suit :

| Risma (En € millions) | 1er sem. 2002 | 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires | 18 | 40 | 21 |
| Résultat Net | (2) | (5) | (4) |
| Trésorerie / (Dette) Nette | (30) | (37) | (40) |
| Montant des capitaux propres | 41 | 47 | 37 |
| Fraction de capital détenu | 45,29% | 45,29% | 45,29% |

(4) Les comptes de la société ABC détenant les hôtels Demeure (Sofitel) et Libertel détenus en partenariat entre Accor, Blackstone et Colony sont les suivants :

| Hôtel ABC (hôtel Demeure / Libertel) (En € millions) | 1er sem. 2002 | 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires | 60 | 122 | 43 |
| Résultat Net | (5) | (10) | (8) |
| Trésorerie / (Dette) Nette | N/A | (368) | N/A |
| Montant des capitaux propres | 39 | 34 | 16 |
| Fraction de capital détenu | 30,00% | 30,00% | 30,00% |

(5) Les comptes du fonds d'investissement hôtelier en Tunisie (Tanit) se détaillent comme suit :

| TANIT (En € millions) | 1er sem. 2002 | 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires | 7 | 20 | 6 |
| Résultat Net | (5) | (5) | (5) |
| Trésorerie / (Dette) Nette | (0) | (1) | (4) |
| Montant des capitaux propres | 16 | 16 | 10 |
| Fraction de capital détenu | 31,19% | 31,19% | 31,19% |

(6) Les comptes de la Société Hôtelière Paris les Halles se décomposent comme suit :

| SHPH (En € millions) | 1er sem. 2002 | 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires | 29 | 46 | 25 |
| Résultat Net | 1 | 2 | (2) |
| Trésorerie / (Dette) Nette | N/A | (102) | (110) |
| Montant des capitaux propres | 20 | 17 | 14 |
| Fraction de capital détenu | 31,19% | 31,19% | 31,19% |

(7) Les principaux indicateurs financiers de la société Front de Seine Participation, détenant le Novotel Tour Eiffel, sont les suivants :

| Novotel Tour Eiffel (En € millions) | 1er sem. 2002 | 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires | 16 | 33 | 12 |
| Résultat Net | (3) | (3) | (5) |
| Trésorerie / (Dette) Nette | (108) | (113) | (114) |
| Montant des capitaux propres | 11 | 10 | 5 |
| Fraction de capital détenu | 40,00% | 40,00% | 40,00% |

(8) Les principaux indicateurs financiers de Dorint AG depuis la première consolidation sont les suivants :

| DORINT (En € millions) | 1er sem. 2002 | 2002 | 1er sem. 2003 (5 mois) |
|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires | - | - | 188 |
| Résultat Net | - | - | (14) |
| Trésorerie / (Dette) Nette | - | - | (37) |
| Fraction de capital détenu | | | 40,19% |

(voir Note 2.B.3)

## NOTE 19. AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

| En € millions | 1er sem. 2002 | 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|
| Titres de participation | 352 | 412 | 307 |
| Dépôts et cautionnements | 114 | 112 | 110 |
| **Total valeurs brutes** | **466** | **524** | **417** |
| Provisions pour dépréciation | (36) | (37) | (38) |
| **Valeurs nettes** | **430** | **487** | **379** |

Les principaux titres et dépôts non consolidés sont les suivants :

| En € millions | | 1er sem. 2002 | 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|---|
| Compass Group | (1) | 205 | 204 | 204 |
| Hôtellerie Allemagne | (2) | 22 | 50 | - |
| Hôtel El Gezirah Le Caire | (3) | - | 42 | - |
| Autres participations et dépôts | | 203 | 191 | 175 |
| **Valeurs nettes** | | **430** | **487** | **379** |

(1) En mars 1999, le Groupe a émis des obligations échangeables en actions Compass/Granada. Cette transaction formalisait l'intention du Groupe de céder la totalité de ces titres Compass à terme

qui ont été reclassés en Valeurs Mobilières de Placement en 1999. En mars 2002, le Groupe a remboursé les obligations échangeables en actions Compass et Granada.

Après examen du caractère court terme ou long terme de la détention des 30 706 882 titres Compass et 30 706 882 titres Granada, le Groupe a reclassé les titres Compass pour leur prix de revient au 30 mars 2002 (€ 204 millions) en « Autres immobilisations financières » au titre d'une détention durable. Au 30 juin 2003, la valeur de marché des titres Compass s'établissait à € 145 millions. Compte tenu de la décision du Groupe de conserver à long terme les titres Compass, le Groupe a maintenu ces titres pour leur valeur d'utilité au bilan.

(2) Voir note 2 B.3. Le Groupe Dorint est consolidé en mise en équivalence depuis le 1er février 2003.

(3) En novembre 2002, Accor a acquis 65% du capital de la société qui exploite actuellement le Sheraton du Caire en vue de le transformer en Sofitel. Cette société est consolidée depuis le 1er janvier 2003 par intégration globale.

## NOTE 20. ANALYSE DES ACTIFS IMMOBILISES BRUTS

### NOTE 20.1. ACTIFS IMMOBILISES BRUTS PAR METIER

Au 30 juin 2003, les actifs immobilisés comprennent € 3 045 millions de murs hôteliers à comparer à € 3 110 millions au 31 décembre 2002.

| En € millions | HÔTELLERIE Haut et milieu de gamme | HÔTELLERIE Économ. | HÔTELLERIE Économ. États-Unis | Services | Agences de Voyages | Casinos | Restau. | Services à Bord des Trains | Holdings et Autres | 1er sem. 2003 | 2002 | 1er sem. 2002 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ecart d'acquisition | 666 | 141 | 578 | 146 | 287 | 131 | 56 | 18 | 361 | **2 384** | **2 241** | **2 227** |
| Immobilisations incorporelles | 50 | 56 | 319 | 55 | 40 | 2 | 5 | 30 | 75 | **632** | **668** | **655** |
| Immobilisations corporelles | 2 943 | 1 639 | 1 683 | 87 | 85 | 101 | 104 | 83 | 144 | **6 869** | **6 930** | **7 121** |
| | **3 659** | **1 836** | **2 580** | **288** | **412** | **234** | **165** | **131** | **580** | **9 885** | **9 839** | **10 003** |
| Prêts long terme | 279 | 14 | 1 | 1 | - | - | 2 | - | 161 | **458** | **444** | **428** |
| Titres mis en équivalence | 143 | 16 | - | - | 3 | - | 1 | - | 40 | **203** | **249** | **254** |
| Autres immo. financières | 87 | 12 | 60 | 2 | 8 | - | 1 | 1 | 246 | **417** | **524** | **466** |
| **Total 30 juin 2003** | **4 168** | **1 878** | **2 641** | **291** | **423** | **234** | **169** | **132** | **1 027** | **10 963** | | |
| **Total 2002** | **4 202** | **1 837** | **2 854** | **232** | **433** | **225** | **160** | **206** | **907** | | **11 056** | |
| **Total 30 juin 2002** | **4 068** | **1 919** | **2 999** | **223** | **447** | **199** | **159** | **131** | **1 006** | | | **11 151** |

### NOTE 20.2. ACTIFS IMMOBILISES BRUTS PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

| En € millions | France | Europe (hors France) | Amérique du Nord | Amérique Latine | Autres pays | Structures mondiales | 1er sem. 2003 | 2002 | 1er sem. 2002 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ecart d'acquisition | 571 | 559 | 606 | 124 | 283 | 241 | **2 384** | **2 241** | **2 227** |
| Immobilisations incorporelles | 56 | 78 | 345 | 23 | 4 | 126 | **632** | **668** | **655** |
| Immobilisations corporelles | 2 198 | 1 774 | 2 093 | 249 | 355 | 200 | **6 869** | **6 930** | **7 121** |
| **Sous-total** | **2 825** | **2 411** | **3 044** | **396** | **642** | **567** | **9 885** | **9 839** | **10 003** |
| Prêts long terme | 98 | 87 | 28 | 11 | 78 | 156 | **458** | **444** | **428** |
| Titres mis en équivalence | 75 | 64 | 1 | 1 | 62 | - | **203** | **249** | **254** |
| Autres immo. financières | 30 | 28 | 86 | 2 | 27 | 244 | **417** | **524** | **466** |
| **Total 30 juin 2003** | **3 028** | **2 590** | **3 159** | **410** | **809** | **967** | **10 963** | | |
| **Total 2002** | **2 760** | **2 235** | **3 294** | **335** | **860** | **1 572** | | **11 056** | |
| **Total 30 juin 2002** | **2 874** | **2 270** | **3 582** | **382** | **673** | **1 370** | | | **11 151** |

## NOTE 21. AUTRES TIERS ACTIFS ET PASSIFS

| En € millions | 1er sem. 2002 | 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|
| **Valeurs brutes des autres tiers actifs** (1) | **1 090** | **1 041** | **1 051** |
| Provisions | (97) | (84) | (14) |
| **Valeurs nettes des autres tiers actifs** | **993** | **957** | **1 037** |
| **Valeurs brutes des autres tiers passifs** (2) | **1 236** | **1 101** | **1 083** |

(1) Au 30 juin 2003, ce solde comprend :

- de la TVA à récupérer pour € 188 millions ;
- des créances d'impôts et taxes pour € 19 millions ;
- des créances vis à vis d'organismes sociaux pour € 12 millions ;
- des charges constatées d'avance pour € 341 millions ;
- des charges à répartir pour € 92 millions ;
- des autres créances pour € 316 millions ;
- des impôts différés actifs pour € 83 millions.

(2) Au 30 juin 2003, ce solde comprend :

- des dettes vis à vis du personnel et des organismes sociaux pour € 350 millions ;
- des dettes d'impôts et taxes pour € 118 millions ;
- de la TVA à payer pour € 74 millions ;
- des dettes d'impôts sociétés pour € 63 millions ;
- des comptes de régularisation passif pour € 150 millions ;
- des autres créanciers pour € 292 millions ;
- des autres dettes pour € 36 millions.

## NOTE 22. NOTE SUR LE CAPITAL POTENTIEL

Au 30 juin 2003, le capital social est composé de 199 258 550 actions. Le nombre d'action moyen en circulation sur le premier semestre 2003 s'établit à 197 729 819.

Par ailleurs, 9 102 373 options de souscription, soit 4,60 % du capital, réservées au personnel sont en circulation au 30 juin 2003 :

| | |
|---|---|
| 85 000 | options de souscription au prix de € 15,46, échéance 7 janvier 1999 au 7 janvier 2005 ; |
| 1 339 200 | options de souscription au prix de € 32,47, échéance 7 janvier 2003 au 7 janvier 2006 ; |
| 757 322 | options de souscription (bons d'épargne en actions) au prix de € 43,40, échéance 22 décembre 2003 au 22 décembre 2007 ; |
| 580 525 | options de souscription au prix de € 33,95, échéance 6 janvier 2004 au 6 janvier 2007 ; |
| 690 125 | options de souscription au prix de € 37,00, échéance 30 mars 2005 au 30 mars 2008 ; |
| 1 957 000 | options de souscription au prix de € 40,58, échéance 4 janvier 2004 au 4 janvier 2009 ; |
| 3 438 840 | options de souscription au prix de € 37,77, échéance 8 janvier 2005 au 8 janvier 2010 ; |
| 104 361 | options de souscription (bons d'épargne en actions) au prix de €39,10, échéance 12 juillet 2005 au 12 juillet 2009 ; |
| 148 900 | options de souscription au prix de €31,80, échéance 3 janvier 2006 au 3 janvier 2011 ; |

De plus, Accor a émis 3 415 424 obligations à options de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (Océanes) pouvant amener la création de 10 246 272 actions, selon les modalités décrites à la Note 26.

Sur cette base, le nombre moyen d'actions dilué (en milliers) en circulation au 30 juin 2003 est de 207 859. Le résultat net dilué par action se calcule donc comme suit :

| **En € millions** | **1er sem. 2002** | **2002** | **1er sem. 2003** |
|---|---|---|---|
| Résultat net part du Groupe (en millions) | 221 | 430 | 106 |
| Retraitement Océanes (1) | 4 | 9 | 7 |
| Retraitement du résultat net part du Groupe | 225 | 439 | 113 |
| Nombre moyen d'actions en circulation (en milliers) | 197 365 | 197 573 | 197 730 |
| Nombre d'actions résultant de l'exercice d'option de souscription | 1 233 | 375 | 0 |
| Nombre d'actions résultant de la conversion des océanes | 3 828 | 7 018 | 10 246 |
| Nombre moyen d'action dilué (en milliers) | 202 426 | 204 966 | 207 859 |
| **Résultat net dilué par action** | **1,11** | **2,14** | **0,54** |

(1) Le retraitement du résultat net part du groupe se détaille comme suit :

| **En € milliers** | **1er sem. 2003** |
|---|---|
| Annulation des frais financiers relatifs à l'Océane nets d'impôt | 2 138 |
| Annulation de la prime de remboursement des obligations Océanes | 4 688 |
| **Total** | **6 826** |

## NOTE 23. VARIATION DES INTERETS MINORITAIRES

| En € millions | |
|---|---|
| **31 décembre 2001** | **140** |
| Résultat minoritaire de la période | 22 |
| Dividendes versés aux minoritaires | (27) |
| Différence de conversion | (22) |
| Autres variations | (22) |
| **31 décembre 2002** | **91** |
| Résultat minoritaire de la période | 16 |
| Dividendes versés aux minoritaires | (6) |
| Différence de conversion | 1 |
| Autres variations | 4 |
| **30 juin 2003** | **106** |

## NOTE 24. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

| En € millions | | |
|---|---|---|
| **31 décembre 2001** | | **537** |
| Dotations aux provisions | | 86 |
| Reprises et utilisation de provisions | | (90) |
| Différence de conversion | | (12) |
| Reclassements et effets de périmètre | | 7 |
| **31 décembre 2002** | | **528** |
| Dotations aux provisions | | 65 |
| Reprises provisions sans utilisation | | (7) |
| Reprises provisions avec utilisation | | (36) |
| Différence de conversion | | (1) |
| Reclassements et effets de périmètre | | 29 |
| **30 juin 2003** | (1) | **578** |

(1) La variation du poste des provisions pour risques et charges est constituée des éléments suivants :

| En € millions | 31 décembre 2002 | Dotation de la période | Reprise avec utilisation | Reprise sans utilisation | Différence de conversion | Reclass & périmètre | 30 juin 2003 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| - Provision pour retraite | 58 | 18 | (1) | - | - | - | 75 |
| - Provision pour litiges et autres | 166 | 37 | (28) | (7) | (1) | | 167 |
| - Provisions fiscales | 19 | 1 | (1) | - | - | 4 | 23 |
| - Provisions impôts différés passifs | 263 | - | - | - | - | 33 | 296 |
| - Provisions pour restructurations | 22 | 9 | (6) | - | - | (8) | 17 |
| **TOTAL** | **528** | **65** | **(36)** | **(7)** | **(1)** | **29** | **578** |

## NOTE 25. T.S.D.I. RECONDITIONNE

En décembre 1990, Accor a émis des Titres Subordonnés à Durée Indéterminée reconditionnés pour une valeur nominale de € 762 millions.

Simultanément, Accor a reversé à une société tierce une indemnité de € 170 millions avec un double effet :

- cette société s'est engagée à racheter à la fin de la quinzième année les titres du T.S.D.I. aux différents prêteurs, qui se sont engagés à les lui céder ;
- elle s'est également d'ores et déjà engagée envers Accor à renoncer dès ce moment à réclamer le principal et les intérêts sur ces titres.

La valeur nette encaissée de € 592 millions représente le capital du T.S.D.I. reconditionné inscrit au passif du bilan à l'émission.

La subordination signifie la suspension du paiement des semestrialités prévues contractuellement en cas d'exceptionnelles difficultés financières de Accor, cette suspension donnant droit elle-même à capitalisation d'intérêts jusqu'à la reprise des versements.

Ces titres sont rémunérés sous forme d'intérêts pendant quinze ans (PIBOR + marge). Le swap d'immunisation, qui permet de fixer l'amortissement du principal et de rester en position de taux variable sur le flux d'intérêts net d'impôt, a fait l'objet d'un placement remboursé en février 2000.

L'effet d'impôt est réparti sur la durée de l'émission au prorata de la charge financière constatée.

Le traitement fiscal de cette émission a été reconfirmé à Accor par l'Administration début 1993.

## NOTE 26. OBLIGATIONS ECHANGEABLES

### Obligations convertibles ou échangeables en actions nouvelles ou anciennes Accor

Le 24 avril 2002, Accor a émis 3 415 424 obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (OCEANE) au prix de € 166,89. Cet emprunt d'une valeur nominale de € 570 millions porte un intérêt de 1%, payable à terme échu le 1er janvier de chaque année.

Les obligations seront amorties par remboursement d'un tiers de la valeur nominale initiale de chaque obligation :

le 1er janvier 2005 à un prix de remboursement de € 58,86 soit 105,81% de la fraction de la valeur nominale des obligations appelée à être amortie à cette date ;

le 1er janvier 2006 à un prix de remboursement de € 60,14 soit 108,11% de la fraction de la valeur nominale des obligations appelée à être amortie à cette date ;

le 1er janvier 2007 à un prix de remboursement de € 61,47 soit 110,50% de la fraction de la valeur nominale des obligations appelée à être amortie à cette date.

Chacun de ces prix de remboursement se décompose en un remboursement du tiers de la valeur nominale de l'obligation et d'une prime de remboursement assurant au souscripteur initial de l'obligation un taux de rendement actuariel annuel égal à 3,125%.

Les porteurs d'obligations pourront demander la conversion et/ou l'échange des obligations en actions, à compter du 3 mai 2002 selon les modalités suivantes :

- jusqu'au 7 janvier 2005, à raison de 3 actions Accor par obligation convertible éligible à la conversion;
- du 8 janvier 2005 au 7 janvier 2006, à raison de 2 actions Accor par obligation convertible éligible à la conversion ;
- du 8 janvier 2006 au 7 janvier 2007, à raison de 1 action Accor par obligation convertible.

## NOTE 27. ANALYSE DES DETTES FINANCIERES PAR DEVISES ET ECHEANCES

### NOTE 27.A DETTES FINANCIERES BRUTES

| En € millions | 1er sem. 2002 | Taux effectif 1er sem. 2002 % | 2002 | Taux effectif 2002 % | 1er sem. 2003 | Taux effectif 1er sem. 2003 % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| EURO | 1 896 | 3,52 | 1 664 | 3,06 | 2 254 | 2,83 |
| Dollar américain | 1 509 | 3,74 | 1 382 | 3,89 | 1 137 | 3,64 |
| Dollar australien | 164 | 5,02 | 137 | 5,58 | 135 | 5,21 |
| Autres devises (1) | 130 | 3,10 | 109 | - | 127 | - |
| **Dette brute** | **3 699** | **3,85** | **3 292** | **3,80** | **3 653** | **3,25** |
| Engagements crédit-baux (LT et CT) | 205 | - | 185 | - | 162 | - |
| Autres dettes financières CT et Banques | 154 | - | 226 | - | 252 | - |
| **Total dettes financières brutes** | **4 058** | - | **3 703** | - | **4 067** | - |

(1) dont BRL € 36 millions, JPY € 30 millions, GBP € 14 millions et CAD € 13 millions au 30 juin 2003.

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Dettes financières long terme | 3 617 | - | 3 372 | - | 3 628 | - |
| Dettes financières CT et Banques | 441 | - | 331 | - | 439 | - |
| **Total dettes financières brutes** | **4 058** | - | **3 703** | - | **4 067** | - |

Au 30 juin 2003, la décomposition de la dette brute après opérations de couverture est la suivante :

### NOTE 27.B ECHEANCIER DES DETTES FINANCIERES BRUTES

Au 30 juin 2003, l'échéancier de la dette financière brute est le suivant :

| En € millions | 1er sem. 2002 | 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|
| Année N + 1 | 441 | 331 | 439 |
| Année N + 2 | 172 | 141 | 344 |
| Année N + 3 | 338 | 828 | 1 194 |
| Année N + 4 | 1 534 | 1 870 | 1 783 |
| Année N + 5 | 1 408 | 380 | 194 |
| Année N + 6 | 55 | 31 | 23 |
| Au-delà | 110 | 122 | 90 |
| **Total dettes financières brutes** | **4 058** | **3 703** | **4 067** |

Au 30 juin 2003, Accor bénéficie de plusieurs lignes de crédit confirmées à plus d'un an, non utilisées, pour un montant de € 1 655 millions ayant des échéances variant entre septembre 2004 et février 2008. Des crédits à court terme (papier commercial et crédit spot), que le Groupe a l'intention de renouveler, sont reclassés en dettes financières à long terme pour un montant de € 950 millions. Après reclassement, le montant des lignes de crédit long-terme non utilisées est de € 705 millions.

## NOTE 27.C DETTE BRUTE AVANT ET APRES OPERATIONS DE COUVERTURE

Au 30 juin 2003, la dette brute du Groupe hors opérations de couverture se décompose comme suit :

| En € millions | Taux Fixe | | | Taux variable | | | Dette totale | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Montant | Taux d'intérêt | % TF | Montant | Taux d'intérêt | % TV | Montant | Taux d'intérêt | Poids |
| EUR | 2 198 | 4,13% | 63% | 1 305 | 2,70% | 37% | 3 503 | 3,60% | 95% |
| USD | 0 | 5,44% | 0% | 95 | 1,46% | 100% | 95 | 1,48% | 3% |
| AUD | 3 | 8,05% | 30% | 8 | 5,81% | 70% | 11 | 6,47% | 0% |
| Autres devises | 9 | 7,19% | 16% | 47 | 9,49% | 84% | 56 | 9,15% | 2% |
| **Dette brute totale** | **2 210** | **4,15%** | **60%** | **1 455** | **2,86%** | **40%** | **3 665** | **3,64%** | **100%** |

En couverture et pour satisfaire aux besoins de trésorerie des activités opérationnelles, le Groupe a été amené à effectuer des opérations de couverture de change pour un montant de € 1 223 millions. Par ailleurs, le Groupe a effectué des opérations de couverture de taux pour un volume de € 2 213 millions.

Compte tenu de ces opérations, la dette brute après swaps de change et de taux se répartit de la manière suivante :

| En € millions | Taux Fixe | | | Taux variable | | | Dette totale | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Montant | Taux d'intérêt | % TF | Montant | Taux d'intérêt | % TV | Montant | Taux d'intérêt | Poids |
| EUR | 901 | 2,54% | 40% | 1 353 | 3,03% | 60% | 2 254 | 2,83% | 62% |
| USD | 394 | 6,68% | 35% | 743 | 2,02% | 65% | 1 137 | 3,64% | 31% |
| AUD | 3 | 8,05% | 2% | 132 | 5,14% | 98% | 135 | 5,21% | 4% |
| Autres devises | 9 | 7,19% | 7% | 118 | 4,91% | 93% | 127 | 5,06% | 3% |
| **Dette brute totale** | **1 307** | **3,83%** | **36%** | **2 346** | **2,92%** | **64%** | **(*) 3 653** | **3,25%** | **100%** |

(*) L'écart entre le total de la dette brute avant et après swaps est principalement lié au différentiel de change sur swaps de change.

## NOTE 27. D REPARTITION TAUX FIXE / TAUX VARIABLE DE LA DETTE BRUTE (APRES OPERATIONS DE COUVERTURE)

| En € millions | Dette à Taux Fixe (*) | | | Dette à Taux Variable | | | Dette Totale | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Montant | Taux | Part fixe | Montant | Taux | Part variable | Montant | Taux |
| **Juin 2002** | 1 788 | 4,16% | 48% | 1 911 | 3,56% | 52% | 3 699 | 3,85% |
| **Décembre 2002** | 1 327 | 3,88% | 40% | 1 965 | 3,74% | 60% | 3 292 | 3,80% |
| **Juin 2003** | 1 307 | 3,83% | 36% | 2 346 | 2,92% | 64% | 3 653 | 3,25% |

(*) On entend par dette à taux fixe la dette dont le taux d'intérêt a été fixé à l'origine de l'opération pour une période supérieure à un an.

Il est précisé que sont regroupées dans cet ensemble les dettes émises à taux fixe et les dettes émises à taux variable faisant l'objet d'une couverture à taux fixe à plus d'un an.

Au 30 juin 2003, la dette à taux fixe est principalement libellée en EUR (69%) et en USD (30%), la dette à taux variable est principalement libellée en EUR (58%), en USD (32%) et en AUD (6%).

Il est précisé qu'il n'existe aucune clause de remboursement anticipée qui serait déclenchée suite à une détérioration de notation (« rating trigger »). Par ailleurs, aucune clause de défaut croisé (« cross default »), par laquelle le défaut sur une dette peut entraîner le défaut sur une autre dette, ne figure dans les contrats de financement négociés par Accor. Seules des clauses d'exigibilité croisée (« cross acceleration ») existent pour des dettes d'une durée au moins égale à trois ans, étant entendu que

cette clause ne peut être actionnée que si l'exigibilité croisée porte sur des dettes financières de même nature et sur un montant significatif.

## NOTE 28. ANALYSE DE L'ENDETTEMENT NET

| En € millions | 1er sem. 2002 | 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|
| TSDI reconditionné | 183 | 151 | 116 |
| Obligations convertibles échangeables | 570 | 570 | 570 |
| Autres dettes long terme | 2 686 | 2 493 | 2 799 |
| Endettement de crédit bail long terme | 178 | 158 | 143 |
| Dettes financières court terme | 369 | 234 | 337 |
| Banques | 72 | 97 | 102 |
| **Dettes Financières** | **4 058** | **3 703** | **4 067** |
| Prêts à court terme | (125) | (160) | (175) |
| Titres de placement (2) | (473) | (541) | (469) |
| Disponibilités | (228) | (179) | (274) |
| Créances sur cessions d'actifs à court terme | (138) | (20) | (106) |
| **Dette nette** | **3 094** | **2 802** | **3 043** |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Dette nette début de période** | **2 849** | **2 849** | **2 802** |
| Variation des dettes long terme | 122 | 166 | 386 |
| Variation des comptes financiers à court terme | 104 | (59) | 70 |
| Variation de périmètre et différence de conversion (1) | 55 | (235) | (129) |
| Variation des créances sur cessions d'actifs | (36) | 81 | (86) |
| **Variation de période** | **245** | **(47)** | **241** |
| **Dette nette fin de période** | **3 094** | **2 802** | **3 043** |

Sur dettes long terme.

Au 30 juin 2003, le poste « Titres de placement » comprend 146 965 actions ACCOR valorisées à un prix de revient historique de € 20 par titre. La valeur boursière de ces titres au 30 juin 2003 était de € 31,5. Ce poste comprend également 30 706 882 actions Granada, valorisées au cours de bourse de GBP 0,91 par titre, soit un montant total de € 40 millions au 30 juin 2003.

## NOTE 29. RECONCILIATION DE LA MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT

| En € millions | 1er sem. 2002 | 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|
| Résultat net consolidé, part du Groupe | 221 | 430 | 106 |
| Part des minoritaires | 13 | 22 | 16 |
| Amortissements et variation des provisions d'exploitation | 293 | 564 | 274 |
| Résultats des Mises En Equivalence nets des dividendes reçus | 2 | (2) | 14 |
| Impôts différés | 48 | 53 | 5 |
| Variation des provisions financières et sur gestion du patrimoine | (10) | 28 | 27 |
| **MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT** | **567** | **1 095** | **442** |
| (Plus-values)/Moins-values nettes des cessions d'actifs | (130) | (173) | (97) |
| (Gains)/Pertes non opérationnels | 28 | 39 | 34 |
| **MBA D'EXPLOITATION COURANTE** | **465** | **961** | **379** |

## NOTE 30. INVESTISSEMENTS SUR ACTIF EXISTANT

Les investissements figurant au poste « Investissements sur actif existant » sont les dépenses immobilisables relatives au maintien ou à l'amélioration de la qualité des actifs détenus par le Groupe au 1er janvier de chaque exercice et nécessaires à l'exploitation normale. Ce poste exclut donc les investissements de développement qui recouvrent les actifs immobilisés des filiales nouvellement consolidées ainsi que la constitution ou construction de nouveaux actifs.

Ce poste se décompose comme suit :

| En € millions | 1er sem. 2002 | 2002 | 1er sem. 2003 |
|---|---|---|---|
| **HÔTELLERIE** | | | |
| - Haut et milieu de gamme | 52 | 114 | 44 |
| - Economique | 37 | 60 | 27 |
| - Economique Etats-Unis | 33 | 68 | 34 |
| **SERVICES** | **10** | **22** | **9** |
| **Autres activités** | | | |
| Agences de voyage | 5 | 10 | 5 |
| Casinos | 6 | 8 | 5 |
| Restauration | 3 | 5 | 7 |
| Services à bors des trains | 2 | 8 | 4 |
| Holding et autres | 11 | 21 | 4 |
| **INVESTISSEMENTS SUR ACTIF EXISTANT** | **159** | **316** | **139** |

## NOTE 31. INVESTISSEMENTS DE DEVELOPPEMENT

Les investissements de développement recouvrent les actifs immobilisés des filiales nouvellement consolidées ainsi que la constitution de nouveaux actifs. Ce poste se décompose comme suit :

| En € millions | France | Europe (hors France) | Amérique du Nord | Amérique Latine & Caraïbes | Autres pays | Structures mondiales (*) | 30 juin 2003 | 30 juin 2002 | 31 déc. 2002 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **HÔTELLERIE** | **30** | **121** | **6** | **6** | **25** | **2** | **190** | **359** | **693** |
| Haut et milieu de gamme | 20 | 76 | 1 | 6 | 24 | 1 | **128** | **252** | **516** |
| Économique | 10 | 45 | - | - | 1 | 1 | **57** | **89** | **145** |
| Économique États-Unis | - | - | 5 | - | - | - | **5** | **18** | **32** |
| **SERVICES** | **4** | **6** | **-** | **32** | **2** | **4** | **48** | **4** | **18** |
| **Autres activités** | | | | | | | | | |
| Agences de voyages | - | 3 | - | - | - | - | **3** | **1** | **1** |
| Casinos | 2 | 5 | - | - | - | - | **7** | **14** | **41** |
| Restauration | 3 | 2 | - | 1 | - | - | **6** | **3** | **5** |
| Services à bord des trains | - | - | - | - | - | - | **-** | **-** | **-** |
| Holdings et Autres | 8 | 1 | - | - | 1 | 15 | **25** | **26** | **44** |
| **Total 30 juin 2003** | **47** | **138** | **6** | **39** | **28** | **21** | **279** | | |
| **Total 30 juin 2002** | **90** | **141** | **102** | **37** | **31** | **6** | | **407** | |
| **Total 31 décembre 2002** | **146** | **364** | **109** | **62** | **100** | **21** | | | **802** |

(*) les investissements de développement qui ne sont pas spécifiques à une zone géographique ont été présentés sous la rubrique « Structures mondiales ».

## NOTE 32. FRAIS DE PERSONNEL

Les frais de personnel se sont élevés à € 1 315 millions au 30 juin 2002 et à € 1 265 millions au 30 juin 2003.

## NOTE 33. JETONS DE PRESENCE

Le montant des jetons de présence versé aux membres du Conseil de Surveillance par diverses sociétés du Groupe s'est élevé à € 0,540 million dont € 0,276 million versé par Accor SA.

## NOTE 34. LITIGES

Postérieurement à la résolution transactionnelle intervenue en 2002, concernant les litiges opposant les filiales du Groupe aux associés des sociétés gérantes-mandataires d'hôtels Formule 1 et Etap Hôtels en France, un nombre limité de nouvelles assignations a été reçu par les filiales de Accor au cours du 1er semestre 2003. Elles ne sont pas de nature à remettre en cause la réorganisation opérée au sein des réseaux Formule 1 et Etap Hôtels, qui a permis aux associés des sociétés gérantes-mandataires d'opter soit pour la poursuite des relations contractuelles avec le Groupe Accor dans le cadre d'un contrat de gérance-mandat, soit pour un contrat de travail.

Dans le cadre de la gestion courante de ses activités, le Groupe est sujet à divers litiges ou contentieux dont la société estime qu'ils n'entraîneront aucun coût significatif ou n'auront aucune incidence sensible sur sa situation financière, son activité, son résultat.

## NOTE 35. ENGAGEMENTS HORS-BILAN AU 30 JUIN 2003

L'échéancier des engagements hors-bilan au 30 juin 2003 est le suivant :

| En € millions | | < 1an | 1 à 5 ans | > 5 ans | Total 30 juin 2003 | Total 31 déc. 2002 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Emprunts, lignes de crédit et découverts bancaires** | (1) | **40** | **-** | **16** | **56** | **42** |
| . Hôtellerie Australie | (2) | - | 46 | - | 46 | 46 |
| . Hôtellerie Italie (25%) | (3) | 32 | - | - | 32 | 39 |
| . Option d'achat 30% Go Voyages | (4) | - | 22 | - | 22 | 29 |
| . Novotel Tour Eiffel | (5) | - | 9 | - | 9 | 9 |
| . Hotellerie Suisse | | - | 6 | - | 6 | 6 |
| . Autres engagements irrévocables d'achat | | 5 | - | - | 5 | 5 |
| **Obligations de rachat irrévocables** | | **37** | **83** | **-** | **120** | **134** |
| **Autres engagements financiers et commerciaux** | (6) | **-** | **38** | **48** | **86** | **100** |
| **Total 30 juin 2003** | | **77** | **121** | **64** | **262** | |
| **Total 31 décembre 2002** | | **91** | **136** | **49** | | **276** |

(1) Le solde de € 56 millions de garanties données à des tiers dans le cadre d'opérations de financement comprend principalement un engagement de € 25 millions accordé aux banques finançant le groupe Dorint (cf. note 2.B.3).

(2) Dans le cadre d'un contrat de gestion d'une durée de dix ans portant sur le Mercure Sydney Railway Square, hôtel ouvert au 4ème trimestre 1998, Accor s'est engagé auprès du propriétaire à racheter sur première demande les murs de l'hôtel pour une somme de € 46 millions ; cette demande devra être formulée au plus tôt le 1er janvier 2004. Il est précisé que les coûts de construction engagés par le propriétaire se sont élevés à environ € 63 millions.

(3) Accor et IFIL ont réaménagé les accords du 5 décembre 1991 concernant leur filiale commune Sifalberghi portant sur l'engagement du rachat à IFIL par Accor de 25% du capital de Sifalberghi.

IFIL bénéficie de l'engagement suivant :

- IFIL peut exercer une option entre le 1er juillet 1999 et le 31 décembre 2005. Le prix sera fixé sur la base d'une formule intégrant le patrimoine net comptable, la plus-value latente sur le patrimoine immobilier net d'impôt, et l'écart d'acquisition.
- Cet engagement a été valorisé à € 32 millions au 30 juin 2003 contre € 39 millions au 31 décembre 2002.

En août 2003, Ifil a cédé sa participation de 25% dans Sifalberghi à Accor pour € 32 millions.

(4) En cas d'exercice de l'option de rachat Go Voyages la part fixe minimum s'élèverait à € 7 millions. La part variable est, elle, estimée à € 22 millions sur la base des comptes au 30 juin 2003.

(5) Dans le cadre des accords signés entre Colony et Accor lors de la reprise du Novotel Paris Tour Eiffel, le fonds d'investissement américain Colony a négocié une option de vente portant sur 60% des titres détenus dans la société Front de Seine Participations, entre la 5ème et la 7ème année. Le prix sera déterminé sur une base de 10 fois l'EBITDA moins les dettes.

(6) Les autres engagements donnés s'élèvent à € 97 millions dont € 86 millions d'engagements commerciaux et financiers.

## NOTE 36. EVENEMENTS POST-CLOTURE

### Ventes d'actifs en Pologne

En juin 2003, Accor a signé un contrat prévoyant la cession de ses 11 hôtels polonais. Pour mémoire, Accor est actionnaire de référence de Orbis et détient 29,34% de son capital.

Cette transaction, d'un montant de € 92 millions, approuvée à l'unanimité par le Conseil de Surveillance d'Orbis, sera finalisée au cours du quatrième trimestre 2003, après accord des autorités polonaises de la concurrence.

## NOTE 37. PRINCIPALES FILIALES ET PARTICIPATIONS CONSOLIDEES AU 30 JUIN 2003

### FRANCE

| | | |
|---|---|---|
| 1 | Sté Hôtel Bordeaux Aquitaine | 100,00% |
| 1 | SIHN | 100,00% |
| 1 | PIH | 100,00% |
| 1 | MIH | 100,00% |
| 1 | S.E.H.S. | 97,70% |
| 1 | Sté Hôtelière Nice Centre (*) | 45,00% |
| 1 | S.P.F.H. | 100,00% |
| 4 | Financière Courtepaille (*) | 20,00% |
| 4 | Lenôtre | 98,75% |
| 6 | Accor CASINOS SA (**) | 50,00% |
| 6 | SFPTH SA | 99,48% |
| 6 | DEVIMCO | 99,97% |
| 6 | Accor Réservation Service | 100,00% |
| 6 | S.H.C.D. (*) | 34,90% |
| 6 | Académie Accor | 100,00% |
| 1-6 | Frantour SA | 100,00% |
| 2 | Go Voyages | 70,00% |
| 6 | Restaupro | 99,96% |
| 6 | French Line Diffusion (*) | 43,87% |
| 3 | Accor Services France | 100,00% |

### EUROPE

| | | |
|---|---|---|
| **ALLEMAGNE** | | |
| 1 | Accor Hôtellerie DTC | 100,00% |
| 3 | Accor Services Deutschland | 100,00% |
| 1 | Accor H. Mercure Mgt | 50,97% |
| 1 | Dorint (*) (***) | 40,19% |
| **AUTRICHE** | | |
| 1 | Accor GmbH | 100,00% |
| 3 | Accor Services Austria | 99,17% |
| **BELGIQUE** | | |
| 1 | Accor Hotels Belgium | 98,90% |
| 1 | Accoordination | 99,33% |
| 3 | Accor T.R.B. | 100,00% |
| 6 | CIWLT | 99,48% |
| 2 | WL Tourisme (**) | 49,74% |
| **DANEMARK** | | |
| 1 | Accor Hotels Denmark | 100,00% |
| 2 | World Tourist (**) | 49,74% |
| **ESPAGNE** | | |
| 1 | Accor Hoteles Espagne | 100,00% |
| **GRECE** | | |
| 1 | SH Athènes Centre (*) | 41,82% |
| **HONGRIE** | | |
| 1 | Pannonia | 74,20% |
| **ITALIE** | | |
| 4-3 | Gemeaz | 94,64% |
| 1 | Sifalberghi | 72,62% |
| 6 | Scapa Italia | 97,00% |
| 5 | Treno | 99,48% |
| 1 | Famosa Immobiliaria | 72,62% |
| 1 | SGAI | 99,48% |
| **PAYS-BAS** | | |
| 1 | Novotel Nederland | 100,00% |
| 1 | Nhere BV | 100,00% |
| 1 | MMH Mercure | 100,00% |
| 1 | Postiljon | 100,00% |
| **PORTUGAL** | | |
| 3 | ESA | 97,50% |
| 1 | Portis Goldtur (**) | 50,00% |
| **POLOGNE** | | |
| 1 | Orbis (*) | 29,34% |
| **ROYAUME-UNI** | | |
| 1 | Accor UK Business & Leisure | 100,00% |
| 2 | WLT Travel UK (**) | 49,74% |
| 3 | Luncheon vouchers | 100,00% |
| **SUEDE** | | |
| 3 | Rikskuponger | 99,90% |
| **SUISSE** | | |
| 1 | Accor Suisse | 100,00% |

| AMERIQUE LATINE | | |
|---|---|---|
| ARGENTINE | | |
| 3 | Servicios Ticket | 90,00% |
| 1 | NSB | 100,00% |
| BRESIL | | |
| 1 | H.A.B SA | 71,31% |
| 4-3 | T.S. do Brasil | 49,99% |
| 6 | DALKIA | 49,99% |
| MEXIQUE | | |
| 2 | WLT Mexicana | 99,48% |
| 3 | Accor Servicios Empresariales | 98,00% |
| CHILI | | |
| 3 | Accor Services Chili | 74,35% |

| ASIE-PACIFIQUE | | |
|---|---|---|
| 1 | AAPC : Accor Asia Pacific Corp. | 100,00% |
| 2 | HQ Asia (**) | 49,74% |
| 3 | AS Australia | 100,00% |

| AUTRES PAYS | | |
|---|---|---|
| 1 | Saudi Hotels Management | 60,00% |

| AMERIQUE DU NORD | | |
|---|---|---|
| CANADA | | |
| 1 | Novotel Canada | 100,00% |
| 2 | Carlson Canada (**) | 49,74% |
| ETATS-UNIS | | |
| 1 | Novotel USA | 100,00% |
| 1 | IBL Ltd | 99,99% |
| 1 | Red Roof Inns | 99,99% |
| 1 | Accor Lodging North Am. | 100,00% |
| 2 | Carlson USA (**) | 49,74% |

| AFRIQUE | | |
|---|---|---|
| COTE D'IVOIRE | | |
| 1 | Société Abidjanaise | 74,92% |
| MAROC | | |
| 1 | Risma (*) | 45,29% |
| SENEGAL | | |
| 1 | SPHU (Hôtel Union) | 96,72% |

(*) Société mise en équivalence

(**) Société consolidée par intégration proportionnelle

(***) Entrée de périmètre de l'année 2003

NB 1 : Tous les % indiqués sont des % d'intérêt.

NB 2 : La liste complète des filiales et participations consolidées par Accor au premier semestre 2003 se trouve à la disposition des actionnaires au siège social de la société, et leur sera adressée à leur demande.

| | | |
|---|---|---|
| **1 Hôtellerie** | **3 Services** | **5 Services à Bord des Trains** |
| **2 Agences de Voyages** | **4 Restauration** | **6 Autres Services** |

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET REVISEURS SUR L'EXAMEN LIMITE DES COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES POUR LA PERIODE DU 1ER JANVIER AU 30 JUIN 2003**

(Articles L. 232-7 du Code de commerce et 297-1 du décret du 23 mars 1967)

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En nos qualités de commissaires aux comptes et de réviseurs des comptes consolidés, et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité du tableau d'activité et de résultats présentés sous la forme de comptes semestriels consolidés de la société Accor, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2003, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- le vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du directoire du groupe. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué cet examen selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes semestriels consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en oeuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur le base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés, et l'image fidèle qu'ils donnent du résultat des opérations du semestre, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation, à la fin de ce semestre.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Neuilly-sur-Seine, le 10 septembre 2003.

| **Les Commissaires aux Comptes** | | **Les Réviseurs** (pour ce qui concerne les comptes consolidés) |
|---|---|---|
| Barbier Frinault & Autres<br>Ernst & Young | Deloitte Touche<br>Tohmatsu - Audit | Deloitte Touche Tohmatsu |
| Christian CHOCHON | Alain PONS | |

## 5.2 FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

A la connaissance de la Société, il n’existe pas de faits exceptionnels ou litiges, autres que ceux mentionnés en note 34 des comptes consolidés de l’exercice 2002 et en note 34 des comptes consolidés du 1er semestre 2003, susceptibles d’avoir ou ayant eu, dans un passé récent, une incidence significative sur la situation financière, l’activité ou le résultat du groupe Accor.

# CHAPITRE VI

## LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Les renseignements concernant ce chapitre sont fournis dans le Document de Référence déposé auprès de la Commission des opérations de bourse le 25 mars 2003 sous le numéro D.03-307 et dans le Rectificatif du Document de Référence déposé auprès de la Commission des opérations de bourse le 16 octobre 2003 sous le numéro D. 03-307-R01. Ces renseignements restent exacts à la date du présent prospectus.

## CHAPITRE VII

## RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EVOLUTION RECENTE ET LES PERSPECTIVES D'AVENIR

Les renseignements concernant ce chapitre sont fournis dans le Document de Référence déposé auprès de la Commission des opérations de bourse le 25 mars 2003 sous le numéro D.03-307, dans le Rectificatif du Document de Référence déposé auprès de la Commission des opérations de bourse le 16 octobre 2003 sous le numéro D. 03-307-R01 et dans les comptes semestriels 2003 intégrés au chapitre V de la présente note d'opération. Aucun autre événement significatif n'est intervenu. Ces renseignements restent, à la date du présent prospectus, exacts, sous réserve des compléments suivants.

* *
*

Le 13 juin 2003, ACCOR a indiqué par communiqué de presse que, dans le cadre de la politique de renforcement de la situation financière du Groupe, la Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme, filiale du groupe Accor, avait cédé sur le marché 2,9 millions de titres Accor pour un montant de 95,4 millions €.

* *
*

Le 21 juillet 2003, ACCOR a annoncé la signature d'un accord de partenariat privilégié entre Accor et TUI et a diffusé le communiqué de presse suivant :

"Jean-Marc Espalioux, Président du Directoire de Accor, et Michael Frenzel, Président du Directoire de TUI, ont signé aujourd'hui un accord global portant sur la programmation en Europe des hôtels Accor par les tour-opérateurs de TUI et sur la distribution en France de la nouvelle marque de tour operating TUI dans les agences de voyages Accor au sein de l'Alliance.

La signature de ce partenariat a eu lieu au Press Club de France en présence de Benjamin Cohen, Vice-Président du Directoire de Accor en charge du pôle Loisirs et Tourisme, et de Eric Debry, membre du Comité Exécutif de TUI et Président du Directoire de Nouvelles Frontières.

**Au niveau européen** : à partir de la saison été 2004, les tour-opérateurs du Groupe TUI programmeront dans 14 pays européens(*) 180 hôtels Accor sous enseignes Sofitel, Novotel, Mercure, Suitehotel et Ibis situés dans des villes touristiques.

*(*) Allemagne, Autriche, Belgique, France, Hongrie, Irlande, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Royaume Uni, Russie, Slovaquie, Slovénie, Suisse.*

**Sur le marché français :**

TUI France commercialisera, dans le cadre d'un contrat de partenariat privilégié, 9 Coralia Clubs de Accor. TUI France a en effet décidé de faire des Coralia Clubs l'un de ses produits phare. Ainsi, dans sa nouvelle brochure Automne-Hiver 2003/2004, 7 Coralia Clubs auront une forte présence :

- au Maroc, le Coralia Club Palmariva de Marrakech, et le Coralia Club La Kasbah à Agadir ;
- en Tunisie, le Coralia Club Palm Beach Djerba et le Coralia Club Monastir ;
- au Sénégal, le Coralia Club Le Baobab ;
- à Cuba, le Coralia Club Playa del Oro ;
- en Egypte, le Coralia Club Dahab.

S'ajouteront pour la saison « Eté 2004 » :

- en Corse, le Coralia Club Porticcio ;
- en Turquie, le Coralia Club Tekirova.

Par ce contrat, les deux groupes marquent leur volonté de construire un partenariat sur le long terme, mettant en valeur les complémentarités entre le premier tour-opérateur mondial et le premier hôtelier européen.

Un contrat de distribution privilégié a par ailleurs été signé pour la nouvelle marque française de tour operating TUI avec l'ALLIANCE, société créée par Accor (Carlson Wagonlit Travel et Frantour) et Selectour, qui regroupe 1074 agences de voyages avec ses partenaires CIT, Lusitania, Verney et Wasteels. Ce contrat sera effectif dès le mois de septembre 2003. "

* *
*

Le 31 juillet 2003, à l'occasion de la publication de son chiffre d'affaires du premier semestre, la Société a communiqué l'évolution de son RevPar (revenu par chambre disponible) calculé en multipliant le taux d'occupation par le prix moyen) :

| | |
|---|---|
| Hôtellerie haut et milieu de gamme | -5,2% |
| Hôtellerie économique européenne | -2,6% |
| Hôtellerie économique US | -3,3% |

Par ailleurs, lors de la présentation aux analystes, la Société a indiqué un objectif d'ouverture de 20.000 chambres d'ici fin 2003.

Dans le cadre de la stratégie de réduction des coûts, Accor a pour objectif de gagner un point de marge d'ici la fin 2004, notamment suite à la réorganisation de l'hôtellerie en Europe, de la rationalisation des services transversaux en Europe et de l'optimisation des achats.

La Société a également précisé qu'elle prévoit des investissements d'un montant total de 675 M€ en 2003 contre 802 M€ en 2002, 923 M€ en 2001 et 1251 M€ en 2000, confirmant ainsi la stratégie de décélération des investissements de développement.

Dans cette enveloppe de 675 M€, les investissements de développement dans l'hôtellerie économique et milieu de gamme en Europe restent relativement inchangés (336 M€ en 2003 contre 409 M€ en 2002). La réduction des investissements est plus sensible dans la catégorie Hôtellerie haut de gamme (30 M€ en 2003 contre 171 M€ en 2002) ainsi que sur les pays émergents (57 M€ en 2003 contre 109 M€ en 2002). Les investissements dans le pôle Services devraient, à l'inverse, progresser (74 M€ en 2003 contre 18 M€ en 2002). Les 675 M€ intègrent, en outre, une réserve de 100 M€ afin de saisir des opportunités d'acquisition de chaînes hôtelières de petite taille.

* *
*

Le 5 août 2003, ACCOR a annoncé une prise de participation de Accor dans Globalia et a diffusé le communiqué de presse suivant :

"Accor et Globalia ont formalisé le 1er août la prise de participation de Accor dans le capital de Globalia à hauteur de 2,5%. Cette prise de participation s'inscrit au sein de l'accord mis en place fin 2002 entre les deux entreprises et qui vise à accroître leurs synergies sur le marché du tourisme et des loisirs, en particulier en France, en Espagne et sur l'ensemble de la région Caraïbe et Amérique du Sud.

Dans le cadre de ce partenariat, Globalia a repris 100% de l'activité loisirs espagnole Viajes Ecuador auprès de Carlson Wagonlit Travel, filiale à 50% de Accor et à 50% de Carlson. Par ailleurs, Globalia a rejoint l'Alliance du Sud, renforçant la force de distribution de ce réseau d'agences partenaires qui compte aujourd'hui 2 500 points de vente répartis sur toute l'Europe. Les hôtels Accor situés dans les destinations desservies par Globalia bénéficient ainsi de sa capacité accrue de mobilisation des flux touristiques espagnols. "

* *
*

Le 21 août, Accor a annoncé le règlement amiable de son différend judiciaire avec les exploitants de l'hôtel Ibis Bastia Centre et a diffusé le communiqué suivant :

“Accor et les exploitants de l'hôtel Ibis de Bastia Centre (C.P.H.) sont parvenus à un règlement amiable de leurs différends judiciaires. Dans le cadre de ce règlement, l'hôtel de C.P.H., ouvert depuis le 22 juillet 2003, portera la double enseigne « Ibis / Corsica hôtels » jusqu'au 25 février 2004, puis restera associé au réseau Ibis sous son enseigne propre « Corsica hôtels » jusqu'au 25 août 2004. A compter de cette date, C.P.H. poursuivra son exploitation sous sa propre enseigne indépendamment du réseau Ibis. ”

* *
*

Le 10 septembre, Accor a publié ses résultats semestriels pour l'année 2003. Au vu des résultats du premier semestre (présentés dans le chapitre V du présent prospectus) et des tendances d'activité de l'été, le Groupe a déclaré que son objectif est d'atteindre pour l'année 2003 un résultat courant avant impôt de l'ordre de 500 millions d'euros.

* *
*

Le 17 septembre, Accor a présenté la stratégie de son pôle Tourisme et Loisirs au cours d'une conférence de presse. Cette stratégie vise à utiliser le savoir-faire et les marques hôtelières de Accor et son expertise des produits loisirs et bien-être (Accor Vacances, Accor Thalassa), et à renforcer le réseau de distribution (agences de voyages, Go Voyages, partenariat TUI) et les actions de promotion et de communication du Groupe (sites web Accor, cartes de fidélité). Dans ce cadre de cette stratégie, l'activité très complexe de Tour Operating du pôle Tourisme et Loisirs de Accor est abandonnée au profit de partenariats avec des tours opérateurs en France et en Europe. Le volume d'affaires du pôle Tourisme et Loisirs, qui prend en compte tous les flux de commercialisation dont Accor a la responsabilité (chiffre d'affaires des hôtels en contrats de gestion, trafic des agences de voyages), devrait s'établir à 1,3 milliards d'euros pour l'année 2003 [dont hôtellerie (EUR 475 millions), Tour Operating (EUR 97 millions), Go Voyages (EUR 186 millions), agences de voyages (EUR 543 millions)].

* *
*

Le 18 septembre 2003, ACCOR a annoncé une forte progression des réservations de nuitées par Internet et a diffusé le communiqué de presse suivant.

“Sur les huit premiers mois de l’année, 4,2 millions de nuitées ont été réservées dans les hôtels Accor sur Internet, soit l’équivalent de 170 hôtels par jour.

Une croissance soutenue en 2003

A la fin du mois d'août, Accor enregistre une progression de 60% de ses réservations Internet (+65% pour les sites Accor en Europe). Les nuitées réservées sur les sites hôteliers de Accor (portail accorhotels.com, sofitel.com, novotel.com, mercure.com, suite-hotel.com, ibishotel.com, etaphotel.com, hotelformule1.com, motel6.com et redroof.com) représentent près de 85% du total des réservations Internet, contre 15% par les distributeurs Internet. La part du chiffre d’affaires généré par Internet chez Accor augmente régulièrement.

Pour la fin de l’année, Accor attend un volume d’affaires Internet de près de 300 millions d'euros, soit environ 5,6 % du volume d'affaires hébergement (3,6 % en 2002 avec 202 millions d'euros de chiffre d'affaires). L'hôtellerie économique représente 63 % de ce total. En Europe, la part d'Internet dans le chiffre d'affaires de Ibis, Etap et Formule 1 est de 6 % ; aux Etats-Unis, elle atteint 10 % dans le chiffre d'affaires de Red Roof et Motel 6.

Une diffusion mondiale des sites Accor et la notoriété accrue de accorhotels.com

Les visiteurs des sites du Groupe sont majoritairement des clients individuels qui choisissent un hôtel Accor, le plus souvent pour leurs loisirs.

42 % des visiteurs des sites hôteliers de Accor en Europe passent d'abord par le portail accorhotels.com, ce qui témoigne de sa notoriété croissante. 58 % accèdent directement au site de leur marque préférée.

Ces internautes sont de plus de 200 nationalités différentes. Trois internautes Accor sur quatre viennent d'un pays autre que la France. Leurs principales origines sont les suivantes :

- France : 25 %
- Allemagne : 18 %
- Royaume-Uni : 10 %
- Amérique du Nord : 10 %
- Bénélux : 9 %
- Scandinavie : 3 %
- Italie : 3 %
- Espagne : 2 %
- Suisse : 2 %

Parmi les hôtels Accor les plus prisés sur les sites Accor figurent : le Sofitel New-York, le Sofitel Chicago Water Tower, le Novotel New York, le Novotel Lisbonne, le Mercure de Rome, l'Ibis Londres Euston, l'Ibis de Barcelone, le Formule 1 de Saint Ouen, l'Etap de Nice Aéroport, le Motel 6 Las Vegas Tropicana, le Red Roof Manhattan…

Au début de l'été, une nouvelle accélération des réservations a été constatée avec près d'une chambre réservée toutes les 4 secondes sur les sites du Groupe. Une campagne de communication importante (radio et Internet), lancée dès la fin juin en France et en Allemagne, assurant la promotion des Prix Sourires des hôtels Accor, a contribué à la fréquentation accrue du site accorhotels.com.

Un site accorhotels.com encore plus attractif

Au cours du premier semestre 2003, Accor a amélioré son offre et ses services en ligne avec, à titre d'exemples :

- L'affichage direct du meilleur prix disponible et la mise en valeur des promotions,
- Des réservations en ligne simples et rapides, avec un nombre réduit d'écrans et un suivi par étape,
- Des promotions de "dernière minute",
- L'enrichissement de la présentation des hôtels (album photos, photographies grand format…),
- L'intégration de cartes géographiques interactives,
- La mise en ligne de guides touristiques sur plus de 60 destinations dans le monde,
- La mise en avant des avantages réservés aux Internautes de accorhotels.com avec les partenaires du Groupe (Air France, SNCF, Europcar, Thalys…)

D'ici à la fin de l'année, accorhotels.com, accessible aujourd'hui en français, anglais et allemand, sera également disponible en espagnol et portugais. "

* *
*

Le 7 octobre 2003, la note de la dette à court terme d'Accor a été abaissée de "Prime-3" à "Not-Prime" par Moody's (avec perspective stable).

Les notations de la dette senior à long terme par Standard & Poor's et Fitch ont été maintenues à "BBB" (avec perspective négative) et "BBB+" (avec perspective stable) respectivement.